

Jacques PIGELET

ORGANISATION
INTÉRIEURE
DE LA
PRESSE PÉRIODIQUE
FRANÇAISE

THÈSE

DE DOCTORAT ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE

Soutenue à la Faculté de Droit de Paris, le Samedi 29 Mai 1909

JURY :

Président : M, LARNAUDE

*Professeurs : MM. SAUZET
JACQUELIN*

ORLÉANS

IMPRIMERIE PAUL PIGELET ET FILS
8, rue Saint-Étienne, 8
—
1909

ORGANISATION INTÉRIEURE

DE LA PRESSE PÉRIODIQUE FRANÇAISE



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41556015_0025

Jacques PIGELET

ORGANISATION

INTÉRIEURE

DE LA

PRESSE PÉRIODIQUE

FRANÇAISE

THÈSE

DE DOCTORAT ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE

Soutenue à la Faculté de Droit de Paris, le Samedi 29 Mai 1909

JURY :

Président : M, LARNAUDE

Professeurs : MM. SAUZET

JACQUELIN

ORLÉANS

IMPRIMERIE PAUL PIGELET ET FILS

8, rue Saint-Étienne, 8

1909



**La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.**

A MON PÈRE,

Parvenu au terme de mes études, je vous dédie l'œuvre qui en fait le couronnement. Non point que j'attache à ce travail, plus consciencieux sans doute que rempli de qualités propres, une importance scientifique quelconque, ou que je vous l'offre avec une arrière-pensée de gloriole. Mais je crois acquitter, en le plaçant sous votre parrainage, une dette de reconnaissance.

S'il y a quelque mérite dans mon ouvrage, une bonne part vous en revient légitimement. L'intelligence qui s'y fait jour, je vous la dois par hérédité d'abord. Je vous en suis redevable aussi pour son éducation.

M'ayant légué une pensée, vous m'avez ensuite donné les loisirs et les moyens de la développer, de la nourrir, de l'orner. Et c'est avant tout afin de reconnaître cette sollicitude constante dont vous avez entouré ma jeunesse, que je vous dédie la thèse, qui marque, avec la fin de mes études théoriques, mon entrée dans la vie active.

Je serais heureux que ce geste apportât une preuve modeste à l'utilité, à la nécessité, devrais-je dire, des liens familiaux. Seul un père trouve dans son cœur assez de dévouement pour consacrer une grande partie de ses forces à l'éducation et à l'instruction d'une jeune âme.

VI

Nulle puissance ne remplacera jamais l'effort particulier d'un père. Et je ne pense pas que l'Etat même puisse jamais se substituer, pour la formation d'une élite intellectuelle, à la collectivité des pères français. Certes, chacun d'eux travaille pour son enfant, sans se soucier du voisin : mais de ces intérêts familiaux naît un bien général. Et, puisque le principal rayonnement de la France dans le monde est encore celui de sa pensée, j'ai bien le droit de dire que ces intérêts familiaux concourent à la gloire de notre patrie.

JACQUES PIGELET.

PRÉFACE

La presse, cette indiscrete personne qui fait l'histoire de chaque jour, n'a pas encore d'elle-même une histoire complete. Si son histoire politique a été fouillée, analysée, exposée au public avec tant de détails qu'il n'en doit plus rester à glaner, peu de choses ont été dites sur l'histoire de son organisation. Et ce peu qui en a été dit, se trouve éparpillé dans divers ouvrages, où, n'étant qu'un accessoire, il est négligé par le lecteur. Nous avons essayé, dans cette modeste étude, de réunir les parcelles éparses de cette histoire et nous y avons joint ce que nos recherches personnelles nous ont appris.

L'industrie du journal a subi deux siècles de transformations et d'améliorations pour en arriver à sa perfection actuelle. Tous les progrès, qu'elle a successivement réalisés, ont été dus à l'initiative et à l'invention de ses fidèles ; les pouvoirs n'y ont point intervenu. Et il est assez remarquable que cette industrie, la plus formidable peut-être que nous ait léguée l'ancien régime, se soit organisée seule, sans que des ordonnances royales aient déterminé les conditions de son fonctionnement, comme cela fut pratiqué envers les autres métiers, particulièrement les industries qu'on voulait acclimater en France.

Ceci ne revient pas à prétendre que la royauté se soit désintéressée de cette nouveauté, que Renaudot introduisit dans son domaine. Au contraire, elle pressentit tout de suite la

VIII

puissance future du journal, et, pour se le concilier, accorda des privilèges aux fondateurs des premiers périodiques. Ces privilèges étaient des bâillons : ils n'organisaient pas la presse, ils risquaient de compromettre son développement.

On peut dire, au reste que, jusqu'à la période contemporaine, la presse, loin d'obtenir un appui des gouvernements, eut à lutter contre eux et que certains firent tout leur possible pour l'étouffer. Elle triompha de tous, si bien qu'aujourd'hui, elle est un quatrième pouvoir de l'Etat, non le moindre, puisque les trois autres recourent maintes fois à ses services.

ESSAI

SUR

L'ORGANISATION INTÉRIEURE

DE LA PRESSE PÉRIODIQUE FRANÇAISE

PREMIÈRE PARTIE

LA PRESSE PÉRIODIQUE DE SON ORIGINE A 1815

La presse périodique dès son apparition fut goûtée du public. Les écrits du xvii^e siècle et du xviii^e à l'unanimité témoignent de son succès. Dès la Fronde, l'auteur d'une mazarinade célèbre : *le commerce des nouvelles restably*, pouvait dire : « Depuis les grands jusques aux petits, on ne parle d'affaires que par la Gazette ». Un siècle plus tard, Camusat, qui, en 1734, publia à Amsterdam une Histoire critique des journaux, écrivait : « En général, le monde est tellement accoutumé à la Gazette, qu'il en regarderait la suppression comme un deuil public ».

Donc tôt la lecture de la gazette devint une habitude. Ce n'est pas ici le lieu de dresser un catalogue des gazettes et journaux, qui vécurent sous l'Ancien Régime une carrière durable ou éphémère. M. Hatin et M. Avenel l'ont établi avec compétence. Nous nous bornerons à les résumer dans une esquisse rapide.

A aucun moment de ces deux siècles, la presse périodique ne fut libre. L'autorité royale la soumit au régime, qui pliait alors à sa loi l'industrie française, celui du privilège. Il en advint qu'à son origine elle se divisa en trois domaines distincts. La première en date des gazettes, la *Gazette de Théophraste Renaudot*, née en 1631, eut le monopole des nouvelles politiques et commerciales. En 1665, Denis de Salo, conseiller au Parlement de Paris, obtint pour le *Journal des Savants* le monopole de la presse scientifique et littéraire. Enfin, quelques années plus tard, en 1672, le *Mercure Galant* reçut le privilège exclusif de publier tout ce qu'on désigne sous le nom de petite presse.

Ces ancêtres vénérables ne tardèrent pas à subir la concurrence de feuilles nouvelles, munies pareillement de privilèges. Le pouvoir royal accordait ces privilèges avec facilité, se réservant d'ailleurs de les supprimer plus aisément encore. Pour la *Gazette de Renaudot*, elle trouva ses rivaux les plus redoutables dans des périodiques d'importation étrangère, hollandaise surtout : jusqu'à dix-huit gazettes de Hollande se vendirent à Paris. De France même, le public pris beaucoup le *Courrier français*, rédigé par les fils de Renaudot (1649), le *Journal de Verdun* (1704), le *Courrier de l'Europe* (1778), le *Journal de Paris*, le premier des quotidiens, fondé par

La Place (1777), les *Annales politiques, civiles et littéraires*, de Linguet.

Mais, plutôt que de réveiller tant de noms insignifiants, constatons que la presse alla chaque jour se diversifiant. Chaque branche des connaissances humaines posséda son journal. « Les journaux de toute espèce, dit La Harpe, dans sa Correspondance littéraire, sont la grande ressource de toute la petite littérature, parce que c'est tout ce qu'il y a de plus aisé à faire. Chacun veut avoir son journal à lui. » On vit paraître un *Journal des Dames* (1759), un *Courrier de la mode* (1768), un *Journal des théâtres* (1776), un *Journal de musique* (1771), etc., etc.

Bref, de 1631 à 1789, trois cent cinquante journaux ou recueils périodiques virent le jour.

Après avoir entrevu, par ce tableau succinct, le développement de la presse périodique, nous abordons le sujet de cette étude, son organisation économique (1).

Organisation économique de la Gazette de Renaudot.

A la vérité, le xvii^e siècle nous a transmis peu de documents sur les opérations matérielles, information, rédaction, impression, vente, dont l'ensemble concourt à la confection d'une gazette. Nous tenterons cependant d'y jeter quelque lumière, en groupant les aperçus, rapides, surpris au cours de nos lectures, parfois dans une phrase, et en nous aidant des recherches qui ont

(1) Ce résumé historique est emprunté, pour sa plus grande partie, au livre de Hatin : *Histoire de la presse*, 1859-1861.

été publiées sur les métiers auxquels un gazetier empruntait leur aide.

Donc, transportons notre pensée « au Bureau d'adresse, au Grand-Coq, rue de la Calendre, sortant au Marché-Neuf, près le Palais, à Paris ». C'est de là que, le 1^{er} mai 1631, Théophraste Renaudot lança le premier numéro de sa *Gazette*.

Informations de la Gazette

L'inventif médecin s'était avisé de publier « ce recueil par chaque semaine des nouvelles, tant domestiques qu'étrangères, à l'exemple des autres états et mesme de tous les voisins » (1) de la France, avoue-t-il dans une dédicace adressée au roi.

Les nouvelles ne lui faisaient défaut. Dès 1630, Renaudot avait ouvert un Bureau d'adresse et de rencontre, où « les nouvellistes se donnaient rendez-vous et tenaient de paisibles conciliabules » (2). De leur bouche, il apprenait ce qui se passait dans la Ville. Par ailleurs, il était lié avec le généalogiste d'Hozier, « qui entretenait, pour les besoins de ses travaux, une correspondance très étendue avec les provinces de l'étranger » (3). Cet ami lui communiquait les nouvelles de l'extérieur.

Au surplus, les sources où Renaudot s'informait avec le temps se multiplièrent. Il apparaît, toutefois, que son moyen principal, sinon l'unique, demeura la correspon-

(1) Cette dédicace est placée en tête du *Recueil des gazettes*, paru en 1631. Ce recueil fut édité par Renaudot lui-même.

(2) Hatin, *op. cit.*

(3) *Ibid.*

dance ; mais il correspondait directement. Il chercha, par des avis, à se créer des correspondants. Il écrit, en janvier 1633 : « Que tous ceux qui sont amoureux (de la vérité) comme moi, en quelque climat du monde qu'ils soient, sans autre semonce que ceste-ci, m'adressent hardiment leurs nouvelles, je leur témoignerai quelle estime j'en fais par l'adresse réciproque des miennes. » Cet appel ne fut pas vain. Dès 1631, Renaudot avait à trier « entre cinq cents nouvelles écrites à la hâte, d'un climat à l'autre. » (1).

N'oublions pas davantage que la Gazette de Renaudot, dès son apparition, eut la faveur de la Cour. Richelieu, prévoyant l'influence redoutable réservée dans l'avenir à cette nouveauté, s'y intéressa. Sans nul doute, un souci de la contenir dans d'innocentes limites lui inspira cette bienveillance. Mais, en échange de cette mise en laisse plus ou moins déguisée, les rapports amicaux du gazetier avec le pouvoir ne lui facilitaient-ils point d'en obtenir d'utiles informations ? Mazarin, puis Louvois continuèrent à la *Gazette* l'attitude de leur illustre prédécesseur. Elle devint, parmi les journaux du xvii^e et du xviii^e siècles, un organe officieux. Mieux, les Mémoires secrets nous apprennent qu'en 1762, la *Gazette de France* fut rattachée au ministère des affaires étrangères. « Les ministres du roi, dans les cours étrangères, ont reçu l'ordre d'instruire (le gazetier) de tout ce qui s'y passerait d'intéressant ou de curieux ; les intendants des provinces sont obligés d'en faire autant. » (2).

(1) Préface de Renaudot au *Recueil des gazettes* de 1631.

(2) Mémoires secrets, 1^{er} janvier 1762.

Rédaction de la Gazette.

Sans connaître encore les facilités d'information que le pouvoir royal mit au service de ses successeurs, Renaudot ne manquait donc d'être renseigné. Muni de ses nombreuses correspondances, il lui restait à les coordonner, à les apprécier, à les rédiger. Travail considérable, qu'au début il assumait à lui seul : de sa première ligne à sa dernière, la *Gazette* était écrite de sa main. Et cet ouvrage « doit se faire en quatre heures du jour, que la venue des courriers lui laisse toutes les semaines pour assembler, ajuster et imprimer ces lignes » (1).

D'abord, il dépouille sa volumineuse correspondance ; puis, il la résume et rédige la copie de la *Gazette*. Enfin, comparant cette copie au cadre de la *Gazette*, « il en retranche ce qui n'y peut tenir et volontiers ce qui se trouve moins digne de la lecture » (2).

Dans la suite, Richelieu, qui se piquait de littérature, s'avisa de veiller au style de la *Gazette*. Il attacha à sa rédaction quatre hommes de lettres : Mezeray, Bautru, Voiture et La Calprénède. Mazarin eut le même souci ; il obligea Renaudot à communiquer ses gazettes à MM. Le Tellier, Bautru et de Lionne.

Voilà donc toute la rédaction de notre premier périodique : Renaudot et quelques collaborateurs, qu'avec plus de raison on qualifierait de juges.

Texte de la Gazette.

La feuille de Renaudot n'avait pas la prétention de tenir un œil ouvert sur toute la surface du globe, de

(1) Préface de Renaudot au *Recueil* de 1631.

(2) Ibid.

relater les moindres gestes des contemporains, ni d'être une encyclopédie du savoir humain. Elle omettait volontairement bien des actualités. Les curieux du ^{xviii}^e siècle ne faillirent à lui reprocher cete discrétion. Dans une préface au recueil de 1631, Renaudot touche un mot de cette curiosité avide et des exigences des personnages en vue. « Les capitaines y (dans la *Gazette*) voudraient rencontrer tous les jours des batailles et des sièges levés ou des villes prises ; les plaideurs, des arrêts en pareil cas ; les personnes dévotieuses y cherchent les noms des prédicateurs, des confesseurs de marque. Tel, s'il a porté un paquet en cour sans perte d'homme ou payé le quart de quelque médiocre office, se fâche si le roi ne voit son nom dans la *Gazette*. »

La *Gazette* était loin de salisfaire à de si nombreuses exigences. Le fond de sa rédaction roulait sur les événements de l'extérieur ; elle en donnait un récit succinct, d'allure sèche. On y chercherait en vain ce que nous appelons des articles, politiques ou de tête. Les réflexions de l'auteur s'intercalaient dans le corps des narrations, et ce tribunal, pour emprunter un terme de Voltaire, ne se montrait ni proluxe ni hardi.

Plus pauvres encore étaient la chronique de Paris et celle du royaume, ou la chronique criminelle. Pour le tout, une cinquantaine de lignes, maintes fois incolores, insignifiantes. Aujourd'hui, nous n'hésiterions pas à reconnaître à cette *Gazette* l'épithète d'insipide, que déjà Grimm lui décochait au ^{xviii}^e siècle.

Format de la Gazette

Mais avouons, à la décharge de Renaudot, que le papier lui eût fait défaut pour une copie plus fournie et plus

variée. En 1631, la *Gazette* parut à quatre pages in-quarto, et chaque page mesurait au plus vingt et un centimètres et demi sur quinze. Du reste, le consciencieux gazetier ne tarda pas à augmenter ce chiffre ; dès 1632, il le portait à huit, en deux cahiers, l'un la *Gazette*, l'autre les *Nouvelles ordinaires de divers endroits*. « Cela, expliquait-il, pour la commodité de la lecture, qui est plus facile à diverses personnes, étant en deux cahiers, et aussi à cause de la diversité des matières et lieux d'où viennent les lettres y contenues ; les *Nouvelles* comprenant les pays qui nous sont septentrionaux, et la *Gazette* ceux de l'Orient et du Midi. » Ces modestes quatre et huit pages, quelquefois douze, au surplus, ne paraissaient qu'une fois la semaine : le vendredi, en 1631 et en 1632 ; le samedi, à partir du 1^{er} janvier 1633.

Renaudot y joignit bientôt des suppléments mensuels : les *Relations des nouvelles du monde reçues tous les mois*. A dater de 1633, il les remplaça par des *Extraordinaires*, où les principaux événements firent le sujet de récits détaillés ; il les réserva également à la publication des documents officiels.

Si maigres que nous semblent aujourd'hui huit pages étroites d'information hebdomadaire, même grossies, chaque mois, environ d'autant de supplémentaires, elles n'en constituaient pas moins une entreprise hardie au xvii^e siècle. Car si, à force de travail, Renaudot parvenait assez rapidement à mettre debout la copie de sa *Gazette*, il se heurtait, pour l'imprimer, à des difficultés indépendantes de son énergie.

La description du matériel que l'imprimerie pouvait fournir à son service nous les fera pressentir.

L'impression de la Gazette.

A cette époque, où la presse périodique naissait à peine, elle n'avait encore eu le temps de se créer un outillage conforme à ses besoins.

Elle dut recourir à l'aide des imprimeurs existants. De fait, nous n'avons point trouvé que, sous l'ancien régime, aucune gazette ait possédé une imprimerie spéciale. Un arrêt du Conseil, rendu le 18 novembre 1631, nous apprend que Renaudot confia l'impression de sa feuille à un imprimeur nommé Blageart.

Quel était donc alors le matériel d'une imprimerie ? Il comprenait deux éléments distincts : les caractères et les presses.

En ce qui concerne les caractères, nous n'avons point de remarque intéressante à noter. Ils présentaient le même aspect que nos caractères modernes, et rien ne nous porte à croire que la main de l'ouvrier du xvii^e ou du xviii^e siècle ait été moins habile à les manier que celle du typographe de nos jours. La *Gazette* n'était pas un ouvrage considérable de composition ; quelques ouvriers devaient le terminer en peu de temps.

L'étude des presses a beaucoup plus d'importance. C'était avec ces presses que l'imprimeur multipliait les exemplaires de la copie manuscrite, au préalable reproduite en caractères. Et ce fut à leur perfectionnement qu'au xix^e siècle les éditeurs de journaux consacrèrent leurs efforts les plus persévérants.

Le même type de presse servit à l'impression des gazettes durant tout l'ancien régime. On la nommait presse hollandaise, de la nationalité de son inventeur, le Hol-

landais Willem Janszon Blaew (1620). Elle se composait essentiellement d'une partie fixe et d'une partie mobile. L'élément principal de la partie fixe était une vis, dont le mouvement abaissait un plateau, dénommé platine. Le chariot mobile recevait la forme de caractères et le papier. Le chariot glissé sous la platine et la vis tournée à fond, le papier, comprimé entre la forme et la platine, imprimait les caractères encrés. Voici d'ailleurs, plus complète, une description de cette presse, que nous avons relevée dans le Manuel de Momoro (1793).

« Deux montants de jumelles soutiennent l'assemblage de la presse. Un chapiteau couronne les jumelles ; un sommier, placé un peu au-dessus du chapiteau, renferme l'écrou par lequel passe la vis à laquelle est attaché un barreau qui sert à la faire mouvoir.

« La vis se relie à la platine par son extrémité nommée pivot, au moyen d'une pièce creusée appelée grenouille. Au-dessous de la platine est le berceau composé de deux poutrelles armées de bandes. Sur ces deux poutrelles roule le train qui est une espèce de coffre où se trouve un marbre enchâssé dans un enfoncement. Sur le derrière du coffre est le grand tympan. C'est un cadre en bois couvert d'une peau de parchemin. Le grand tympan porte un châssis de fer mince, qu'on nomme frisquette ; celle-ci est couverte de papier découpé suivant les formats et destinée à masquer tout ce qui ne doit pas être imprimé. Un petit tympan sert d'enveloppe au grand tympan dans lequel on place des pièces de molleton nommées blanchets, pour opérer le foulage. »

Deux compagnons coopéraient au fonctionnement de cette presse. « L'un, décrit M. Paul Melottée, prend le

barreau, l'autre les balles (1). Celui qui a les balles prend de l'encre, très peu autant que possible, il la distribue sur ses balles en les frottant et en les tournant en sens contraire l'une contre l'autre. Puis il touche la forme avec ses balles pour l'encrer..... L'autre compagnon, qui est au barreau, est celui qui s'occupe de l'impression proprement dite. Il prend la feuille, la porte sur le tympan et la pose sur la marge, le plus exactement qu'il peut. Il abaisse la frisquette, abat le tympan, roule la presse à moitié de la main gauche et amène le marbre sous la platine ; il prend le barreau de la main droite, l'attire à lui d'un seul coup et laisse aller le barreau sans le quitter, la première moitié de la feuille est imprimée. Il roule alors la presse à fond ou à peu près, suivant le format de l'ouvrage, tire le barreau une seconde fois, puis le laisse s'en retourner tout seul ; la seconde moitié de la feuille est imprimée. » (2).

La production d'une telle presse ne dépassait pas la moyenne de 250 feuilles à l'heure ; encore, les feuilles n'en sortaient imprimées que d'un seul côté. Pour l'impression du verso, le tirage devait être renouvelé.

Vente de la Gazette

Après la rédaction et l'impression de la *Gazette*, nous en arrivons à sa vente. Des colporteurs la criaient par les rues de Paris. Ils venaient se fournir au bureau de la *Gazette* et de là s'éparpillaient. Mais, pour beaucoup

(1) Les balles étaient essentiellement formées de deux morceaux de bois en forme de poires, creusées en dedans ; on les remplissait de laine et l'on recouvrait le tout de deux cuirs imprégnés d'encre. (M. Melottée.)

(2) Paul Melottée, *Histoire de l'imprimerie*.

de bourses, les gazettes étaient trop chères. Aussi, si les aisés les achètent et en font des recueils, d'autres se contentent de les lire en payant un certain droit pour cette lecture, ou se cotisent pour l'avoir à de moindres frais (1). » Pour trente sols par mois, on peut lire la *Gazette* chez les bouquinistes Ribou, Loison et autres regratiers du Pont-Neuf. François Colletet, dans les *Tracas de Paris*, dépeint :

Tous ces lecteurs de nouveautés
Dans ces boutiques arrêtés,
L'un à son nez met sa lunette
Afin de lire la Gazette,
Écrite en prose, écrite en vers,
Des nouvelles de l'univers.
C'est un plaisir, pour ces lectures,
De voir les diverses postures :
Parmi ces gens en voilà deux
Fichés tout droits comme des pieux ;
D'autres rangés sous étalages
Tout ainsi que des images ;
Ceux-là dessus un banc pressés,
Ceux-ci dans la porte entassés ;
Car chaque boutique est si pleine
Qu'on ne saurait tenir qu'à peine.
Celui qui lit le plus promptement
Prête à l'autre un commencement ;
Un autre curieux demande
Une gazette de Hollande,
Et celui-cy celle d'Anvers. (2)

La *Gazette*, sans doute, compta également des lecteurs dans les provinces. Pour leur service, elle recourait à

(1) La Mazarinade, *Le commerce des nouvelles rétabli*.

(2) François Colletet, *Les tracas de Paris*.

l'intermédiaire de la poste royale. Mais il paraîtrait, en outre, que des éditions en furent réimprimées dans ces provinces mêmes. Ainsi, le *Courrier universel*, imprimé à Rouen par Claude Le Vilain, dès 1631, et la *Gazette de Lyon*, imprimée en cette ville, par Pierre Valfroy, ne sont que des copies mot à mot de la *Gazette parisienne*.

Prix de la Gazette.

Si nous cherchions, en fin de cette étude, à établir un budget de la *Gazette*, l'incertitude et la pauvreté des renseignements nous créeraient un fort embarras. A peine pouvons-nous assurer le prix du numéro. Renaudot, dans sa *Réponse à un gazetier de Cologne* (1648), le déclare à un sou parisis. En 1650, une mazarinade, *Lettres de Monseigneur le duc d'Orléans et de l'archiduc Léopold sur les dispositions de la paix entre la France et l'Espagne*, le chiffre à cinq sols. Il est plus certain que l'abonnement montait à dix-huit livres.

Les « Petites affiches ».

Parmi ses recettes, la *Gazette* n'avait pas cet élément considérable des budgets des journaux modernes : les annonces. Il ne s'imprimait pas d'annonces dans la *Gazette*. Mais, à vrai dire, à côté d'elle paraissait une feuille spéciale, éditée par Renaudot, où, pour trois sols la communication, il portait les offres et les demandes inscrites au registre de son Bureau d'adresse. Cette feuille fut l'origine des *Petites affiches*, qui, pendant l'ancien régime, eurent le monopole, maintes fois battu en brèche, d'ailleurs, de la presse commerciale.

**Perfectionnements apportés
dans l'organisation économique de la presse.**

L'organisation économique que nous avons esquissée de la *Gazette de Renaudot*, nous la devrions répéter pour tous les autres périodiques du ^{xvii}e et du ^{xviii}e siècles. En effet, ses grandes lignes se maintinrent ; l'expérience et le succès n'y amenèrent point notables modifications, sauf en ce qui concerne la périodicité.

Information.

Les correspondances demeurèrent aux gazettes la principale voie d'information. En 1761, un prospectus de la *Gazette de Renaudot*, qui prend alors le titre de *Gazette de France*, explique encore : « La Gazette doit remplir deux objets : le premier, de satisfaire la curiosité publique sur les événements et les découvertes de toute espèce qui peuvent l'intéresser..... La première partie exige une correspondance étendue, suivie et exacte, tant au dehors qu'à l'intérieur du royaume. » Le *Courrier de l'Europe* (22 septembre 1778), nous en fournit un autre témoignage, quand il exhorte ses correspondants à la modération et qu'il demande qu'en échange de l'insertion des articles recommandés « faite sans intérêt et dans la vue seule d'obliger », le correspondant envoie quelques articles que « l'intérêt n'aurait pas dictés et qui n'auraient en vue que le bien de la feuille que l'on dit protéger ».

Nous dirions, en d'autres termes, qu'il proposait de payer les correspondances en réclame.

Rédaction.

Au *Journal des savants*, nous découvrons des conciliabules, qui précèdent la rédaction de cette feuille. Son directeur reçoit le lundi et le jeudi. « Il y aura toujours chez lui, pendant les deux jours, dit un avis de 1682, des personnes de savoir fort éclairées, qui, dans des conversations libres et familières, discuteront sur les plus belles matières qui regardent les arts et les sciences. » Le compte rendu de ces séances compose une grande partie du journal.

Nous remarquons encore par ce *Journal des savants*, que la rédaction n'était plus l'œuvre d'une seule plume, comme au temps de Renaudot.

En 1701, M. de Pontchartrain, qui l'acquiert au compte de l'Etat, charge de chaque matière un rédacteur particulier (1).

D'ailleurs, les célébrités de la Littérature et des Sciences ne se font point honte de collaborer aux gazettes. Voltaire, même, cet aristocrate des Lettres, y écrivit.

Il n'en faudrait peut-être pas conclure à une diversité de tâches étendue dans les bureaux des anciennes gazettes ; le plus gros du travail, sans doute, y incombait toujours à un principal rédacteur. Cet emploi, d'ailleurs, n'était pas sans bonne rémunération. L'abbé Suard, pour la rédaction de la *Gazette de France*, touchait un traitement de 5,000 livres, plus le logement, la lumière, le feu et un secrétaire ; et Panckouke, en 1772, payait à Linguet

(1) Hatin, *op. cit.*

10,000 livres la rédaction de son *Journal de Politique et de Littérature* (1).

Texte

Ces gazettes, au fait, n'offraient pas une lecture beaucoup plus variée que celle de la *Gazette de Renaudot*. Les nouvelles de l'extérieur, résumées, en occupaient également la meilleure portion, et même le premier des quotidiens, le *Journal de Paris*, dont le programme débordait de sujets : météorologie, poésies fugitives, extraits et notices de livres, découvertes et observations sur les sciences et les arts, beaux-arts, événements et cérémonies publiques, anecdotes, bons mots et traits intéressants, administrations, variétés, nécrologie, spectacles, tribunaux, modes, mercuriales, même ce prometteur paraîtrait vide à nos cerveaux, curieux de tout et des moindres détails de chaque chose.

Régime politique de la Presse

Nous aurions mauvaise grâce à trop vouloir de cette aridité aux pauvres gazetiers. L'éditeur de gazette subissait un contrôle constant du pouvoir royal. Avant l'impression il soumettait le texte de sa feuille à l'examen d'un censeur, qui lui était spécialement attaché et qui jouissait du droit d'appréciation le plus arbitraire. Cette soumission même ne garantissait pas la gazette d'une existence précaire ; il était loisible au pouvoir royal de retirer son privilège en toute occurrence. Et lorsqu'on songe aux influences multiples qui circonvenaient le

(1) Hatin, *op. cit.*

gouvernement, doit-on s'étonner que le gazetier ait pris garde de n'en froisser aucune pour ne susciter aucune cabale contre lui ? Le rédacteur d'une des feuilles réputées les plus audacieuses au XVIII^e siècle, le *Courrier de l'Europe*, écrivait à ses correspondants : « Nous avons seulement supplié quelques-uns d'entre eux de vouloir bien se prêter à la situation délicate dans laquelle se trouve tout malheureux éditeur de gazettes ou de journaux politiques, et de s'attacher plus aux faits qu'aux réflexions propres à nous attirer des tracasseries et des désagréments » (1).

Dans l'impression des gazettes, nous n'avons point de progrès à signaler, l'imprimerie n'en ayant fait aucun en deux siècles.

Périodicité

Par contre leur périodicité devint plus fréquente. A partir de 1762 la *Gazette de France* paraît deux fois la semaine, le lundi et le vendredi, mais à quatre pages seulement. Le *Courrier de l'Europe* se vend le mardi et le vendredi. De même les gazettes étrangères entre autres celle d'*Amsterdam*, celle de *Clèves*, sont bi-hebdomadaires ; la *Gazette de la Haye* a trois éditions par semaine. Enfin, le 1^{er} janvier 1777, un clerc Laplace lança le premier journal quotidien, le *Journal de Paris* ou *Poste du Soir*, à huit pages.

Le Journal de Paris

La création de ce journal fit du bruit, d'autant plus qu'en avance sur nos grands quotidiens d'aujourd'hui, il

(1) *Courrier de l'Europe*, mardi 22 septembre 1778.

chercha de la réclame dans le luxe de son installation. « On était persuadé qu'il avait derrière lui des hommes puissants, écrit Laharpe (1), et le luxe avec lequel on monta les bureaux dans un hôtel loué au milieu d'un des quartiers de Paris les plus chers, témoignait de la confiance que les fondateurs avaient dans le nouvel établissement. » On colportait que Corancez, riche commis aux fermes, commanditait Laplace. Ainsi l'alliance de la finance et de la presse périodique est presque aussi vieille que la presse elle-même.

Les cabinets de lecture

Pour la vente des gazettes, nous retrouvons l'abonnement et la vente au numéro, et de plus les cabinets de lecture. « Le nommé Lagrange, libraire, rapportent les Mémoires secrets de 1762, ouvre incessamment une salle littéraire ; pour trois sols par semaine on aura la liberté de lire pendant plusieurs heures de suite toutes les nouveautés ». En 1779 « le sieur Moreau annonce un cabinet académique de lecture d'une espèce plus étendue que les autres » (2). Les feuilles étrangères se lisent dans les cafés, sur le quai des Augustins, particulièrement au café Anglais, à la descente du Pont-Neuf. On se les procure au bureau des gazettes étrangères, rue de la Jussienne, chez David, au bureau de la Grand'-Poste.

Prix de l'abonnement

A cette époque où la plupart doublèrent leur périodicité, l'abonnement aux gazettes françaises variait de 12 livres à 18.

(1) La Harpe, *Correspondance littéraire*.

(2) Mémoires secrets.

Voici un tableau de quelques prix :

<i>Gazette de France</i> , bi-hebdomadaire	12 l., en petits caractères.
— — —	24 l., en gros caractères.
Le <i>Journal de Paris</i> , quotidien	24 l., pour Paris.
— — —	31 l. 4 s., pour la province.
Le <i>Journal des savants</i>	46 l. 14 s.
Le <i>Journal de Verdun</i> , mensuel	8 l. 8 s.
Le <i>Mercur</i> e	24 l.

En 1762, le numéro de la *Gazette de France* se vend 3 sols à son bureau, les colporteurs ne le payent que 2 sols 6 deniers.

Les gazettes étrangères étaient beaucoup plus chères.

<i>Courrier de l'Europe</i>	48 l.
<i>Gazette d'Amsterdam</i>	48 l.
<i>Gazette de Clèves</i>	42 l.
Les autres, en moyenne.	36 l.
Le <i>Journal anglais</i> , bi-mensuel	24 l. (1)

Les annonces

Malgré le privilège des *Petites Affiches*, plusieurs gazettes ajoutèrent aux recettes des abonnements celles des annonces, bien petitement, il faut le reconnaître. Dès 1676, un *Journal de la Ville de Paris*, dû à la plume de François Colletet et qui de reste n'eut qu'un numéro, contenait dans ses deux dernières pages des annonces sous la rubrique : Avis et affaires de la semaine, apportés au bureau pour en instruire le public. Un siècle plus tard, le *Journal de Paris* eut mailles à démêler avec les *Petites Affiches*.

(1) Tous ces chiffres sont empruntés à Hatin.

Chiffres des abonnements

Mais nous ne saurions établir de façon plus exacte le budget des gazettes sous l'ancien régime. Le nombre de leurs abonnés, même à la *Gazette de France*, nous est à peu près inconnu ; à fortiori celui des numéros vendus au jour le jour. Quelques chiffres seulement nous sont parvenus. Ainsi le *Mercur* (encore le *Mercur* est-il une revue, non une gazette), en 1678, accuse 1.600 souscripteurs ; il faisait au reste d'excellentes affaires. Sur un produit brut de 60,000 livres, après défalcation des 28,000 livres servies en pensions à des gens de lettres et de 16,000 livres de frais, restait à son propriétaire un bénéfice de 16,000 livres. Le nombre de ses abonnés ne faillit à croître, et lorsque Panckouke à la fin du xvii^e siècle (1783) en reçut le privilège, il comptait, dit-on, 15.000 souscripteurs.

Panckouke

Ce Panckouke était un libraire qui semble avoir tenté le trust de la presse périodique. Il eut entre les mains à la fois le *Mercur*, auquel il réunit le *Journal de Bruxelles*, la *Gazette de France* (1786), le *Journal de Genève* (1772), et le *Journal de Politique et de Littérature*, fusion de trois journaux antérieurs. Singulier essai, qu'explique d'ailleurs le placement avantageux que se trouvait être alors une gazette.

Bénéfices des gazettes

Le *Journal de Paris* faisait jusqu'à cent mille francs de bénéfices par an. Quand, en octobre 1786, Panckouke prit

à bail la direction de la *Gazette de France*; il s'engagea à verser une redevance égale au tiers du produit net fixé pour chaque souscription, et ce produit fut de 20,000 à 25,000 livres.

Pensions imposées aux gazettes.

Les journaux étaient une si bonne affaire que le pouvoir royal les greva de pensions au profit de certains hommes de lettres besogneux. L'*Année littéraire* de Fréron versait à ce titre 5,000 livres ; en 1762, le *Mercure Galant*, 28,000 livres ; et en 1791, Panckouke pour le *Mercure*, la *Gazette de France* et le *Journal de Politique* paya jusqu'à 128,000 livres.

Organisation économique de la presse révolutionnaire.

Liberté de la Presse

L'année 1789 marqua une ère nouvelle dans l'histoire de la presse périodique. Cette année-là, Brissot de Warville avec le *Patriote Français*, et Mirabeau avec les *Etats Généraux*, puis les *Lettres à mes commettants*, de haute lutte imposèrent la liberté de la presse au pouvoir royal. Aucun texte officiel ne proclama cette liberté ; mais elle s'établit dans la réalité pleine et entière.

Ici nous nous trouvons à même de constater la répercussion que le régime politique de la presse opère sur son organisation commerciale. Tenus en bride par l'ancien régime, les gazettes et journaux ne s'y étaient développés en somme qu'avec peine ; et d'autre part un tirage de 5.000 numéros passait pour une merveille. Dès qu'elles furent libres, par ce seul fait de leur liberté, les gazettes

se multiplièrent, leur périodicité devint plus fréquente, leur tirage atteignit pour quelques-unes des chiffres énormes.

Multiplication des journaux

La Harpe, en 1777, comptait à Paris, 28 journaux ou recueils périodiques ; dans le second semestre de 1789, 250 feuilles nouvelles éclosent, et dans la seule année 1790, M. Hatin a relevé les noms de 350 journaux. Bref, quoique la liberté illimitée de la presse périodique ne se soit maintenue que de 1789 au 10 août 1792, quoique la Commune, maîtresse de tous les pouvoirs, supprime le 12 août 1792, tous les journaux royalistes et réserve la peine de mort à quiconque par la plume tenterait seulement une défense de la royauté abolie ; quoique le Directoire lui-même, après avoir toléré les attaques d'une presse effrénée, par le coup d'état du 18 fructidor an V, arrête les auteurs de 32 journaux ; malgré ces alternatives de liberté et de rigueurs, qui à la vérité ne s'appliquaient qu'à une partie de la presse périodique et laissaient l'autre complètement libre, de 1789 à 1800, 1.350 journaux virent le jour, la plupart d'ailleurs un jour éphémère. Sous le Directoire, 70 journaux paraissent dans le même temps à Paris. Au début du Consulat, on accuse encore l'existence dans la capitale de 72 journaux politiques, dont quinze quotidiens. Pourtant le Directoire avait pratiqué plusieurs coupes sombres dans la floraison des gazettes, et le Premier Consul continua, aggrava même cette politique de compression (1).

(1) H. Avenel, *Histoire de la presse française*, de 1789 à nos jours.

Formats des journaux

Les formats de ces journaux offraient une grande variété. La plupart se composaient d'une demi-feuille avec quatre pages. Le *Journal des Débats*, l'*Ami du Peuple*, le *Courrier Français* étaient in-8°, à huit pages. Le *Journal de Paris*, le *Patriote Français*, les *Annales Patriotiques*, l'*Ami du Roi*, in-4° quatre pages à deux colonnes, Enfin le *Moniteur* inaugura le format in-folio, et cette innovation parut une merveille.

Tirages principaux

Le tirage de ces journaux dépassa vite celui des gazettes de l'ancien régime. Le 5 mai 1789, les *Etats Généraux*, de Mirabeau, se vendent jusqu'à 12.000 exemplaires. La *Feuille Villageoise* en 1791, n'a pas moins de 16.500 abonnés. Et Camille Desmoulins prétendit que les *Révolutions de Paris*, rédigées par Elysée Loustallot, étaient lues par 200.000 personnes.

Les journaux de Paris dans les départements

Il est intéressant ici de constater la pénétration des feuilles parisiennes dans les provinces. Camille Desmoulins, venant de fonder les *Révolutions de France et de Brabant*, avouait à son père dès 1789, qu'il avait 100 abonnés à Marseille et 150 à Dunkerque. Le *Patriote Français*, de Brissot, comptait plus de lecteurs en province qu'à Paris ; de même la *Feuille Villageoise*. En Germinal an XI, les quinze quotidiens de Paris se partageaient une clientèle de 80,000 abonnés, et la moitié de

cette clientèle habitait dans les départements. Les *Débats* sur 12,000 abonnés en avaient 8,150 hors la capitale, et la *Gazette de France* 3,250.

La politique et les journaux

Cet engouement subit du public envers les journaux s'expliquait par leur intérêt. Les journaux de la Révolution furent avant tout et surtout des journaux politiques. Le plus grand nombre ne se composait que d'une longue diatribe, soit contre le parti révolutionnaire, si l'auteur était royaliste, comme celui des *Actes des Apôtres*, soit contre les aristocrates, quand la plume appartenait au parti révolutionnaire, tels l'*Ami du Peuple* et le *Père Duchêne*. Elles versaient parmi leur clientèle des flots d'ironie, de fiel, d'outrage, de calomnie, voire d'excitations sanguinaires. Et c'était un style propre à plaire aux passions surexcitées de cette époque dramatique.

Certes, d'autres feuilles, mais il faut le reconnaître, une petite minorité, se gardèrent de cette violence. Elles admirent bien la politique dans leurs colonnes, mais ne négligèrent pas pour cela l'information. Voici entre plusieurs, le sommaire de la *Chronique de Paris* : Chronique littéraire, variétés, correspondance, faits divers, la Commune de Paris, le Chatelet, l'Assemblée nationale, nouvelles étrangères, cours des effets publics, spectacles.

Rédaction

Ces feuilles, augmentant leurs rubriques, en même temps accrurent le nombre de leurs rédacteurs. De fait

nous voyons alors paraître des bureaux de rédaction, où collaborent plusieurs célébrités. De 1789 à 1792, Marmontel, La Harpe, Champfort, Mallet du Pan rédigent de concert le *Mercur*. Brissot ouvre le *Patriote Français* aux communications de Pétion, Condorcet, Manuel, Lantzenas, Roland, Clavières, Payne et Kersaint. Beaucoup de jeunes lettrés, pour obtenir place à l'Assemblée nationale et suivre les débats, entrent dans les journaux et s'en constituent les chroniqueurs volontaires. Ainsi fait Charles Lacretelle au *Journal des Débats*.

Les journalistes à l'Assemblée nationale.

L'Assemblée nationale, d'abord, se montra peu favorable aux journalistes. Ceux-ci demeuraient confondus parmi la foule des spectateurs, et ce n'était, pour eux, en cette posture, travail facile, ni d'entendre les orateurs ni de noter les discours. Enfin, le 15 novembre 1790 l'Assemblée ouvrit une tribune spéciale aux logographes, qui furent chargés de rédiger le procès-verbal officiel de ses séances (1).

Journaux de Clubs.

Ces collaborations diverses se seraient de toute manière créées, fût-ce à l'imitation des Clubs, si nombreux au début de la Révolution. Certains journaux, même, ne parurent que pour être l'organe de Clubs, avides de répandre leurs

(1) « Dans une petite loge grillée, située derrière le fauteuil du président, cinq ou six rédacteurs placés autour d'une table ronde écrivaient, en se servant de l'écriture ordinaire, des phrases ou parties de phrases qui étaient ensuite ajustées ensemble. » C'étaient les logographes (Eugène Dubief, *Le journalisme*, 1892.)

idées. Nous citerons, à ce titre, le *Journal de la Société de 1789*, et principalement le *Journal des Jacobins*.

Périodicité.

La plupart des journaux révolutionnaires étaient bi-hebdomadaires. Le *Journal des Jacobins* se vendait les lundi, mardi, jeudi et samedi. Enfin, plusieurs quotidiens se joignirent au *Journal de Paris* : le *Journal des Décrets et des Débats*, le *Moniteur*, les *Folies d'un mois à deux liards par jour*, la *Chronique de Paris*.

Impression de nuit.

Ces journaux avaient intérêt à enregistrer, le plus tôt possible, les comptes rendus des séances à l'Assemblée nationale. Aussi, voyons-nous s'introduire l'habitude de les imprimer la nuit. De cette façon, ils pouvaient être vendus dès le matin.

Vente. — Marché de la rue Percée.

La vente des journaux, d'ailleurs, s'organisa conformément à leur efflorescence. Des entreprises se montèrent pour les distribuer aux marchands ambulants et aux crieurs des rues. Ce marché avait lieu le matin, à la pointe du jour ; M. Isambert nous en trace un tableau vivant : « Le tableau que les contemporains nous font de la rue Percée, au petit jour, dit-il, ressemble singulièrement à celui qu'on peut faire aujourd'hui de la rue du Croissant. Tout un peuple de pauvres diables, mal réveillés, faisaient la queue à la porte du grand vendeur Chevalier, chez qui s'engouffraient sans relâche les ballots de papier

hâtivement noirci. La boutique à peine ouverte, les notables de la bande, ceux qui étaient en compte, se partageaient le tirage des imprimés les plus en vogue, et s'installaient chacun sur une borne, les détaillaient aux petits crieurs, aux camelots du temps, qui se répandaient dans toutes les directions, l'un conseillant la joie et l'autre la colère aux ménagères matineuses et aux boutiquiers en train d'entrebailler leur devanture. » Plusieurs agences concurrençaient Chevalier : Audiffred, rue Pongée ; Desenne, sous les arcades 1 et 2 du Palais-Royal ; Girardin, dans un pavillon de ce même palais ; Gabriel Dufay, au passage Simon, etc.

Le *Journal des Débats*, qui s'imprimait à Versailles, inaugura un autre mode de vente ; son prospectus annonce qu'il « sera remis, tous les matins, dans la demeure de MM. les souscripteurs de Paris et de Versailles ».

Prix

L'abonnement au *Journal des Débats* était de 9 livres pour Paris, et de 10 livres pour tout le royaume, par deux mois. On souscrivait aux autres quotidiens au prix moyen de 12 livres par trimestre.

Annonces.

1789 ayant supprimé les privilèges des anciens périodiques, plusieurs journaux ouvrirent leurs colonnes aux annonces. Ainsi, le numéro du 4 décembre 1789 de la *Chronique de Paris* publie cet avis : « On nous adresse, chaque jour, des annonces et des prospectus qu'il nous est impossible d'insérer dans notre feuille, consacrée par-

ticulièrement aux nouvelles publiques et littéraires, sans en détruire l'intérêt. Nous prévenons donc tous ceux qui pourront, à l'avenir, nous adresser des annonces, des prospectus, des avis d'effets perdus, des maisons à louer, à vendre, etc., que tous ces objets seront insérés dans un supplément de la *Chronique*. » De même, le *Journal des Débats* publie un supplément pour les annonces.

Subventions du pouvoir.

Dans cette période, plusieurs journaux ajoutèrent à leur budget de recettes un nouvel élément. Le pouvoir les subventionnait. Dès 1789, quelques feuilles royalistes figurèrent parmi les pensions de la Cassette royale. Le duc d'Orléans commandita les *Actes des Apôtres*, même l'*Ami du peuple*. Un décret du 18-21 août 1792 mit cent mille livres de fonds secrets à la disposition du ministre de l'intérieur, Roland, « pour l'impression et la distribution, dans les départements et les armées, de tous les écrits propres à éclairer les esprits sur les trames criminelles des ennemis de l'Etat, et sur les vraies causes des maux qui ont trop longtemps déchiré la Patrie ». En 1793, Bouchotte, le ministre de la guerre, subventionna 8 journaux, entre autres le *Père Duchêne* ; Carnot fit mieux : il créa un journal, la *Soirée du camp*, destiné aux armées de la République. Cette feuille tirait à 40,000 exemplaires par jour, lesquels coûtaient au Trésor 250 livres payées à l'imprimeur ; les deux rédacteurs recevaient une mensualité de 200 livres.

Il ne faudrait pas conclure de ces subventions que les journaux faisaient alors de mauvaises affaires. Le *Journal*

des Débats, avec ses 12,000 abonnés, atteignait 200,000 fr. de bénéfices annuels.

Ce journal, que les frères Bertin acquirent au lendemain du 18 brumaire, fut formé par la fusion de deux périodiques antérieurs : le *Journal des Débats* et le *Courrier français*. Cette opération nous apprend à quel chiffre pouvait, à cette époque, s'élever l'achat d'une feuille périodique. Les frères Bertin payèrent 200,000 francs le premier et désintéressèrent les propriétaires du second par une rente de 14,200 francs. C'était déjà un joli denier.

Le Consulat et l'Empire (1).

Le Consulat et l'Empire nous apportent une preuve nouvelle que l'organisation économique de la presse ne

(1) Un état de situation sur la presse parisienne, demandé par le Premier Consul à Rœderer en 1803, nous donne le détail des abonnements, répartis entre les quinze quotidiens de la capitale :

<i>Moniteur universel</i>	2.500	abonnés.
<i>Publiciste</i>	2.850	—
<i>Débats</i>	8.160	—
<i>Gazette de France</i>	3 250	—
<i>Clef des cabinets des souverains</i>	1.080	—
<i>Citoyen français</i>	1 300	—
<i>Journal des défenseurs de la patrie</i> . .	900	—
<i>Journal du soir</i>	550	—
<i>Feuille économique</i>	2.500	—
<i>Journal du commerce</i>	1.580	—
<i>Journal de Paris</i>	600	—
<i>Journal d'annonces et d'indications</i> . .	24	—
<i>Anciennes affiches</i>	20	—
<i>Petites affiches</i>	30	—
<i>Courrier des spectacles</i>	170	—

Au total 25,514 lecteurs pour
toute la France. (Dubief, *Le journalisme*.)

se développe que sous un régime de liberté, au moins de tolérance. Aucun progrès ne fut accompli dans cette voie, de 1800 à 1814. Aussi, le pouvoir poursuivit-il plus que la surveillance de la presse périodique, il la réduisit en esclavage.

Un arrêt du 17 janvier 1800 supprime tous les journaux politiques, à l'exception de treize, et place ces treize favorisés sous la férule d'une censure étroite et arbitraire. Puis Napoléon ne respecte même plus la propriété des journalistes. En octobre 1805, il confisque, au profit du ministère de la police, les 3/12^{es} des bénéfices réalisés par le *Journal de l'Empire* (ancien *Journal des Débats*), il en prélève deux autres qu'il attribue à Fiévée, imposé rédacteur en chef à cette feuille.

Ces mesures, bientôt, sont appliquées au *Publiciste* de Suard et aux autres organes de la Presse parisienne. Ainsi, pour l'année 1909 :

Le <i>Journal de l'Empire</i> verse au	
ministère de la police	145.018 fr. 41
La <i>Gazette de France</i>	7.825 fr. 76
Le <i>Publiciste</i>	1.000 fr.
Le <i>Journal judiciaire</i>	4.495 fr. 03
Le <i>Journal du soir</i>	2.871 fr. 87
Le <i>Journal du commerce</i>	1.353 fr. 87
Les <i>Petites affiches</i>	2 181 fr. 65
Le <i>Mémorial</i>	880 fr.
Le <i>Courrier des spectacles</i>	880 fr.
La <i>Feuille économique</i>	1.190 fr. 88
Au total.	166.737 fr. 47 (1)

Dans les départements, on compte, en 1807, 170 journaux, sur lesquels le ministère de la police prélève éga-

(1) Destrem, *Organisation économique de la presse française*, 1902.

lement des douzièmes. Le produit total de ces douzièmes ne fut d'ailleurs, de 1807 à 1809, que de 2,791 francs.

Enfin, en 1811, Napoléon, insatisfait encore, ramène à quatre les feuilles parisiennes : le *Moniteur*, le *Journal de Paris*, le *Journal de l'Empire* et la *Gazette de France*. Et, pour être plus sûr de leur obéissance, il les enlève à leurs propriétaires légitimes. Ce fut une confiscation pure et simple, sans dédommagement aucun ; l'empereur estimait que les bénéfices des années antérieures avaient largement payé ses victimes. (1)

(1) Le gouvernement impérial fondait la politique de censure et de confiscation, qu'il poursuivait à l'égard des journaux, sur des raisons juridiques. Savary, duc de Rovigo, ministre de la police, les exposa dans un rapport à l'empereur sur la nécessité de réduire le nombre des journaux.

Il constate, en premier lieu, que la presse a conquis sa liberté en usurpation des droits au gouvernement. « Hors des temps de trouble et d'anarchie, dit-il, il n'a pu s'imprimer en France aucune feuille périodique sans un privilège du gouvernement. » Or, tous les journaux n'avaient-ils pas pris naissance au milieu des troubles politiques ?

Puis il renferme sa dialectique dans ces deux points :

1^o Les journaux sont nécessairement les organes du gouvernement ;

2^o Reconnus comme tels, il faut leur donner l'investiture officielle et les soumettre à une surveillance sévère.

Et pour rendre cette surveillance plus facile, Savary propose de réduire les feuilles parisiennes à cinq ou six.

Il étaye encore son projet de raisons de convenance. Le principe de gouvernement de l'Empire est un pouvoir centralisé et absolu. La liberté et l'indépendance de la presse ne sont-elles pas opposées à ce principe ? Et ne convient-il pas « de mettre la presse en harmonie avec le principe d'administration et la forme du gouvernement ? ». Enfin, « quant aux écrivains, on allait les affranchir de la dépendance des particuliers avarés pour les placer sous la main généreuse du gouvernement. »

Tout le monde, censeurs gouvernant et écrivains gouvernés, gagnaient donc à la combinaison du ministre de la police.

Nous avons vu que l'empereur ne se priva pas de réduire à sa fantaisie le nombre des journaux. Mais il alla plus loin encore dans cette voie césarienne : il confisqua la propriété des journaux. Le *Journal des*

Esclave, la presse ne chercha pas à perfectionner son outillage. Du reste, en quoi des moyens rapides d'information auraient-ils servi aux journalistes de cette époque, non seulement fort décimés, mais soumis à une censure tatillonne ? Ils ne pouvaient imprimer que ce que leur permettait le censeur, qui allait chaque matin prendre le mot d'ordre au ministère de la police ; même celui-ci leur imposa des articles de son crû. Le *Moniteur* était alors journal officiel, et « lorsque les événements prenaient une tournure inquiétante, les autres journaux ne pouvaient donner certaines nouvelles qu'en les copiant dans le *Moniteur* » (1). Mieux, jusqu'à la chronique des faits divers qui leur fut disputée. Dès 1802, on leur intima l'ordre de remplacer désormais « les annonces des suicides par celles des actes qui peuvent exciter le courage et l'humanité des Français et honorer le caractère national. » (2).

Avec l'Empire, nous terminons la période de l'organisation économique de la presse. Dans ses deux siècles

Débats fut le premier atteint par une mesure de cette sorte. Puis le décret du 18 février 1811 étendit la confiscation à tous les journaux. Il ne reconnaissait pas la propriété des journalistes sur leur journal. « Les produits des journaux ne pouvaient devenir une propriété qu'en conséquence d'une concession expresse, faite par le souverain ; or, cette concession n'existait pas. » Et si, cependant, on devait reconnaître aux journalistes une propriété de fait, sinon de droit, aucune indemnité ne leur était due : « Les entrepreneurs de journaux avaient fait des bénéfices considérables qui les avaient indemnisés largement de tous leurs sacrifices ».

La propriété des journaux confisqués fut attribuée par parts à des hommes de lettres et à des courtisans. Ainsi, les *Débats* furent partagés en vingt-quatre parts, seize à des hommes de lettres et huit à des courtisans (Welschinger, *La Censure sous le Premier Empire*).

(1) Gustave Le Poitevin, *La liberté de la presse depuis la Révolution*.

(2) Lettre du grand juge au préfet de police, 14 décembre 1802.

d'existence, la presse française s'était organisée, et, nous semble-t-il, l'avait fait de la façon la plus parfaite que le lui permettaient et le milieu et l'outillage industriel. Les journaux traitent de matières multiples ; particulièrement, ils sont agréés du public comme les hérauts des nouvelles de toutes sortes ; même, ils ont conquis la politique. Bref, l'opinion générale leur reconnaît le droit d'ouvrir leurs colonnes aux sujets les plus divers, sans qu'ils y paraissent déplacés. Les hommes de lettres réputés, les savants, voire les personnages de la scène politique, n'hésitent pas à leur apporter leur collaboration. Le journal est devenu l'œuvre commune de plusieurs esprits, compétents chacun en une matière spéciale.

Ceci ne revient pas à dire que l'information ni la rédaction soient encore parvenues au terme de leur perfection ; mais on peut conclure de cette étude que l'organisation, amenée à ce point, contient le germe des progrès futurs. Dans l'avenir, la presse ne négligera aucun moyen de se développer, d'améliorer son outillage, d'étendre sa clientèle. N'oublions pas, toutefois, que, dès avant 1814, chaque jour elle apprenait aux curieux les nouvelles de la veille, recueillies sur toute la surface du globe. Avec quelles ressources ? Pour s'informer, des correspondances et des courriers à cheval : pour s'imprimer, des presses en bois, manœuvrées à la main ; pour se répandre, les colporteurs et les diligences. Aussi, à quel résultat n'atteindra point une personne si ingénieuse, lorsque la science aura mis au service de son activité les machines mécaniques, la vapeur, les chemins de fer, l'électricité, le télégraphe et le téléphone ?

BIBLIOGRAPHIE

- E. Hatin.** — *Histoire de la presse*, 1859-1861.
H. Avenel. — *Histoire de la presse française de 1789 à nos jours*, 1900.
L. Destrem. — *Organisation économique de la presse*. Thèse de droit, 1902.
Le commerce des nouvelles restably.
François Colletet. — *Les tracas de Paris*, 1660.
Camusat. — *Histoire critique des journaux*, 1734.
La Harpe. — *Correspondance littéraire*.
Grimm. — *Nouveaux Mémoires secrets et inédits*.
Gustave Lambert. — *La vie à Paris pendant une année de la Révolution*.
Gustave Le Poitevin. — *La liberté de la presse depuis la Révolution. Le livre du centenaire du « Journal des Débats »*.
Paul Melottée. — *Histoire économique de l'Imprimerie*, t. I.

OUVRAGES A CONSULTER

SUR LA PRESSE DE L'ANCIEN RÉGIME

- Boursault.** — *La comédie sans titre*.
Grimm. — *Correspondance littéraire*.
De Marville. — *Mélanges d'histoire et de littérature*, 1700.
Mallet du Pan. — *Mémoires et correspondance*.
Voltaire. — *Lettres*.
Henri Carré. — *Quelques mots sur la presse clandestine à la fin de l'ancien régime*, 1893.
Georges de Courcel. — *Mémoire historique sur le « Mercure de France »*, 1903.

SUR LA RÉVOLUTION

- Taine.** — *Les origines de la France contemporaine*.
Michelet. — *Histoire de la Révolution*.
Eugène Tavernier. — *Du journalisme*, 1902.
Aulard. — *Etudes sur la Révolution française*.
Maurice Tourneux. — *Bibliographie de la Ville de Paris*.

Brissot de Marville. — *Mémoires sur ses contemporains et la Révolution française.*

— *Mémoire aux Etats-Généraux sur la nécessité de rendre la presse libre.*

M.-J. de Chénier. — *Dénonciation des inquisiteurs de la pensée, 1789.*

La Harpe. — *La liberté de la presse défendue contre Chénier.*

Marcellin Pellet — *Elysée Loustallot et les révolutions de Paris.*

M^{me} de Staël. — *Considérations sur les principaux événements de la Révolution française, 1820.*

Pastoret, Boissy-d'Anglas, Pétion, Chénier. — *Discours sur la liberté de la presse, prononcés à la tribune des Cinq-Cents.*

Malouet. — *Mémoires.*

— *Dénonciation contre les écrits incendiaires.*

Dénonciation des journalistes par un citoyen actif.

Rivarol. — *Mémoires.*

Gallois. — *Histoire des journaux et journalistes de la Révolution.*

Ch. de Montaignat. — *Un chapitre de la Révolution française.*

Garat. — *Mémoires.*

Charles Brunet. — *Marat dit l'Ami du peuple.*

— *Le Père Duchesne.*

Le livre du centenaire du « Journal des Débats ».

SUR LE CONSULAT ET L'EMPIRE

Löderhjelm. — *Le régime de la presse pendant la Révolution française, 1900.*

Charavay. — *La censure sous le Premier Empire, 1882.*

Grouchy. — *La presse sous le Premier Empire, 1896.*

Van Schoor — *La presse sous le Consulat et l'Empire, 1899.*

DATES DES JOURNAUX CITÉS DANS LA PREMIÈRE PARTIE

(La première date est celle de la naissance du journal,
la seconde celle de sa disparition).

Les Actes des apôtres, 1789-1791.

L'Ami du peuple, 1789-1793.

L'Ami du roi, 1790-1792.

Les Annales politiques, civiles et littéraires, 1774-1783.

- La *Chronique de Paris*, 1789-1793.
Le *Citoyen français*, an VII-an XIII.
La *Clef des cabinets des souverains*, an V-an XIII.
Le *Courrier de l'Europe*, 1776-1792.
Le *Courrier des spectacles*, an V-1807.
Le *Courrier français*, 1649.
Le *Courrier français*, 1789-an V.
Les *Etats-Généraux*, mai 1789.
La *Feuille économique*, an VI-an XII.
La *Feuille villageoise*, 1790-an III.
Les *Folies d'un mois à deux liards par iour*, 1791-1792.
La *Gazette d'Amsterdam*, 1663-1690.
La *Gazette de La Haye*, 1744-1788.
Le *Journal de la société de 1789*, 1790.
Le *Journal de Paris*, 1777-1811.
Le *Journal de politique et de littérature*, 1774-1783.
Le *Journal des défenseurs de la patrie*, an IV-an X.
Le *Journal des jacobins*, 1790-1791.
Le *Journal du commerce*, an III-1848.
Le *Journal du soir*, 1790-1811.
Les *Lettres à mes commettants*, 1789.
Le *Patriote français*, 1789-1793.
Le *Père Duchesne*, 1790-1794.
Les *Révolutions de France et de Brabant*, 1789-1791.
Les *Révolutions de Paris*, 1789-1794.
-

DEUXIÈME PARTIE

LA PRESSE PÉRIODIQUE DE 1815 A 1870

Chapitre I. -- Les régimes politiques de la presse et sa vulgarisation.

La Restauration.

L'Empire, dans son œuvre d'asservissement de la presse, avait été secondé par l'indifférence de l'opinion publique (1). Au début, les excès auxquels s'étaient portés les journaux de la Révolution en avaient dégoûté leur clientèle même. Puis, la suite ininterrompue des triomphes, cueillis par nos armées, d'un bout de l'Europe à l'autre, captiva l'attention de la foule et la tint détournée de tout autre sujet. On se battait, on ne songeait même plus à penser ni à discuter. Mais la chute de l'Empire détermina une réaction. Elle fut le signal d'un mouvement fécond dans les esprits et dans la littérature ; et cette renaissance des idées rendit une nouvelle faveur, plus enthousiaste que jamais, à la presse, qui passait pour le véhicule le plus rapide de l'idée, et l'arme la plus commode de la discussion.

(1) Van Schoor, *La presse sous le Consulat et sous l'Empire.*

De fait, la Restauration est l'histoire des luttes que la presse engagea contre le pouvoir royal pour en obtenir sa liberté. Les lois et les ordonnances, en vérité, furent la plupart peu tendres envers elle. Mais cette malveillance des ministres et des Chambres, si elle suscita des difficultés au développement de la presse périodique, ne l'empêcha point. Car on peut dire que les classes pensantes de la nation tenaient pour le journal, et leur appui devait lui assurer la victoire définitive.

Le gouvernement de la Restauration, se fondant sur la situation douloureuse où la chute de l'Empire avait laissé la France, soumit d'abord les journaux à un régime sévère de surveillance. L'ordonnance du 8 août 1814 ordonna que « pas un de ces organes ne pourrait paraître sans une autorisation du ministère de la police ». Puis, la Chambre introuvable vota la loi du 9 novembre 1815 sur les actes et les écrits séditieux : « Elle livrait à une répression arbitraire, dit monsieur Avenel, tout écrit, toute parole, le moindre mot qui pouvait constituer, non pas une tentative de désobéissance, mais l'intention, la pensée d'une opposition quelconque au nouveau régime. » Aussi, peu de nouveaux journaux se fondaient. En 1817, cependant, Guizot et Royer-Collard créèrent les *Archives philosophiques*, qui marquèrent l'apparition du parti doctrinaire sur la scène politique.

Le parti des ultrà, inspirateur de ces mesures répressives, ayant été battu aux élections de 1816, passa dans l'opposition et se fit un chaud partisan de la liberté de la presse. Ses efforts, unis à ceux des doctrinaires, aboutirent aux lois du 17 mai, du 26 mai et du 9 juin 1819. « La libre publication des journaux devint un droit, aux

seules conditions de faire une déclaration préalable, de fournir un cautionnement et de déposer un exemplaire signé de chaque numéro, » (1). La répression des délits de presse, enlevée aux tribunaux correctionnels, fut confiée aux jurys (2).

Cette législation libérale et la mansuétude des jurés favorisèrent la transformation des anciennes feuilles et la création de nouvelles, enfin les polémiques, même violentes, entre toutes.

Malheureusement, cette ère dura peu. Dès 1820, l'assassinat du duc de Berry rejeta le pouvoir royal dans la voie de la défiance. La loi du 7 avril 1820 soumit la presse à la censure ; beaucoup de quotidiens tombèrent. Contre les survivants, le ministère de Villèle fit voter la loi du 17 mars 1822, qui donnait aux tribunaux le droit d'interdire un journal en examinant son esprit et sa tendance. Ce fut la période de ce qu'on a appelé les procès de tendance.

A son avènement, Charles X abolit la censure. Mais,

(1) Avenel, *op. cit.*

(2) La loi du 17 mai énumérait les crimes et délits dont la presse pouvait devenir l'instrument. La loi du 26 mai attribuait la compétence des crimes et délits de presse au jury et déterminait la preuve en matière de diffamation. Enfin, la loi du 9 juin 1819 réglementait la publication des journaux. Spécialement elle soumettait les journaux politiques à l'obligation de verser un cautionnement. Dans la discussion de la loi, Benjamin Constant s'éleva contre ce cautionnement et l'accusa de créer pour la presse un régime d'exception, contraire à l'article 8 de la charte. Guizot le défendit et le proposa comme une garantie contre la puissance du journal. « Son véritable principe, dit-il, son principe légitime réside dans cet ensemble de faits dont le résultat est d'attribuer aux journaux une puissance telle qu'on ne saurait, sans une grave imprudence, la livrer à quiconque voudrait s'en servir. »

agacé des attaques du *Constitutionnel* et du *Courrier Français* contre la Congrégation, Villèle les traduisit devant la Cour royale de Paris, qui les acquitta ; il demanda une loi de répression, la loi de justice et d'amour, aux Chambres, qui la refusèrent ; alors il rétablit une censure impitoyable.

Le ministère Martignac, par la loi du 18 juillet 1828, rendit sa liberté à la presse. Mais quand le roi appela Polignac au ministère, le *Journal des Débats*, le *Constitutionnel*, le *Courrier Français*, le *Globe*, le *National* ouvrirent une campagne acharnée contre lui. Elle fut l'origine des fameuses ordonnances de Juillet, que d'ailleurs précède un réquisitoire contre la presse.

Quelques chiffres illustreront à propos ce qui précède. De 1815 à 1830, M. Hatin a relevé les noms de 350 journaux. En 1824, un rapport au ministère décompose les journaux politiques de la capitale en deux groupes égaux : six, dévoués au gouvernement, et six, porte-paroles de l'opposition, et attribue aux premiers une clientèle de 13.344 abonnés et aux seconds de 41.330. D'un débat à la Chambre en 1827 à propos d'un tarif postal, il ressort que cette année-là 132 journaux ou recueils périodiques circulaient dans Paris, 84 seulement en dépassaient les limites, transportés par la poste, 19 affichaient une étiquette politique, 13 étaient quotidiens. Enfin, l'an 1828, 28 millions de feuilles furent timbrées à Paris pour le service des journaux.

La monarchie de Juillet.

Les journées de Juillet ont été l'œuvre de la presse. Le signal de la résistance fut donné des bureaux du *National* ;

dix journalistes apposèrent leur nom au bas de la protestation, que celui-ci rédigea contre les ordonnances. Agent de la victoire, il était donc juste que la presse en recueillît sa part de bénéfices. La charte de 1830 déclare que la censure ne pourrait jamais être rétablie ; la loi du 8 octobre 1830 attribue aux Cours d'assises la connaissance des délits de presse ; une autre de 1831 réduit le cautionnement.

Cette liberté de la presse fut à peine altérée par les poursuites judiciaires que Casimir-Périer engagea contre les journaux de l'opposition, et dont le plus grand nombre d'ailleurs aboutit à des acquittements. Sur 411 procès, ouverts en 1831 et 1832, 143 seulement entraînèrent condamnation. (1)

Aussi les journaux, à la faveur de ce régime libéral, poussent comme des champignons et surtout accroissent leur clientèle. Leur floraison fut à peine circonscrite par les lois de septembre 1835. Le gouvernement de Louis-Philippe, las des complaisances du jury envers les journalistes, proposa aux Chambres de qualifier d'*attentats* certains délits de presse. C'étaient toutes les atteintes par la plume à la personne du roi ou au principe du gouvernement. La compétence de ces délits revenait en tant qu'*attentats* à la Chambre des pairs. Malgré un vigoureux discours de Royer-Collard, le projet de loi fut voté par les Chambres.

De 1830 à 1848, le nombre total des feuilles périodiques s'élève à 750. Mais l'impôt du timbre nous fait mieux saisir la progression des tirages pendant ces années. En

(1) Sarrans, *Louis-Philippe et la contre-révolution de 1830*.

1836, 42 millions d'exemplaires passent entre les mains du timbre à Paris ; ce chiffre augmente jusqu'à 61 millions pour 1843, 65 millions pour 1845 ; enfin, l'an 1846, il atteint 80 millions. Corrélativement, le nombre des abonnés aux quotidiens parisiens saute de 70.000 (1836) à 200.000 (1846). Vingt feuilles se les partageaient, en tête de qui figuraient le *Siècle* avec 30.000 abonnés et la *Presse* avec 40.000. Le *Constitutionnel* en groupait 25.000 ; les *Débats* et l'*Epoque* de 10.000 à 15.000. Pour les autres, leur clientèle variait de 500 à 5.000 souscripteurs, avec une moyenne de 3.000. Cette même année 1846 voyait fleurir à côté de ces quotidiens 204 journaux à Paris et 520 dans les départements.

TABEAU DES ABONNEMENTS AUX QUOTIDIENS DE PARIS, EN 1846

Journal de Paris, Messager, Corsaire, France, de 500 à 2 000 abonnés.
Moniteur Parisien, Réforme, Écho Français, Courrier Français
Démocrate Pacifique, Droit, Gazette des Tribunaux, Entracte, de 2.000 à 3.000 abonnés.

Charivari, Gazette de France, Commerce, Quotidienne, Patrie, Estafette, Esprit Public, National, Univers, de 3.000 à 5.000 abonnés.

Débats, Époque, de 10.000 à 15.000 abonnés.

Constitutionnel, 25.000 abonnés.

Presse, 40.000 abonnés.

Siècle, 30.000 abonnés (1).

La République de 1848.

La seconde République fit d'abord preuve d'une bienveillance aveugle envers la presse périodique. Elle supprima les dernières entraves à sa liberté, particulière-

(1) Destrem, *Op. cit.*

ment l'impôt du timbre ; et l'on peut avancer que de février à juin 1848 cette liberté fut illimitée. Aussi, dans ces quatre mois « il se publia jusqu'à 200 journaux ». Leur ton se haussa vite à la plus véhémence violence, si bien qu'ils ne sortirent pas indemnes des sanglantes journées de juin. La loi du 12 août 1848 rétablit le cautionnement ; puis celle des 16-19 juillet 1850 en augmenta le taux, et réinstalla l'impôt du timbre. Enfin, le décret du 31 décembre 1851 attribua aux tribunaux correctionnels la connaissance des délits de presse.

En dépit de ces mesures répressives, les journaux se multiplièrent. De 1848 à 1851 M. Hippolyte Castille, dans son *Histoire de la Seconde République*, en compte 789 politiques et 400 non politiques.

Le Second Empire.

Nous remarquons une progression semblable au début du second Empire qui eut la main rude aux journalistes. Suivant l'exemple de son oncle, Napoléon III s'évertua à museler la presse. Le décret des 17 et 23 février 1852 établit « qu'aucun journal politique ne devait être créé ou publié sans l'autorisation préalable du gouvernement. L'autorisation préalable était également nécessaire pour tous les changements opérés dans le personnel des gérants, rédacteurs en chef, propriétaires ou administrateurs du journal. » Des procès-verbaux officiels donnaient le compte rendu des débats au Corps législatif ; les journaux devaient copier les séances du Sénat sur le *Moniteur*, maintenu journal officiel.

Mais ces mesures diverses ne remplirent pas tout à fait

leur but. Près d'un demi-siècle de demi-liberté avait habitué les journalistes à publier au moins une partie de leurs opinions, et leurs lecteurs à écouter chaque jour leurs oracles. Il n'était pas possible d'asservir une force déjà consciente d'elle-même, et que des années de tracasseries avaient façonnée à la résistance. La presse du second Empire ne se soumit jamais de bonne grâce ; maintes fois elle regimba, et les procès, les avertissements, que le pouvoir prodigua aux journalistes indociles, en sont une preuve.

Les chiffres, de leur côté, possèdent une certaine éloquence. 500 journaux paraissent à Paris en 1860, ils sont 800 au commencement de 1866. La presse politique quotidienne tire à 350.000 numéros ; 130.000, il est vrai, reviennent au *Petit Moniteur*, affranchi du timbre. D'autre part, les journaux du gouvernement qui, en 1858, groupent une clientèle de 67.000 lecteurs, la voient tomber à 42.000 en 1867, tandis que celle des journaux opposants passe de 75.000 (1858) à 128.000 (1867) (1).

Cependant la loi du 1^{er} juillet 1868, par laquelle l'Empire revint sur sa sévérité et abolit l'autorisation préalable, ne manqua pas de communiquer une impression subite au développement de la presse. 140 journaux, à Paris seulement, naissent en une année. Si bien qu'en 1869 le tableau de la presse française accusait 900 journaux pour Paris et 1.100 pour les départements.

(1) M. Dubief : *Le journalisme*

Chapitre II. — Physionomie de la presse de 1815 à 1870

Tantôt entravée, tantôt libre ou simplement tolérée, la presse périodique de 1815 à 1870 présente la physionomie la plus variée. Les journaux politiques, qui sont d'ailleurs les plus intéressants et les plus répandus, reflètent la division des partis et leurs divergences. Ils exposent au jour le jour la défense des détenteurs du pouvoir, les griefs des oppositions et leurs espoirs. Ils se font l'écho des tribunes parlementaires, en propageant les débats sur toute la surface du pays, les précisent et les complètent. On retrouve dans leurs colonnes les rivalités des dynasties, les regrets de l'ancien régime, les luttes pour la conquête des libertés civiques, pour l'enseignement libre, pour l'extension du droit de vote, et aussi les premières poussées de républicanisme ou les essais de socialisme. Ce fut véritablement, si l'on excepte le second Empire, l'âge d'or des polémiques. « Tout était discuté et remis en question, la politique comme la littérature, la philosophie, le théâtre, les beaux-arts (1). »

Le principal rôle que l'opinion des contemporains reconnaisse à la presse est précisément cette propagande politique. Bertin de Veaux, co-propriétaire du *Journal des Débats*, cite « cet adage si souvent répété entre nous que la liberté de la presse est l'âme des gouvernements représentatifs. » « Les journaux, dit le général Donnadieu, député des Bouches-du-Rhône, sont les organes naturels des opinions. » Et les hommes de cette époque le comprennent si bien que tous, s'ils ont une idée à répandre,

(1) Henri Avenel, *Op. cit.*

empruntent la voix du journal. « On ne pourrait pas citer, dit M. Avenel, un seul homme considérable de la Restauration, qui n'ait été plus ou moins journaliste, qui n'ait mis sa plume au service de ses idées. » Et de même, Nette-ment nous parle de la monarchie de Juillet comme d'un temps où tout le monde devint journaliste : « l'évêque, le grand seigneur, le magistrat, le militaire, le savant, l'ancien pair de France, l'ancien député, l'étudiant sortant des bancs de l'école, tous tendaient la main pour saisir le levier de la presse périodique alors si puissant ».

Examinons un peu dans les faits cette variété de la presse française.

La Restauration.

Sous la Restauration, en 1819, la Droite royaliste a quatre organes principaux : la *Quotidienne*, la *Gazette de France*, le *Drapeau Blanc*, et le *Journal des Débats*. Le *Moniteur*, le *Journal des Maires*, le *Journal de Paris* défendent le ministère Richelieu. Les Doctrinaires exposent leurs théories dans le *Courrier*, et la Gauche libérale s'agit dans le *Constitutionnel*, le *Journal Général*, l'*Indépendant*, le *Censeur*. Et parmi les collaborateurs de ces feuilles, nous remarquons : « Dans le camp des royalistes catholiques, Chateaubriand, Bonald, Lamennais, de Frayssinous, le duc de Fitz-James, le duc de Lévis, de Villèle, Corbière, de Castelbajac, de la Rochefoucauld, et dans le camp libéral, Royer-Collard, Guizot, le duc de Broglie, de Barante, Villemain, Cousin, Kératry, Duchatel, Vitet, de Rémusat, Duvergier de Hauranne, Jouffroy, Dubois, Casimir-Périer, Laffite, le général Foy, Benjamin

Constant, Laborde, le marquis de Chauvelin, Comte, Dunoyer, Thiers, Mignet, Carrel (1). »

La monarchie de Juillet.

La révolution de Juillet bouleverse cet ordre de sympathies. Le *Journal des Débats* devient le défenseur officiel de la nouvelle monarchie. Les Bonapartistes luttent dans la *Révolution de 1830* et le *Capitole*. Les Bourbons essaient d'éloigner l'oubli par la *Gazette de France*, la *Quotidienne*, la *Mode*. La Droite démocratique naît bruyamment avec l'*Avenir*, où collaborent Lamennais, Montalembert et Lacordaire ; et le parti catholique fonde un organe à lui propre, l'*Univers*, que le talent de Louis Veuillot devait rendre célèbre dans tout le monde. La Gauche a pour organes le *National* et la *Tribune*. La petite presse se concilie la faveur du public, principalement par le *Charivari*, la *Cartouche* et le *Corsaire*. Enfin jusqu'aux opinions communistes qui se manifestent dans des journaux : l'*Organisateur* et le *Globe* prêchent le saint-simonisme, le *Phalanstère* et la *Phalange* les doctrines fouriéristes.

Les noms des journalistes de la monarchie de Juillet ne le cèdent en rien à ceux de la Restauration.

La rédaction des *Débats* est presque toute recrutée dans l'Université : Silvestre de Sacy, Saint-Marc de Girardin, Cuvillier-Fleury, Philarète Chasles y collaborent ; Michel Chevalier y traite des sciences économiques ; Jules Janin rédige le feuilleton dramatique, Delecluze la critique d'art, Hector Berlioz la critique musicale.

Nous retrouvons dans les autres journaux des noms de

(1) Henri Avenel, *Op. cit.*

la Restauration, et ceux de : Blanqui, de Lesseps, Balzac, Suë, Sandeau, de Genoude, de Pontmartin, Lamennais, de Montalembert, Lacordaire, Louis Blanc, Louis Veuillot, Pierre Leroux, Victor Considérant, Marrast, Emile de Girardin, Méry, Barbès.

La seconde République.

La révolution de février 1848, prodiguant à la presse une liberté complète, y détermina une éclosion de feuilles de toutes nuances. Il y eut des journaux ultra-révolutionnaires et des journaux ultra-conservateurs. Toutes sortes de Républiques naquirent : la *République* de Bareste, la *République française* de Bastiat, la *Vraie République* de Thoré. Le socialisme fut à la mode ; ses organes, en particulier l'*Ami du peuple* de Raspail et le *Peuple* de Proudhon, jouirent d'un grand retentissement. Mais cette débauche aboutit aux ateliers nationaux et aux journées de juin, et c'en fut le terme.

A croire Emile de Girardin, cette presse, si brillante sur le terrain des polémiques, aurait été médiocre dans l'information. Il lui reproche de corrompre les événements. « Les nouvelles et les faits sont si étrangement tronqués, mutilés, frelatés, défigurés dans les journaux qu'on peut hardiment dire qu'il n'y a pas en France de publicité. Trois jours après qu'une nouvelle est devenue la proie des feuilles quotidiennes, qu'elles l'ont mise à la question, qu'elles l'ont torturée pour lui arracher un aveu et un mensonge qui satisfasse les intérêts divers de leurs partis, qui sait à quoi s'en tenir sur la nouvelle ? Quel lecteur est

tion » (1) ? Il aurait voulu que la presse se bornât strictement à la publicité des faits consommés, c'est-à-dire à la reproduction fidèle des actes de l'autorité, des débats législatifs et judiciaires, des faits administratifs, des nouvelles diverses soumises à un mode d'information et de contrôle régulièrement établi » (2).

En un mot, Emile de Girardin, en avance sur son époque, préconisait la presse d'information exclusive, celle-là même qui devait accaparer la plus grande vogue sous la troisième République.

Les journaux, qui se vendirent de 1815 à 1848, ne songeaient pas à prendre cette voie. Peut-être ne l'auraient-ils pu sans insuccès. Les institutions humaines se modèlent sur les aspirations de leurs sujets. Aussi les journaux de la Restauration, de la Monarchie de Juillet et de la seconde République s'occupèrent surtout de polémiques, parce que leur clientèle était passionnée des discussions de toutes sortes ; dans un temps où la France faisait avec la royauté ses premiers essais de liberté civique, ils poursuivirent et jouèrent surtout un rôle politique.

Le second Empire.

La presse du second Empire, soumise à des mesures draconiennes, se montra beaucoup plus timide et plus réservée que ses devancières. A côté de l'officiel *Moniteur*, le *Constitutionnel*, le *Pays* et la *Patrie* soutinrent officiellement la dynastie napoléonienne. Un seul journal accen-

(1) Émile de Girardin, *Les droits de la pensée*.

(2) Id., *Op. cit.*

tua son opposition, ce fut le *Siècle*, dirigé par les frères Havin. Et encore l'a-t-on accusé d'intelligences secrètes avec le pouvoir, qui aurait autorisé son hostilité pour laisser un dérivatif aux tendances libérales qu'il comprimait par ailleurs. Aussi, la presse politique paraissant trop mesquine, le succès alla-t-il à des journaux frivoles, comme le *Figaro*, ou à des feuilles à scandales, faites à son imitation, mais avec une manière grossière.

Chapitre III. — La presse et les inventions de la science.

De 1814 à 1870, de notables améliorations furent apportées dans les divers services de la presse, à la suite des inventions scientifiques. Nous les examinerons dans l'information, l'impression et la vente d'un journal.

L'information, le télégraphe, la sténographie.

Nous avons vu les gazettes de l'ancien régime recevoir les nouvelles d'importance particulière par des courriers. Dès le début du XIX^e siècle, ces courriers cédèrent la place à un agent autrement rapide que leurs chevaux, le télégraphe.

Et cette première télégraphie, dont nous parlons, était en toute vérité une télégraphie sans fil. Elle consistait dans la répétition à intervalles franchissables par la vue humaine seule ou augmentée de lentilles, de signes convenus, dont chacun représentait une lettre alphabétique. Pour ce faire, on utilisait, sous la Révolution, des poteaux, imaginés par Chappe, armés à leur sommet de trois ou

quatre bras mobiles. Les dispositions variées de ces bras en fonction les uns des autres fournissaient une série de 24 signes différents.

Cette invention de transmettre la pensée par signes répétés du cerveau qui la conçoit à l'oreille qui la doit connaître remonte, disent les dictionnaires, à la plus haute antiquité. Mais c'est à la Révolution française que revient l'honneur d'en avoir fait la première un service public. En effet, la première ligne télégraphique, créée selon le système Chappe, fut inaugurée entre Paris et Lille, le 14 août 1793 ; c'était une distance de 60 lieues partagées entre 16 stations. La prise de Condé sur les Autrichiens en 1794 fut connue à Paris par l'office de cette ligne, et rapidement. La reddition avait eu lieu le matin du 1^{er} septembre ; le ministre de la guerre, Carnot, en reçut la nouvelle à midi.

Aussi l'utilité de la télégraphie constatée, d'autres lignes ne tardèrent pas à être créées. En 1797 est ouverte la ligne de Paris à Strasbourg ; en 1798, celle de Paris à Brest ; en 1805, celle de Paris à Lyon, qui est prolongée jusqu'à Turin ; en 1816, celle de Paris à Calais ; en 1828, celle de Lyon à Toulon, celle de Paris à Bordeaux par Orléans, Poitiers et Angoulême, celle d'Avignon à Perpignan. Bref, en 1844, le réseau télégraphique français mesurait 5.000 kilomètres de longueur, comptait 534 stations et desservait 29 villes.

De poteau à poteau les nouvelles volaient. Voici un exemple que le *Journal des Débats* du 11 avril 1829 rapporte de leur rapidité : « La nouvelle de l'élévation de Pie VIII au trône pontifical partit de Rome le 31 mars, à 8 heures du soir, par un courrier et arriva le 4 avril à

Toulon à 4 heures du matin. Quatre heures après, elle était parvenue à Paris par le télégraphe. A 11 heures, on avait fait réponse. Le courrier, reparti de Toulon à 1 heure de l'après-midi, était de retour à Rome le 7 avril à 8 heures du soir. Ainsi la nouvelle de l'exaltation de Sa Sainteté est arrivée à Paris en 84 heures et il a fallu seulement 8 jours à l'ambassadeur de France pour recevoir la réponse à ses dépêches. 900 lieues ont été parcourues en 70 heures, en défalquant 24 heures perdues. »

De fait, les 60 lieues de Paris à Lille étaient couvertes en 2 minutes ; les 120 lieues de Paris à Strasbourg en 6 minutes ; les 68 lieues de Paris à Calais en 3 minutes ; les 207 lieues de Paris à Toulon, partagées entre 116 stations, en 20 minutes.

Mais ce règne de la télégraphie optique allait s'évanouir devant l'apparition de la télégraphie électrique. Une ligne d'essai de cette nouvelle télégraphie fut établie entre Paris et Rouen en 1845. En 1851, l'Angleterre est reliée à la France par un conducteur sous-marin (Douvres-Calais). Et ces différents réseaux ne chômaient pas, puisque l'an 1853, le nombre des correspondances télégraphiques dépassait 140,000.

Une autre innovation vint en même temps améliorer le service d'information de la presse, la sténographie. Particulièrement, pour le compte rendu des débats parlementaires, les sténographes remplacèrent avantageusement les anciens logographes. Le gouvernement de la Restauration attacha deux sténographes au service des Chambres, et la monarchie de Juillet développa cette nouveauté.

La poste et les chemins de fer.

Comme la création de la télégraphie, l'amélioration du service des postes facilita le développement de la presse périodique. Les correspondances arrivaient plus vite, plus régulièrement et avec plus de sécurité. D'autre part, la propagation des journaux parisiens dans les départements prenait une plus grande extension.

Nous nous permettrons donc de jeter ici un regard en arrière et de tracer un historique rapide des postes françaises.

La poste fut tout d'abord une institution gouvernementale. Les courriers royaux ne transportaient que les correspondances du roi, de ses ministres ou de ses officiers des diverses catégories. Le premier, Richelieu organisa les départs et les arrivées de ces courriers à jours fixes. Et ce n'est qu'à partir du milieu du ^{xvii}^e siècle que la poste se chargea du transport des missives particulières. M. d'Avenel en trace ce crayon : « Sous Louis XIV, le service des postes était organisé fort imparfaitement, il est vrai, mais enfin il l'était et, de plus, à bon marché, car, pour deux sous, on pouvait faire transporter une lettre de Paris à Lyon... Il fallait trois jours pour venir de Rouen à Paris (338 kilomètres). » Dans Paris même fonctionnait une petite poste à un sou, desservie par 200 facteurs.

Le service des postes, en ces temps, était concédé à des fermiers, et ces fermes existèrent de 1672 à 1791. De 1792 à 1878, l'Etat, qui d'ailleurs s'en assura le monopole en 1816, le fit exploiter en régie. Voici les principales amé-

liorations qui y furent apportées dans cette période. En 1828, les bureaux de postes sont mis en correspondance quotidienne ; l'année 1830 voit organiser la distribution rurale des lettres et des autres objets transportés par la poste. En 1844 est créé le service ambulant sur les voies ferrées. Enfin, en 1848, une réforme postale détermine un prix unique pour le transport des lettres sur toute la surface du territoire. Les journaux, déjà, sont favorisés d'un tarif spécial. Ils usèrent, d'ailleurs, largement de la poste.

Près de 94 millions de feuilles périodiques furent distribuées par la poste en 1850, et ce chiffre s'éleva à 367 millions en 1869.

Le service ambulant sur les voies ferrées, établi en 1844, constituait une amélioration notable. Cette année-là, l'exploitation des chemins de fer embrassait 864 kilomètres et les locomotives pouvaient fournir une vitesse d'une soixantaine de kilomètres à l'heure. Dans la suite, les lignes se multiplièrent. De 1828 à 1858, 7,459 kilomètres de voies ferrées furent ouvertes à l'exploitation, et 8,359 kilomètres de 1858 à 1868. Tous ces progrès favorisaient la presse périodique, particulièrement la vente des journaux, et c'est pour cette raison que nous les avons notés.

Les presses typographiques.

Le journal, qui profita de l'invention des chemins de fer, de celle du télégraphe, de l'organisation des postes, intervint directement dans la transformation du matériel d'imprimerie, principalement des presses typographiques.

Mais, avant d'entrer dans ces détails, nous croyons curieux de transcrire ici la manière dont M. Dubief rapporte que s'imprimait le *Constitutionnel*, fondé très près de l'époque où allait être modifié le matériel d'imprimerie.

« Lorsque, dans les premiers temps de la Restauration, se fonda le *Constitutionnel*, son organisation fut citée comme un modèle. Les 16 colonnes de petit texte, format in-folio couronne, étaient faites au début par huit compositeurs, y compris le metteur en pages ; chacun avait en moyenne 150 lignes à composer par numéro : puis, quand le tirage augmenta, comme on n'employait pas encore le clichage, il fut établi une composition de renfort par 5,000 exemplaires, en d'autres termes, il fallait quatre équipes de huit ouvriers, pour aller à 20,000 exemplaires. L'impression s'effectuait sur dix presses en bois. »

Ces presses en bois ne tardèrent pas à être remplacées par les presses mécaniques, que la vapeur mettait en mouvement, et celles-ci reçurent, au cours du XIX^e siècle, d'incessantes améliorations.

La première presse mécanique servit à l'impression du *Times*, le 24 novembre 1814. Elle était l'aboutissement des efforts persévérants, poursuivis depuis 1809 par le directeur de ce journal, Walter, en collaboration des Allemands Koenig et Bauer. Elle débitait, à l'heure, 1,000 feuilles imprimées d'un seul côté.

Mais, dès 1815, on accouple deux de ces machines simples et l'on obtient la machine double, qui imprime le recto et le verso de la feuille, c'est-à-dire les quatre pages d'un journal.

Puis, en 1830, les constructeurs établissent sur le même

bâti les deux cylindres séparés de la machine simple : c'est la machine à retiration, et ce procédé double la production des presses mécaniques.

Les progrès se poursuivent, et l'année 1847 voit entrer en fonction la machine à réaction, qui comporte quatre cylindres imprimeurs et dont chaque va-et-vient fournit huit exemplaires d'un journal.

En 1848, le *Constitutionnel* et la *Presse* sont imprimés chacun sur une machine de ce genre, qui fournit 6,000 numéros à l'heure.

Enfin, en 1867, le constructeur Marinoni installe, dans l'imprimerie du *Petit Journal*, quatre rotatives, dont chacune tire 36,000 exemplaires à l'heure.

Chapitre IV. — Le budget d'un journal.

Apparition de la presse à bon marché (1).

L'abonnement aux journaux de la Restauration et des premiers temps de la monarchie de Juillet était en moyenne de 80 francs. A partir de 1836, il tomba subitement de moitié. Ce fut là l'effet d'une réforme, préconisée par Emile de Girardin et entreprise par lui avec la *Presse*.

Cette réforme devait avoir une plus haute portée que de diminuer le prix de l'abonnement aux journaux. Elle amena les journaux à modifier même leur physionomie. Elle marqua la première étape dans la voie de la presse

(1) Les chiffres de ce chapitre sont empruntés à l'ouvrage d'un journaliste de l'époque, Emile de Girardin : *Les droits de la pensée*.

à bon marché, qui tendit par ailleurs à devenir de presse politique une presse d'information.

Mais, avant d'exposer les conséquences fâcheuses que la diminution du prix de l'abonnement allait produire dans le budget des journaux et les moyens par lesquels Emile de Girardin proposa de les pallier, tâchons de mettre debout ce budget lui-même.

Les recettes comprenaient surtout les abonnements, et le produit de quelques annonces.

Voici, d'autre part, les dépenses :

Les frais d'un journal peuvent être divisés en deux catégories :

1° Les frais décroissants, c'est-à-dire ceux que le journal est obligé de faire simplement pour exister, qui, nécessaires pour la confection d'un seul exemplaire, demeurent les mêmes pour la façon de plusieurs milliers, et, par conséquent, dont la proportion dans le prix de chaque feuille d'un tirage diminue à mesure que s'élève le chiffre de ce tirage. Ils sont : la composition, la rédaction, l'administration, les intérêts du capital employé.

2° Les frais croissants, qui augmentent avec le tirage, parce qu'ils sont particuliers à chaque feuille, et qui comprennent les frais de papier, de timbre, de tirage, de port.

Reprenons ces divers chapitres de dépenses les uns à la suite des autres.

Frais décroissants.

« Ils sont indépendants du nombre des abonnés, mais, ils sont en raison du mérite de la rédaction. C'est ce qui explique pourquoi ils varient depuis 100,000 francs jus-

qu'à 250,000 fr. par an. » (Emile de Girardin.) La composition d'un journal, format trente décimètres carrés, coûtait 100 francs par jour, et la rédaction du même journal 200 francs par jour.

Le capital d'un journal était très variable. Nous en connaissons cependant un élément fixe, qui était le cautionnement. Avant 1828, il s'élevait, pour un journal quotidien, à 10,000 francs de rente ; la loi de juillet 1828 le réduisit à 6,000 francs de rente ; celle de janvier 1831 à 2,400 francs de rente. Enfin, la loi du 9 septembre 1835 le réorganisa sur les bases suivantes :

Pour Paris, un journal paraissant plus de deux fois par semaine versait un cautionnement de 100,000 francs.

Un journal, paraissant 2 fois par semaine, de	75,000 fr.
— 1 —	60,000 —
— 1 fois par mois.	25,000 —

Pour les départements un journal quotidien versait :

Dans les villes au-dessus de 50.000 âmes, un cautionnement de 25,000 fr.

Dans les villes au-dessous de 50.000 âmes, un cautionnement de 25,000 fr.

Ces sommes étaient réduites de moitié pour les feuilles départementales ne paraissant pas tous les jours.

On a beaucoup critiqué le cautionnement ; on a dit qu'il empêchait la naissance d'un plus grand nombre de journaux et qu'il faisait de l'usage de la presse un privilège des riches. Il était bien vrai, comme ça l'est encore plus aujourd'hui, que la création d'un journal coûtait fort cher, mais il était injuste d'en accuser le cautionnement. Le cautionnement ne constituait pas même la principale

dépense d'établissement d'un nouveau journal. Par ailleurs, il lui fallait, à ce nouveau journal, dépenser en affiches, en annonces, en numéros gratuits, de 200 à 300,000 francs (ceci était l'estimation des journalistes de l'époque), avoir un fonds qui lui garantît les frais journaliers de composition et de rédaction, c'est-à-dire 300 francs, au bas mot. Bref, il fallait, pour lancer avec quelques chances de succès un journal quotidien, lui constituer un capital d'au moins 500,000 francs, non compris les 100,000 francs de cautionnement.

Aussi, les journaux étaient-ils déjà rarement la propriété d'une seule personne ; la plupart appartenaient à des actionnaires. Le *Constitutionnel* groupait dix copropriétaires. Le capital du *Siècle* était divisé en actions de 200 francs. Le *Journal des Débats* appartenait à la famille Bertin, qui l'avait fondé.

Frais croissants.

Nous englobons, sous cette rubrique, les frais de papier, de timbre, de tirage, de pliage et mise sous bande, de port.

Le droit de timbre était de 0 fr. 05 par exemplaire de journal. Il fut une source de recettes pour le Trésor.

En 1829, cet impôt rapporta	1,816,417 fr.
— 1841	— 3,363,745 —
— 1842	— 3,519,000 —
— 1843	— 3,630 272 —

La poste favorisait les journaux d'un tarif spécial. Le port d'un journal de Paris dans les départements revenait à 0 fr. 04 ; dans Paris même, il n'était que de 0 fr. 01.

Du fait de ce service, en 1845, l'administration encaissa 2,173,000 francs.

En 1837, Emile de Girardin estimait que les frais croissants des 365 exemplaires d'un abonnement revenaient à un journal à 43 fr. 20 pour les abonnés des départements et à 32 francs pour ses abonnés de Paris. Et il en donnait le détail suivant :

	Départements.	Paris.
<i>Timbre</i> : 365 feuilles à 0 fr. 05.....	18 fr. 25	18 fr. 25
<i>Port</i> : 365 feuilles à 0 fr. 04.....	14 60	» »
365 — à 0 fr. 01.....	» »	3 40
<i>Papier</i> : 365 feuilles, à 10 fr. la rame, soit 0 fr. 02 la feuille.....	7 30	7 30
<i>Tirage et perte de feuilles</i>	3 05	3 05
Au total.....	43 fr. 20	32 fr. »

Etablissant le budget d'un journal à 80 francs l'abonnement, il concluait que, pour le boucler, même sans y comprendre les frais de timbre et de poste, ce journal devait mettre en ligne un effectif de 2,300 abonnés.

DÉPENSES :

Frais décroissants.....	150 000 fr.
Frais croissants : 2,300 ex. à 10 fr 80 par ex. (1)	24 840
	174 840 fr.

RECETTES :

2,300 abonnés à 76 fr. prix net.,.	174 800 fr.
---	-------------

Or, ce journal aurait, en plus, à acquitter les droits de

(1) Papier et tirage, à 0 fr. 02 la feuille, les 365 feuilles...	0 fr. »
Pliage et bandes, à 1/2 cent. la feuille, — ...	1 80
Au total..	10 fr. 80

timbre et de poste, soit 21 fr. 65 par abonnement de Paris, et 32 fr. 85 par abonnement départemental.

C'était, pour 2,300 exemplaires, en se basant sur les droits les moins chers, soit 21 fr. 65, une somme annuelle de 49,975 francs à déboursier.

Malgré ce déficit, Emile de Girardin proposa de diminuer de moitié le prix de l'abonnement. Or, d'après ses propres calculs, un journal, pour couvrir, par la seule ressource de l'abonnement à 40 francs, ses frais décroissants et croissants, non compris les droits de timbre et de poste, devait réunir 5,500 souscripteurs, comme le prouve le tableau suivant :

DÉPENSES :

Frais décroissants.....	150,000 fr.
Frais croissants, 5,500 ex. à 10 fr. 80 l'ex..	59,400
Au total,.....	<u>209,400 fr.</u>

RECETTES :

5,500 abonnements à 38 fr. prix net.....	209,000 fr.
--	-------------

Les droits de timbre et de poste, calculés sur la base la moindre, celle de 21 fr. 65, occasionnaient à ce journal un déficit annuel de 118,975 francs.

Et pourtant, Emile de Girardin prétendit qu'un journal à 40 francs l'abonnement ferait ses frais mieux que tout autre.

Son idée, malgré une apparence paradoxale, était vraie, et il le prouva bien par la création de la *Presse*. La *Presse* parut le 1^{er} juillet 1836 à 48 francs l'abonnement.

Emile de Girardin estimait que deux conséquences de la diminution du prix de l'abonnement aideraient à la réussite de sa réforme.

D'abord, l'introduction du journal dans de nouvelles classes de lecteurs. L'abonnement à 80 francs n'était abordable que des gens aisés. Celui de 40 francs, sans atteindre encore les couches populaires, ouvrirait au journal l'accès de nouvelles classes, déjà plus populeuses que les premières. Donc un journal à 40 francs grouperait une clientèle beaucoup plus étendue que celle du journal à 80 francs le mieux fait. Ce qui produirait déjà cette conséquence de répartir sur une plus grande masse les frais décroissants. Et ce qui ne tarderait pas à entraîner cette autre conséquence, plus importante et en laquelle Emile de Girardin découvrait l'aide le plus puissant de la presse à bon marché : le développement des annonces. Les annonces vont au journal qui peut leur offrir la clientèle la plus nombreuse ; et, d'autre part, un journal demande aux annonces un tribut d'autant plus élevé qu'il possède une clientèle plus nombreuse. Emile de Girardin résumait tout cela dans cette pensée que les annonces doivent nourrir la presse à bon marché.

Le succès de son journal, la *Presse* à 48 francs l'abonnement, réalisa ses prévisions. En 1842, la *Presse* présentait un effectif de 13.000 abonnés. Dressons-lui un budget sommaire sur ce pied.

DÉPENSES :

Frais décroissants	250 000 fr.
Frais croissants, 13.000 ex. à 10 fr. 80 l'ex.	140.000

Au total 390.400 fr.

RECETTES :

13.000 abonnements à 46 fr. prix net.	598.000 fr.
---	-------------

Donc excédent des recettes sur les dépenses de 208,000 francs, ce qui lui constituait déjà une situation

meilleure que celle de bien des journaux à 80 francs l'abonnement.

Seulement les droits de timbre et de poste, même calculés sur la base de 21,65, constituaient une dépense de 281,450 francs, qui mangeait les 208,000 francs d'excédents et laissait un déficit de 73,850 francs.

Mais ici intervenait le rôle des annonces, qui couvraient facilement le déficit et donnaient en fin de compte des bénéfices. En 1843, en effet, les annonces de la *Presse* lui rapportèrent 188,121 francs.

BUDGET SOMMAIRE ET APPROXIMATIF DE LA PRESSE

DÉPENSES :		RECETTES	
Frais décroissants.	250,000 fr.	Abonnements	598,000 fr.
Frais croissants...	140,000	Annonces	188,121
Timbre et poste ...	281,250		
Au total..		Au total..	
671,250 fr.		786,121 fr.	

Soit un bénéfice de 114,871 fr.

En même temps que la *Presse*, apparaissait le *Soleil*, dont l'abonnement était également de 48 francs. Le *Soleil* eut un succès encore plus considérable que la *Presse*, puisqu'il « atteignit en quelques années le chiffre fabuleux alors de 38.000 abonnés » (1).

L'initiative prise par la *Presse* et le *Soleil* entraîna tous les autres journaux dans la voie du bon marché. Un seul put, sans déchoir, maintenir son abonnement à 80 fr. : ce fut les *Débats*. La vieille *Gazette de France* elle-même, après plusieurs hésitations entre 60 et 80 francs, dut suivre le courant.

(1) M. Avenel, *Op. cit.*

Les annonces

Ce qui arriva dans le budget de la *Presse*, se reproduisit dans celui des autres journaux à bon marché. Ils balancèrent leurs dépenses par l'apport des annonces à leurs recettes.

Ces annonces dans les journaux prirent une telle extension qu'en 1845, Charles Duveyrier eut l'idée d'en faire un commerce. D'une part, il ouvrit dans Paris une soixantaine de bureaux, où il recueillait les annonces, et, d'autre part, il afferma la quatrième page des journaux les plus répandus pour les y produire (1).

La Société, qu'il constitua avec les frères *Pereire* et *Arlès-Dufour*, au capital de 600,000 francs, pour exploiter son invention, y trouva de beaux bénéfices, et les journaux, qu'il déchargeait du souci de leur publicité, aussi. En 1843, la *Presse* reçut de ses annonces 188,121 francs ; les *Débats*, 230,000 francs ; le *Siècle*, 180,000 francs.

Le roman feuilleton

Emile de Girardin, créant la *Presse*, ne comptait pas que sur son bon marché pour la répandre. Il préconisait que les journaux, délaissant le terrain des polémiques ou tout au moins ne plaçant pas les polémiques au premier rang de leurs préoccupations, devaient prendre pour objectif principal l'information. Car, écrivait-il dans une note remise en 1831 à Casimir-Perier, président du Con-

(1) M. Avenel, *Op. cit.*

seil des ministres, « les journaux rapidement et exactement instruits, qui donneront avant les autres les nouvelles, et ceux dont le cadre sera assez varié pour que l'intérêt qu'excitait une polémique vive puisse se reporter sur une autre partie, seront les seuls qui pourront prétendre maintenant au plus grand nombre d'abonnés. »

La *Presse* et le *Soleil*, pour susciter cet intérêt, employèrent des moyens, parmi lesquels nous reconnaissons un élément important du journal populaire contemporain : le roman-feuilleton. Ils ouvrirent leurs colonnes aux récits des romanciers les plus en vogue, Alexandre Dumas, Eugène Sue, etc., et pour les y décider les payèrent jusqu'à 0,60 la ligne. Il est vrai que tel roman de Dumas conquit à la *Presse* 5.000 abonnés nouveaux.

Développement de la presse à bon marché

La *Presse*, en 1844, mit son abonnement à 40 francs, et augmenta son format, ce qui, écrit Emile de Girardin, lui occasionne une dépense de 8 fr. 60 de plus par numéro, soit 100,000 francs de bénéfices annuels en moins. Sa clientèle d'ailleurs ne cessa de croître jusqu'en l'année 1848, qui fut son point culminant et où elle compta 72.000 abonnés. Dans la suite elle diminua. Mais si la puissance de ce journal baissait, son initiative continuait à porter des fruits. La presse, entrée dans la voie du bon marché, ne devait s'y arrêter qu'à l'extrême limite.

En 1848, la *Liberté* se fonda à 18 francs l'abonnement. Le numéro était vendu 0,03 au vendeur et 0,05 au public. En deux mois elle atteignit un tirage de 100,000 exemplaires.

Mais son essai ne dura pas.

Sous le second empire le prix habituel de l'abonnement aux journaux fut de 54 francs et celui du numéro de 0,15. Encore ces 54 francs ne couvraient-ils que les frais décroissants.

Le décret de 1852 fixa le droit de timbre à 0,06 pour les journaux publiés dans le département de la Seine et dans celui de Seine-et-Oise, et à 0,03 pour les journaux publiés ailleurs. Le droit de poste était de 0,04, c'étaient donc 0,10 que chaque exemplaire d'un journal acquittait au Trésor. En ajoutant à ces 0,10, 0,05 pour couvrir les frais de papier (0,03), de tirage (0,01) et autres frais (0,01), on obtenait les 0,15 du prix du numéro, ou 54 francs par an. Or, 54 francs ne couvrant que les frais croissants, « un journal quotidien, publié à Paris, ayant annuellement au moins 250,000 francs de frais de rédaction, de composition et d'administration, soit 700 francs par jour, ne peut subsister que si le nombre de ses abonnés est assez considérable pour lui assurer un produit net de 250,000 fr. d'annonces par an ou de 700 francs en moyenne par jour. »

Et pourtant l'essai de la *Liberté* fut repris en 1863. Le 2 février 1863, le *Petit Journal* parut à 0,05 le numéro. Et non seulement il continua si bien sa carrière qu'il est encore aujourd'hui un des principaux organes de notre presse ; mais, comme la *Presse* avait fait des journaux de 1836, son exemple entraîna tous les autres journaux.

Ce prix de 0,05 était rendu possible au *Petit Journal* pour diverses causes. Il ne s'occupait pas de politique, et par conséquent n'avait pas à payer de droit de timbre. Son tirage lui revenait au meilleur marché de l'époque

par l'emploi de rotatives, que Marinoni monta pour lui. Cette création d'un journal à 0,05 et non politique prouve assez la corrélation entre les deux tendances, qui poussaient la presse vers une double transformation : d'une part la mise en vente au prix le plus minime, et d'autre part la désertion de la politique pour l'information. Toutefois, malgré l'exemple du *Petit Journal*, cette révolution ne devait modifier la physionomie de la presse française qu'au cours de la troisième République et sous un régime de liberté.

OUVRAGES A CONSULTER :

Sainte-Beuve : *Nouveaux Lundis*.

Armand Carrel ; *Œuvres politiques et littéraires*.

Guizot : *Mémoires pour servir à l'histoire de mon temps*.

Benjamin Constant ; *Réactions politiques*. — *De la liberté des brochures, pamphlets*. — *La presse royaliste de 1830 à 1858*.

Ichernoff : *Le parti républicain sous la monarchie de Juillet*.

Chateaubriand : *Les amis de la liberté de la presse*.

Pssquier : *Mémoires*.

François Bertin : *Liberté de la presse*.

Bertin de Vaux, de Kergorlay, de Marcellus, de Vaxit, de Convoisier, général Demadière : *Opinion sur le projet de loi relatif à la censure de 1821*.

Alfred Nettement : *Histoire de la littérature française sous le gouvernement de Juillet*.

Thureau-Dangin : *Histoire de la Monarchie de Juillet*.

TROISIÈME PARTIE

LA PRESSE PÉRIODIQUE DE 1870 A NOS JOURS

Chapitre I. — Mouvement général

de la presse périodique française de 1870 à 1908.

Régime politique de la presse.

La troisième République n'a pas été de prime abord libérale à l'égard de la presse. La loi du 6 juillet 1871 rétablit le cautionnement (de 3,000 francs à 24,000 francs). Sous la présidence de Mac-Mahon les avertissements et les suspensions ne furent pas ménagés à la presse républicaine ; le gouvernement alla jusqu'à interdire la vente sur la voie publique aux journaux de cette nuance. La loi du 29 décembre 1875 attribua la compétence des délits en matière de presse aux tribunaux correctionnels.

A partir de 1878 une détente se produisit dans l'attitude des pouvoirs. Le ministère Grévy fit une application très libérale des lois mentionnées. Enfin, la loi du 29 juillet 1881 consacra définitivement la liberté de la presse.

Plus de cautionnement, plus d'autorisation préalable, plus de droit de timbre, plus d'avertissements : ces anciennes servitudes, où depuis sa fondation la presse avait

été maintenue, sauf à de rares intervalles, par les gouvernements successifs, furent abolies à jamais ; elles ne devaient plus réapparaître. Les seules obligations, imposées à chaque journal par mesure de police, tiennent en quelques lignes :

« Tout journal doit avoir un gérant. Avant la publication d'une feuille quelconque, il faut déclarer au parquet, le titre du journal, le nom et la demeure du gérant et de l'imprimeur. Deux exemplaires de chaque numéro, signés du gérant, doivent être déposés à la préfecture, à la sous-préfecture ou à la mairie » (1).

Mouvement de la presse de 1871 à 1881

Pendant la première période, celle de défiance, qui dura de 1871 à 1881, le mouvement des journaux ne fut pas considérable. Cependant nous y relatons la naissance de plusieurs feuilles, qui vivent encore de nos jours et dont quelques-unes comptent même parmi les plus considérables ou les plus connues. En 1871 paraît la *République Française*, organe de Gambetta, et le *XIX^e Siècle* d'Edmond About, les deux au prix de 0,15 le numéro. En 1872 le *Matin* et en 1880 l'*Intransigeant* à 0,10. L'année 1876 fut plus généreuse ; elle vit la création du premier grand journal politique à 0,05, le *Soleil*, celle du *Petit Parisien* et de la *Lanterne* à 0,05 également.

Bref en 1880, la presse française comptait 1.316 représentants à Paris et 1.652 dans les départements. Il est juste de reconnaître que 46 rubriques différentes se par-

(1) M. Avenel, *Op. cit.*

tageaient cette foule. Les journaux politiques formaient la petite minorité de la presse parisienne ; au contraire ils atteignaient la moitié de la presse départementale (846) (1).

Mouvement général de la presse française de 1881 à 1908

La loi de 1881 dote la presse de sa liberté. Celle-ci désormais, ayant l'aisance de ses mouvements, suit dans son développement les variations du goût public et des exigences ambiantes. Nous le saisisons par des chiffres. Ceux que nous fournirons en premier lieu, renfermeront toutes les manifestations du journalisme. Puis nous nous restreindrons au journalisme politique.

MOUVEMENT GÉNÉRAL DE LA PRESSE FRANÇAISE

DE 1881 A 1908]

	1881	1892	Augmentation de 1881 à 1892
Presse française	3.271	6.035	2.764
Presse parisienne	1.342	2.287	945
Presse départementale ..	1 929	3.748	1.819
		1908	Augmentation de 1903 à 1908
Presse française..... ..		8.618	2.583
Presse parisienne.....		3.439	1.152
Presse départementale		5.179	1.431

Si nous comparons entre eux les chiffres contenus dans le tableau ci-dessus, nous constatons d'abord une croissance extraordinaire de la presse française, qui d'un effectif total de 3.271 journaux en 1881, passe en 1907 à un

(1) Tous les chiffres de ce chapitre sont pris dans les *Annuaire de la presse*.

effectif total de 8.618 journaux. Nous remarquons en outre que la presse départementale a progressé plus vite que la presse parisienne, puisque dans le temps que la presse parisienne s'élevait d'un effectif de 1.342 journaux (1881) à celui de 3.439 (1907), soit une augmentation de 2.097, la presse départementale accomplissait une évolution de 1.929 feuilles périodiques (1881) à 5.179 (1907), soit une augmentation de 3.250.

Disons enfin que la presse française en 1908, est représentée dans les colonies, Algérie et Tunisie comprises, par 282 organes.

Au point de vue de la périodicité les 8.618 journaux de 1908 se dénombrent ainsi :

TABLEAU DE LA PÉRIODICITÉ DE LA PRESSE EN 1907

	Paris.	Département.	Colonies.
Quotidiens.....	142	321	26
Trihebdomadaires....	11	126	18
Bihebdomadaires.....	45	294	27
Hebdomadaires.....	642	1,886	93
Trimensuels.....	»	10	1
Bimensuels.....	440	291	20
Mensuels.....	1,169	1,107	27
Bimestriels.....	82	68	1
Trimestriels.....	167	260	9
Semestriels.....	11	7	»
Annuels.....	»	45	»
Irréguliers.....	770	764	60

Il serait assez intéressant d'étudier à côté de ce mouvement général de la presse française la diversité de son emploi. Nous entendons par là que le journal a paru bon à toutes les manifestations de l'esprit humain pour se faire connaître du public ou seulement relier entre eux les membres d'une même coterie. Déjà nous relevions

qu'en 1880 les journaux pouvaient être rangés sous 46 rubriques diverses. C'est à 82 que l'annuaire de la presse de 1908 porte leur nombre.

Mais après avoir simplement noté que les plus courues de ces rubriques sont la finance et la médecine, tenons-nous-en à la rubrique politique. Nous n'y comprenons point que les journaux politiques proprement dits, c'est-à-dire ceux que soutient avant tout une intention politique, et qui, comme nous le montrerons dans un autre chapitre, se faisant de plus en plus rares dans la capitale, occupent au contraire une place prépondérante dans la presse contemporaine. Nous y rangeons également les rois de la presse contemporaine, les journaux d'information, qui d'ailleurs touchent encore par quelque bout à la politique.

Phénomène curieux ! Les journaux politiques parisiens, qui de 70 en 1881 avaient fait un bond à 192 en 1893, ont diminué dans la suite, puisque 1908 n'en compte plus que 144. De même dans les départements les feuilles politiques, après une progression de 1.038 en 1881 à 2.272 en 1893, sont tombés à 1.638 en 1908.

Dans cette période les naissances les plus illustres ont été à Paris : 1880, la *Croix*, à 0,05 ; 1884, l'*Echo de Paris*, à 0,10 ; 1888, l'*Eclair*, à 0,05 ; le *Journal* et la *Libre Parole*, à 0,05.

Etudions cette espèce des journaux, qui est à franc parler la véritable et la plus intéressante expression de la presse périodique, d'abord au point de vue de leur périodicité, puis à celui de leur prix.

Périodicité

Voici, en premier lieu, un tableau des journaux politiques parisiens, d'après leur périodicité, en 1881, 1892 et 1907.

TABLEAU DE LA PÉRIODICITÉ
DES JOURNAUX POLITIQUES PARISIENS

	1881	1892	1907
Quotidiens	64	86	65
Hebdomadaires	4	94	49
Bihebdomadaires	2	4	3
Bimensuels	»	3	7
Mensuels	»	2	7
Irréguliers	»	»	12

Les quotidiens y tiennent donc la tête par leur nombre ; ils y reçoivent une importance encore plus considérable, unique, par l'étendue de leur clientèle, car les principaux des journaux parisiens, ceux en qui l'on pourrait voir le type du journal moderne et qui sont répandus dans toute la France, appartiennent à la presse quotidienne.

Pour la presse départementale, nous avons dressé un tableau de sa périodicité en 1907, qui se rapproche de la réalité le plus exactement que nous avons pu le faire.

TABLEAU DE LA PÉRIODICITÉ
DE LA PRESSE POLITIQUE DÉPARTEMENTALE EN 1907

Quotidiens	247
Trihebdomadaires	117
Bihedomadares	235
Hebdomadaires	897

Total 1.496

Dans les départements, le premier rang revient donc aux

journaux hebdomadaires, et cet état s'explique d'une part par la concurrence des grandes feuilles parisiennes, et, d'autre part par leur rôle nettement déterminé. Ils sont avant tout une œuvre politique, à laquelle une édition hebdomadaire est amplement suffisante.

Prix des journaux politiques.

Pour la presse parisienne, nous avons dressé plusieurs tableaux, qui donnent le prix d'à peu près tous ses organes aux trois époques que nous avons choisies comme termes de comparaison.

TABLEAU DES PRIX DES JOURNAUX POLITIQUES PARISIENS

		1881	1887	1907
Quotidiens.. . . .	à 0,05	19	51	43
—	à 0,10	15	21	9
—	à 0,15 . . .	22	11	4
—	à 0,20	7	3	1
Bihebdomadaires.	à 0,05	1	»	»
—	à 0,10	1	4	3
Hebdomadaires...	à 0,05	3	43	12
—	à 0,10	1	41	27
—	à 0,15	»	5	3
—	à 0,20 . . .	»	2	4
—	à 0,25	»	1	2
Bimensuels... de	0,10 à 0 50	»	3	7
Mensuel	à 0,15	»	2	4

Il est à remarquer que les grands organes de la presse parisienne rentrent dans la catégorie des quotidiens à 0 fr. 05. C'est là l'aboutissement de cette évolution, commencée en 1836 par la *Presse* et par le *Siècle*, et amenée à son terme par le *Petit Journal* en 1863. Aujourd'hui, tout journal, qui prétend réunir une nombreuse clientèle

et pénétrer dans les classes populaires, doit nécessairement se soumettre à ces deux conditions : être quotidien et ne coûter que 0 fr. 05.

D'ailleurs, par un phénomène inverse, qui semble nous enfermer dans un cercle vicieux, un journal quotidien et à 0 fr. 05 ne peut vivre par ses propres moyens que s'il groupe une clientèle nombreuse. Et voilà bien le secret de la difficulté qu'il y a de nos jours, malgré le régime de liberté de la presse, à fonder un nouveau journal populaire. Une création de cette sorte exige l'apport préalable de capitaux considérables, qui ne laissent pas d'ailleurs que l'entreprise soit encore très périlleuse.

Le même bon marché est la règle aussi dans la presse politique départementale. Sur un total de 1,496 journaux, dont nous connaissons le prix, 1,035 sont à 0 fr. 05. Le but même qui est la raison d'être de la plupart de ces journaux et qui est un but de propagande politique, ne leur permettrait pas un autre prix. Aussi, d'ordinaire, s'en faut-il, ayant un débit forcément restreint, qu'ils bouclent leur budget par leurs seules ressources. Mais, nous reviendrons sur ce point.

TABLEAU DES PRIX DES JOURNAUX POLITIQUES
DANS LES DÉPARTEMENTS, EN 1907

Quotidiens.....	à 0,05	232	Bihebdomadaires..	à 0,05	141
—	 à 0,10	12	—	.. à 0,10	91
—	 à 0,15	3	—	.. à 0,15	3
Trihebdomadaires.	à 0,05	73	Hebdomadaires....	à 0,05	589
—	à 0,10	42	—	... à 0,10	304
—	à 0,15	2	—	... à 0,15	7

Le nombre des feuilles hebdomadaires à 0 fr. 10 est respectable. Toutefois, elles n'existent que dans les arrondis-

sements où n'a pas encore paru de journal local à 0 fr. 05. Que dans un arrondissement, l'un des journaux locaux à 0 fr. 10, de quelque nuance politique qu'il soit, abaisse son prix à 0 fr. 05, son exemple entraîne dans cette voie tous les autres, sous peine presque assurée de déchéance.

Chapitre II. — Physionomie générale des journaux contemporains.

Les journaux n'ont pas accru leur clientèle, ni ne se sont introduits dans les classes populaires, sans modifier leur appareil. Nous avons déjà noté cette opinion d'Emile de Girardin que la presse, pour s'ouvrir de nouveaux débouchés, devait joindre au bon marché le souci d'une information exacte et rapide, qu'il lui fallait, en un mot, abandonner le terrain, démodé, des querelles politiques et se jeter résolument dans la voie du reportage. En 1863, le *Petit Journal* réalisa ces vues à la lettre ; ses colonnes, largement ouvertes aux nouvelles de toutes sortes, ne le furent qu'à elles et demeurèrent impitoyablement closes aux polémiques. Il dut, d'ailleurs, à cette sagesse, de vivre dans un temps, où le pouvoir impérial soumettait la presse politique à de sévères restrictions. Toute une floraison de feuilles à 0 fr. 05 imita sa réserve. Mais nous devons reconnaître qu'au début ces papiers d'informations furent traités dédaigneusement par les grands journaux politiques. On parlait alors d'une grande presse et d'une petite presse. La première, qui se vouait aux questions poli-

tiques, occupait le rang le plus illustre et menait le plus bruyant tapage, sans qu'elle eut toutefois la plus nombreuse clientèle. La seconde, qui comprenait les feuilles de l'espèce du *Petit Journal*, ne laissait pas, malgré le dédain de son aînée, d'être la plus répandue.

Elle satisfaisait, mieux que l'autre, à la curiosité des lecteurs, et, quand sonna pour la presse l'heure de sa liberté, elle adjoignit à son domaine la politique, non pas en lui décernant le premier rôle, en ne lui assignant que la place conforme au désir de sa clientèle. Parallèlement, la grande presse était entraînée par le mouvement des esprits à soigner davantage son information, à l'étendre, à restreindre, par contre, le champ des questions politiques. Si bien que petite et grande presse finirent par se confondre. Mais, on peut dire que ce fut la petite presse qui mangea la grande.

Dans l'*Annuaire de la presse de 1882*, M. Mermet écrivait : « Je constate que la place réservée à la politique devient chaque jour plus restreinte dans nos journaux. » A cette époque, sur les 19 quotidiens de Paris à 0 fr. 05, 14 appartenaient à la petite presse ; la majorité des feuilles politiques coûtaient 0 fr. 10, ou plutôt 0 fr. 15. Dès 1892, la distinction a disparu, et les deux tiers des quotidiens de Paris ont adopté le prix de 0 fr. 05.

La politique y occupa encore un rang honorable ou plutôt honoraire.

La place la plus enviée du journal, c'est-à-dire les premières colonnes de la première page, lui fut réservée. C'était là que le bulletinier politique résumait les surprises de la veille en France et à l'étranger. Cette première colonne constituait comme une tribune aux

harangues, assez recherchée et toujours dévolue par les grands journaux à des noms estimés.

Cependant, l'information chassa la politique de ce dernier refuge.

Elle le jugea hors d'importance avec celle qui l'occupait, et s'en réserva l'héritage. Depuis, la politique erre de colonne en colonne, toujours rabrouée, toujours délogée, trop heureuse encore qu'on l'héberge dans le coin le plus modeste. Il n'y a plus qu'une chose tenant à la politique qui jouisse dans nos journaux d'une certaine importance, ce sont les débats à la Chambre des députés et au Sénat. Eux-mêmes, toutefois, ne pourraient se flatter d'avoir jamais le pas sur le crime sensationnel du jour.

Au reste, cette omnipotence de l'information est la plus conforme du monde à nos mœurs. Le télégraphe, le téléphone ont énervé notre curiosité. Nous voulons connaître les événements aussitôt accomplis, nous voulons connaître le plus possible d'événements. Pour répondre à ce besoin, la presse a développé ses informations. Elle a créé un outillage, rapide et multiple, de se renseigner ; peu de choses, dans quelque partie du monde que ce soit, échappent à ses recherches. Les colonnes de nos journaux se sont remplies de télégrammes, de communiqués téléphoniques, reçus dans leurs bureaux de tous les coins de l'univers. Les rédacteurs ont d'abord pris soin de mettre un certain ordre parmi cette avalanche de nouvelles. Puis, submergés, noyés, pressés par le temps, ils les ont colloquées au petit bonheur, dans les colonnes disponibles, au fur et à mesure de leur réception. Enfin, comme le nombre croissant des dépêches risquait de lasser l'atten-

tion du lecteur, de la dérouter, ils ont tâché de la guider par des titres indicateurs ; puis, les titres n'y suffisant plus, ils ont appelé les sous-titres à la rescousse. Qu'est-il résulté de tout cet appareil ? Ouvrez un journal contemporain. Ce qui vous frappe en premier lieu, c'est la note dominante des lettres grasses. Vous y portez les yeux, vous y reconnaissez les titres et les sous-titres. Quand vous les avez lus, point n'est besoin de vous fatiguer davantage, vous êtes renseigné comme le rédacteur lui-même.

Encore, ne demandons-nous pas au journal que de nous apprendre les nouvelles de la politique, celles de l'intérieur et de l'extérieur, les événements de la vie publique, les méfaits de la vie courante.

Il doit satisfaire à d'autres curiosités. C'est lui qui nous initie au mouvement des arts, des sciences, de la littérature. Il analyse pour nous le roman, qui vient de paraître, et la pièce de théâtre, dont la veille on a représenté la répétition générale ; il nous en campe les auteurs, donne leur portrait, en trace une biographie sommaire, en révèle les goûts et les manies. Il nous introduit avec la même faconde dans l'intimité des artistes, peintres, musiciens, comédiens. Il nous fait assister aux séances de toutes les académies. Il nous explique les inventions les plus récentes. Il a même la prétention de nous défendre contre les vexations administratives, de dénoncer les abus de toutes sortes, de nous apitoyer sur les infortunes cachées, de soutenir les opprimés contre les oppresseurs. Il précède la justice, s'il ne la supprime pas tout à fait, dans la recherche des escroqueries, des machinations louches, bref, de toutes les choses honteuses qui sont l'envers de notre brillante civilisation. Et ces révélations

de scandales, qu'on dénomme campagnes de presse, ne sont pas le moindre souci de certains journaux ; ils y asseoient leur popularité et possèdent une police particulière, qui les en fournit.

La pénétration du journal dans les classes populaires a communiqué une importance toute spéciale à deux éléments assez négligés de la presse précédente : le feuilleton et la chronique criminelle.

Les journaux populaires ont deux, trois feuilletons. Ils ont pour cet article de leur achalandage des soins tout particuliers. Ils font précéder sa naissance d'une réclame sensationnelle. On l'annonce à grands fracas d'affiches et de prospectus. Dans les villes, à l'intersection des rues, sur les places publiques ; dans les villages mêmes, partout où s'offre un coin de mur apparent au promeneur, de grands placards allèchent la curiosité de la foule. Ils représentent, par l'image, les épisodes les plus tragiques du roman ; les héros du drame sur des fonds violents s'y détachent en poses théâtrales.

Pour l'alimentation de sa chronique criminelle, le journal populaire entretient toute une nuée de reporters. Celle-ci s'échappe de ses bureaux, se dissémine à travers les quartiers des villes populeuses, visite les campagnes ; elle est à l'affût du plus chétif événement à scandale, elle fouille dans les vies privées, elle fait jaser tous les braves gens sur le compte de leurs voisins. Il faut qu'elle ramasse une copie suffisante, avant de revenir à la maison nourricière.

Le journal a des colonnes réservées aux trouvailles de ces limiers ; chaque jour, il en sert quelques douzaines à sa clientèle.

Mais, parmi le fatras des faits divers, tous nos journaux ont une prédilection particulière pour le crime, qui présente des caractères de gravité, de nouveauté, de rareté exceptionnelles. Ils le reçoivent comme une mine inépuisable de copie. Son récit prend, dans leurs colonnes, le pas sur toutes les autres questions du jour. Il a les honneurs de la première page. Il s'y étale avec complaisance ; on ne lui ménage pas les lignes. Les reporters en décrivent une histoire complète ; ils n'épargnent au lecteur aucun détail. Le premier jour, faute de recherches, le récit, quelquefois, est un peu maigre, succinct. Mais, dès le lendemain, le journal le reprend, le grossit, l'émaille d'anecdotes recueillies sur toutes les bouches qui veulent bien parler. Il trace une biographie de la victime, de sa famille ; il a les mêmes égards pour le criminel. Puis, tant que l'affaire n'a pas été classée, ou qu'elle n'a pas fatigué la curiosité de la foule, les feuilles concurrentes se disputent à coups de révélations toujours de plus en plus inattendues et de plus en plus décisives.

Cette physionomie, dont nous venons de tracer les traits principaux, est celle de la plupart des quotidiens de Paris. Il ne faut, en excepter, et dans une mesure restreinte, d'une part que les feuilles à inspiration purement politique, très rares, qui n'ont de succès que par la plume d'un polémiste aimé du public, que le public ne lit d'ailleurs que pour se délecter de l'article de ce polémiste, non pour connaître les quelques nouvelles dont il est assaisonné ; d'autre part, les journaux à 0 fr. 10 et 0 fr. 15, encore plus rares, qui sont lus par une clientèle lettrée, instruite, qui n'en visent pas d'autre, et qui ont pour but, soit de tenir au courant des affaires du jour un milieu

mondain, soit de donner, sur les événements importants, surtout de la politique extérieure, des renseignements puisés à bonne source.

Cette physionomie convient aussi à quelques quotidiens des départements. Ceux-ci habitent loin de la capitale, car, dans un rayon assez étendu, les journaux de Paris étouffent la naissance des concurrents. Le journal provincial, qui veut supplanter le journal de Paris, doit répandre les dernières nouvelles plus tôt que lui, et, pour qu'il le puisse, il est nécessaire que le voyage de Paris à son siège exige un temps assez long, et, par conséquent, retarde l'arrivée des feuilles parisiennes. Citons, parmi les plus répandus des quotidiens à grand tirage, et à 0 fr. 05, des départements : à Lille, l'*Echo du Nord* (tirage de 150,000) ; à Nantes, le *Nouvelliste de Bretagne* (qui avoue 450,000 lecteurs) et le *Populaire de Nantes* (qui en déclare 500,000) ; à Bordeaux, la *France de Bordeaux* (tirage de 265,000) et la *Petite Gironde* (tirage de 270,000) ; à Toulouse, la *Dépêche de Toulouse* (tirage de 245,000) ; à Marseille, le *Petit Marseillais* (tirage de 170,000) ; à Lyon, le *Lyon républicain* (tirage de 200,000), le *Nouvelliste de Lyon* (tirage de 150,000) et le *Progrès de Lyon* (tirage de 200,000).

Puissance des grands journaux populaires actuels.

Tous les quotidiens de Paris ne réalisent pas également le type du journal populaire. Si, mis à part ceux que nous avons déjà exceptés de l'entraînement commun, la plupart tendent à reproduire la physionomie crayonnée ci-dessus, il s'en faut qu'ils soient parvenus les uns et les autres à la même perfection et qu'ils soient égaux par

l'importance comme par l'ambition. A leur tête et en place solidement assise, règnent plusieurs qui se proclament à juste titre les potentats de la presse contemporaine, sans en être pour cela les plus gourmés. Le paysan de nos trous de campagne les moins abordables connaît leurs noms, puisqu'il les voit affichés sur les murs de son village et qu'ils ont même enseigne sur la rue principale. Qui ne lit le *Petit Parisien*, le *Petit Journal*, le *Matin* ? Qui n'a familiers au moins les titres du *Journal*, de l'*Eclair*, de l'*Echo de Paris* ?

Et ce sont de vrais potentats que ces journaux, non des seigneurs de baudruche, gonflés d'une vaine importance, mais des personnages riches, considérés, flattés en haut lieu, à qui s'ouvrent toutes les portes et qui logent en leur hôtel particulier.

Tout un peuple de gens actifs, que nous dénombrerons plus loin, s'empresse à leur service. Ils ont une oreille un peu partout, voire dans les ministères. Les institutions publiques des postes, télégraphes et téléphones, des chemins de fer, si rogues envers les simples citoyens, multiplient les complaisances à leur égard. Les chefs d'Etat, les chefs de gouvernement se prêtent à leurs interviews, leurs dévoilent des secrets, et, s'ils n'en ont pas sous la main, ou s'ils n'en ont que de tout à fait impossibles à trahir, s'en excusent.

Par ailleurs, ces journaux, si bien traités par les grands de la terre, rivalisent de zèle, d'attentions, de primes pour le bon public. Ils lui offrent, au prix le plus minime qui puisse être, six et huit grandes pages toutes noircies ; ils y joignent des suppléments hebdomadaires illustrés. Dans leur hôtel, ils lui ouvrent de vastes salles de lecture, et

d'autres où les dépêches sont affichées heure par heure. Ils mettent à sa disposition des services de photographie, de librairie, de placement, de renseignement. Ils se constitueraient, si c'était en leur pouvoir, les valets à tout faire, à 0 fr. 05 par jour, de la foule anonyme.

Mais c'est précisément parmi cette foule qu'ils recrutent leur clientèle. C'est donc elle qu'il faut attirer à soi et y retenir. Et, de fait, ils n'y ont pas mal réussi. Tel accuse cinq millions de lecteurs, et n'exagère pas : ses machines débitent quotidiennement pas loin de un million trois cent mille exemplaires.

Tableau des quotidiens de Paris d'après leur tirage.

Voici, d'ailleurs un tableau des tirages des principaux quotidiens de Paris. Nous ne garantissons pas l'exactitude des chiffres suivants, à quelques milliers près. Au moins ont-ils l'avantage d'établir l'importance, les uns par rapport aux autres, des journaux cités à l'heure actuelle.

Le <i>Petit Parisien</i>	1 300.000	exemplaires
Le <i>Journal</i>	750.000	—
Le <i>Petit Journal</i>	600.000	—
Le <i>Matin</i>	400.000	—
La <i>Croix</i>	300.000	—
L' <i>Echo de Paris</i>	120.000	—
L' <i>Eclair</i>	70.000	—
La <i>Petite République</i> ..	70.000	—
L' <i>Humanité</i>	50.000	—

Dans une autre catégorie :

Le <i>Temps</i> ..	55.000	exemplaires.
Les <i>Débats</i>	30.000	—

Il n'y a pas de groupement plus incertain ni plus mobile

que la clientèle d'un journal populaire. Les feuilles mondaines ou celles de l'espèce du *Temps* et des *Débats*, ont une clientèle d'abonnés, donc connue et liée pour une certaine période. Le journal populaire ne se vend guère qu'au numéro. Rien ne l'assure que l'acheteur d'aujourd'hui sera un acheteur de demain ; même le lien qui l'unit à un acheteur habituel, se rompt le plus aisément du monde.

Pourtant, ce serait parler légèrement que prétendre que leur position ne soit solidement assise, et ce serait agir plus témérairement encore que d'essayer de l'ébranler. Car, les journaux populaires d'aujourd'hui sont de véritables puissances financières. On estime à soixante millions le capital d'un *Petit Journal*. Même pour une industrie, ce chiffre ne laisserait pas d'être coquet et rassurant. Aussi, les sommes énormes, engagées dans nos journaux populaires, les tiennent-elles à l'abri des concurrences précipitées.

Chapitre III. — Information, rédaction et impression des journaux (1).

Après avoir décrit la façade de la presse périodique contemporaine, nous devons pénétrer à l'intérieur du bâtiment, c'est-à-dire exposer les sources auxquelles elle

(1) Dans ce chapitre et dans le suivant, il n'est traité de l'organisation que de la presse parisienne. Celle de la presse politique départementale fait le sujet d'un chapitre spécial.

demande tout ce qu'elle nous raconte, les moyens dont elle dispose pour multiplier ses exemplaires et les voies par lesquelles elle les fait parvenir à sa clientèle. Nous étudierons, dans ce chapitre, les services d'information, de rédaction et d'impression des journaux.

§ I. — *Information.*

Avant d'entrer dans le détail des services d'information d'un journal, il convient que nous signalions les immenses progrès réalisés, depuis le second empire, par la télégraphie et l'invention du téléphone.

Nous en étions restés, dans la seconde partie de cet ouvrage, à l'emploi courant de la télégraphie optique et à l'essai de la télégraphie électrique. Aujourd'hui, cette dernière seule subsiste. Elle a agrandi son domaine bien au delà des limites où se mouvait sa devancière. Tout un réseau de fils télégraphiques unit les unes aux autres les villes de France, non pas seulement celles de grande ou de moyenne importance, mais aussi les modestes bourgades de 800 à 1,000 âmes.

Le téléphone, dont les premières applications pratiques remontent aux environs de 1880, a étendu davantage encore le cercle de ces communications rapides. Car, il n'y a pas de bureau téléphonique que là où existe un bureau télégraphique ; la tendance actuelle est de relier les plus humbles communes au bureau télégraphique et téléphonique voisin par le téléphone : chaque année voit ouvrir de ces lignes secondaires. Si bien qu'on peut dire que la presse contemporaine a les moyens les plus rapides de s'informer de toutes les parties du monde et des coins les plus cachés du territoire national.

L'administration des postes, par bienveillance à l'égard de la presse, ne lui fait payer ses communications qu'à la moitié du tarif commun.

Certains journaux ne se sont pas contentés de ces services publics. Ils possèdent des fils télégraphiques spéciaux. Le *Matin* dit en avoir un avec Londres. Il est plus certain que les grands quotidiens des départements sont reliés par de semblables fils à leurs bureaux de Paris. Le prix n'en est pas trop élevé ; l'administration des Postes vend un fil spécial de 5,000 à 6,000 francs. D'ailleurs fil spécial signifie plutôt usage réservé d'un fil public de telle heure à telle heure qu'établissement matériel d'un fil tout-à-fait particulier.

Informations de l'extérieur

Peu de journaux se renseignent sur les événements de l'étranger par leurs propres moyens. Ils reçoivent les nouvelles par des Agences, et particulièrement par l'agence Havas (1). Celle-ci a des correspondants dans les capitales et principales villes du monde entier, qui chaque jour la tiennent au courant des affaires de chaque pays par dépêches, et elle communique ces dépêches aux journaux qui lui payent un abonnement annuel. Quand survient un événement important (voyages de chefs d'état, guerres, conférences internationales, etc.), elle envoie

(1) L' *Agence Havas* dit d'elle-même dans une circulaire : « Elle s'est assuré un service de renseignements télégraphiques de tous les points du globe, en établissant partout des succursales et des correspondances. Propriétaire ou associée de toutes les agences étrangères, son organisation est telle qu'une nouvelle qui passe par son entremise est immédiatement communiquée aux journaux du monde entier ».

sur le théâtre de cet événement un correspondant particulier, qui suit pas à pas son évolution et en retourne des récits détaillés à l'agence.

Un seul journal de France entretient à l'étranger une organisation complète de correspondants autonomes : c'est le *Temps*, qui est par cela même le mieux renseigné de nos journaux sur l'extérieur et celui dont les informations offrent la plus grande garantie de véracité. D'autres journaux, mais sur une échelle moindre, ont aussi des correspondants spéciaux, siégeant dans les capitales des principaux états : ce sont le *Figaro*, le *Matin*, le *Journal*, l'*Eclair*. Ils sont aussi les seuls, ou peu s'en faut, qui expédient des reporters spéciaux sur les lieux des événements sensationnels, car le voyage et les services de ces reporters coûtent fort cher.

Quelques feuilles ont passé des traités avec des journaux de Londres pour en recevoir des informations. Londres est en effet le centre de nouvelles le plus important d'Europe. Ainsi l'*Echo de Paris* a conclu une entente avec le *Daily-Télégraph*. Le *Daily-Télégraph* lui téléphone à minuit les dernières nouvelles du jour et l'*Echo de Paris* les sert à ses lecteurs le matin suivant dans le même temps que le journal anglais à sa clientèle.

Information de l'intérieur

C'est par leurs propres moyens que les journaux de Paris, se renseignent sur les affaires de France. Mais nous devons ici diviser leur service d'information en deux sections : celle des départements et celle de Paris.

Nouvelles des départements

Quelques grands journaux ont des correspondants particuliers dans les principales villes de France. Qu'on ne croie pas cependant que ces correspondants soient des personnages ; ce sont le plus souvent un marchand de journaux ou un rédacteur d'un journal local, qui trouvent là l'occasion d'ajouter quelques louis à leurs gains professionnels. Plus de journaux, lorsque se produit un fait extraordinaire (banquet de ministre, voyage présidentiel, crime retentissant, etc.), envoient un reporter spécial dans la ville qui en est le théâtre. Pourtant, il faut bien reconnaître que la grande majorité des quotidiens de Paris, se renseigne ici, comme pour les événements de l'extérieur, par voie indirecte. Mais, puisqu'il n'existe pas d'Agence Havas des départements, ils coupent les nouvelles dans les feuilles locales, reçues à leurs bureaux à titre d'échange, ou dans les journaux de Paris mieux informés qu'eux-mêmes. De cette manière il arrive fréquemment qu'un journal donne une nouvelle dont il ne connaît pas la source ; le journal même, auquel il l'a empruntée, la tenait sans garantie de certitude d'un autre, et ainsi de suite, si bien qu'une nouvelle a pu faire le tour de la presse, qui était acceptée de tous, contrôlée par aucun, dont personne ne savait l'origine, et qu'un beau jour quelque chercheur découvre fausse.

Le *Petit Journal*, le *Petit Parisien*, le *Matin*, le *Journal*, la *Croix*, qui possèdent chacun un service propre de vente dans les départements, sont aussi les journaux de Paris qui reçoivent de la province les informations les plus nombreuses et les plus précises. Leurs vendeurs

paraissent, en effet, tout désignés pour être leurs correspondants. Mais parmi ces cinq privilégiés le *Petit Journal* occupe un rang particulièrement important. Il doit à son organisation parfaite; qui englobe toute la France et empiète sur l'étranger et qui ne compte pas moins de 18.000 dépositaires, d'être le plus abondamment renseigné sur les faits divers et autres des départements. Le *Petit Parisien* possède une organisation qui s'en rapproche, et c'est cette organisation spéciale qui fait de ces deux journaux le type des journaux populaires français.

Nouvelles de Paris

Il y a pour les journaux de Paris, un endroit où ils apprennent aisément les faits survenus dans leur ville : c'est la Préfecture de police. La Préfecture de police fournit des communiqués à la presse parisienne. Et d'autre part les reporters, chargés de les aller quérir, se rencontrent dans un café du boulevard du Palais et là font échange mutuel de leurs trouvailles.

Nous devons leur adjoindre l'équipe des reporters qui courent les rues de la capitale, se faufilent partout, sont les premiers à constater les accidents et les incidents de la voie publique, devant qui par le talisman du coupe-file s'ouvrent les barrages d'agents et qui au besoin se déguisent pour passer des portes closes.

Il existe même des entreprises de reportage, c'est-à-dire que 15 ou 20 petits reporters usent leurs jambes et leurs oreilles au service d'un reporter important, qui ne bouge pas et se contente de vendre les trouvailles de ses limiers à tel ou tel journal.

§ II. — *Rédaction.*

A la tête du service de rédaction, il y a dans tout journal un secrétaire général, plus connu sous le nom de rédacteur en chef, et dans les journaux importants, il y a au-dessous de lui et pour l'aider dans son gouvernement un ou plusieurs secrétaires de rédaction. « C'est le rédacteur en chef, aux yeux du public, aux yeux des directeurs, qui prend la responsabilité du journal. C'est lui qui accepte, qui rejette, qui corrige tous les articles... Le meilleur rédacteur en chef est celui qui sait le mieux grouper, diriger ses collaborateurs, allumer leur zèle, faire pétiller leur verve, amalgamer leurs nuances, mettre leurs talents spéciaux en orchestration » (1).

Le secrétaire de rédaction suit la confection du journal d'un bout à l'autre ; c'est lui qui met la première et la dernière main à sa cuisine. D'une part il reçoit du rédacteur en chef les articles, qui doivent passer dans le numéro du jour, et d'autre part convergent vers lui les travaux de tous les collaborateurs secondaires du journal.

Parmi les plus utiles de ces collaborateurs, nous trouvons en premier lieu les rédacteurs qui rédigent des tartines plus ou moins longues d'après les dépêches et les communiqués téléphoniques, envoyés par les agences et par les correspondants de province ou de l'étranger. Nous y trouvons encore ceux qui coupent dans les autres journaux les articles et nouvelles à reproduire. Ces rédacteurs de l'une et l'autre catégorie, qui d'ailleurs souvent cumulent, sont à peu près les seuls de toute une rédaction, qui travaillent aux bureaux du journal.

(1) Dubief, *Le journalisme*.

Les autres écrivent leur copie à leur domicile et l'envoient au journal ou n'y font qu'une courte apparition pour la déposer. Ce sont les chroniqueurs des diverses spécialités, car un grand journal a pour chaque rubrique un chroniqueur spécial ; il y a le ou les chroniqueurs de la Chambre, celui ou ceux du Sénat, le chroniqueur des questions commerciales, celui des sports, celui des théâtres, le chroniqueur mondain, les chroniqueurs artistiques, les critiques, etc. Ce sont aussi les échetiers, les faits-diversiers, les boursiers, les interviewers professionnels, au nombre de qui quelques-uns possèdent l'oreille des grands personnages et cotent très cher leurs indiscretions. Les reporters, qui courent du matin au soir, et même la nuit, n'ont le temps de s'arrêter au journal que pour y jeter leurs trouvailles par écrit à la hâte, à moins encore qu'ils ne l'aient fait dans un café de rencontre.

Nous ne signalons que pour mémoire les collaborateurs intermittents d'un journal, personnages politiques, savants, académiciens, qui empruntent pour un jour la voix de la presse, car plus que jamais, plus que sous la Restauration, tout le monde aujourd'hui touche au journalisme.

Les manuscrits de tous ces rédacteurs et collaborateurs s'entassent entre les mains du secrétaire de rédaction, qui les classe et les transmet aux compositeurs. Il en reçoit les épreuves, en surveille la correction, puis les retourne au metteur en pages. Il s'entend avec celui-ci pour la disposition des différentes matières qui doivent tenir dans les 4, 6 ou 8 pages du journal. De même il a l'œil au tirage, en fixe le chiffre, l'active ou le suspend. Parfois, quand un événement survient à la dernière minute, même les formes étant déjà sous presse, il faut bouleverser la

disposition du journal, et retrancher certains articles qui peuvent attendre pour faire une place à la nouvelle copie. Le secrétaire de la rédaction ordonne les éditions spéciales ; bref il a la haute main sur toute la confection du journal.

Dans quelques journaux tout ce travail de rédaction est précédé par une conférence qui se tient dans le bureau du directeur et à laquelle prennent part, outre le directeur, le rédacteur en chef, le secrétaire de la rédaction et quelques autres chefs de service. Elle a pour but d'arrêter l'agencement du numéro qui va paraître, de déterminer les matières à développer et celles à restreindre, etc. Mais d'ordinaire chaque journal réserve des places habituelles à chacune de ses rubriques, et le metteur en pages, qui les connaît bien, n'a besoin d'aucune direction.

§ III. — *Composition et impression.*

Ce que nous allons dire de la composition et de l'impression des journaux, s'applique à ceux qui s'impriment dans une imprimerie à eux appartenant, comme à ceux qui se font imprimer chez des gens de métier. Beaucoup de journaux possèdent aujourd'hui leur imprimerie particulière, et pour les grandes feuilles populaires cela fait une imprimerie très importante. Mais les imprimeurs de journaux mettent à la disposition de leur clientèle un matériel tout identique et aussi spécial, de sorte que nous n'avons pas à distinguer entre les journaux imprimés chez eux et ceux imprimés en dehors.

Composition

Au fur et à mesure que le metteur en pages reçoit la copie des mains du secrétaire de la rédaction, il la distribue entre les ouvriers compositeurs. Jetons ici un regard en arrière pour mesurer les progrès qui ont été faits ces dernières années dans la composition.

Il y a quelque quarante ans, les ouvriers typographes travaillant dans les journaux se sont organisés en commandites. En d'autres termes, un certain nombre d'entre eux s'associent pour travailler à leur propre compte, à tant le mille de lettres. » Le chef de la commandite est le metteur en pages, élu par ses camarades et auquel ceux-ci doivent obéissance durant l'exécution du travail. C'est le metteur en pages qui distribue la copie entre les commanditaires ; et c'est lui qui tient la banque de l'Association, c'est-à-dire qui touche le prix de la composition à la caisse du journal et répartit cette somme entre les membres de la commandite soit par salaires égaux, soit au prorata du travail exécuté par chacun (1).

Pour les grands journaux, les commandites étaient de seize à vingt-cinq personnes. Elles étaient, car cette combinaison a disparu dernièrement avec la composition à la main elle-même dans la plupart des journaux, lorsqu'y ont été introduites les machines à composer.

Nous ne voulons pas entrer dans une description technique de ces machines, mais ne donner que quelques détails qui prouveront leur utilité.

Un habile compositeur pouvait à la main lever 1.200

(1) Manuel de typographie.

lettres environ dans une heure de travail. Dans le même temps une ouvrière avec les premières machines à composer levait de 10.000 à 12.000 lettres. Mais ces machines avaient trois inconvénients principaux : elles nécessitaient l'emploi des mêmes caractères qu'auparavant ; elles ne justifiaient pas, c'est-à-dire qu'elles ne divisaient pas la composition par lignes ; enfin elles ne distribuaient pas, c'est-à-dire ne remettaient pas les caractères employés à la place où ils avaient été pris. On inventa bien des machines à justifier et des machines à distribuer. Mais chacune d'elles exigeait la collaboration d'un ou deux ouvriers, de telle sorte que le travail de composition, quoique multiplié, n'en demeurait pas moins compliqué. Aussi les journaux français n'employèrent-ils pas ces différentes machines.

Au contraire ils possèdent tous les machines à composer actuelles, linotypes, typographes ou autres, qui composent, justifient et distribuent à la fois, et qui ne sont manœuvrées que par un seul ouvrier ou une seule ouvrière. Ces machines fondent les lignes de composition sur des matrices au fur et à mesure de leur confection, de telle sorte qu'une fois le journal tiré, toute sa composition peut être refondue pour le numéro suivant, ce qui supprime les réserves de caractère, nécessaires autrefois et qui formaient un capital assez important.

La linotype, qui est la plus répandue des machines à composer, est formée essentiellement : d'un magasin, où les matrices sont rangées ; d'un clavier, dont les touches représentent les lettres et les signes de l'alphabet et, par leur mouvement, déclanchent chacune une matrice correspondante ; d'un composteur, où les matrices viennent

s'aligner à la sortie du magasin ; d'un moule, où un jet de plomb fond la ligne de matrices qui y est envoyée ; d'une vis sans fin, le long de laquelle les matrices, quittant le moule, se promènent pour regagner leur case respective dans le magasin.

Une linotype fait, dans une heure, le travail de cinq à six ouvriers typographes, composant à la main. La composition d'un journal quotidien à six pages emploie, en moyenne, six de ces machines, pendant six à huit heures.

Clichage.

Les lignes, fondues par les machines à composer, fournissent une forme de chaque page du journal. Mais une forme, ne pouvant être utilisée que par une machine, serait insuffisante au tirage des grands journaux, lequel doit être achevé en quelques heures de temps (2 ou 3). Aussi, procède-t-on, dès que la composition d'une forme est terminée, à son clichage. « Le clichage permet presque instantanément de doubler, de tripler, de décupler chacune des formes et par conséquent de tirer chaque page, non pas sur une seule machine, mais sur deux, sur trois, sur dix, et même davantage (1).

En un mot, expliquons que le clichage « est une sorte de modelage spécial qui reproduit exactement la superficie, les reliefs, les creux des caractères typographiques ». Il consiste d'une part à faire épouser par pression à une feuille de papier-carton humide, les mille et mille aspérités de la composition ; d'autre part à couler sur le flan,

(1) M. Dubief, *Op. cit.*

ainsi obtenu, du plomb liquide. La pression a marqué dans le flan les lettres de la composition en creux, et le plomb, pénétrant dans les creux du flan, reproduit en relief les lettres de la composition.

La confection d'un cliché par nos machines modernes ne dure pas plus d'un quart d'heure. Certaines de ces machines coûtent un prix très élevé ; celle du *Journal*, qui est de fabrication américaine, a été payée 120,000 fr.

Impression.

Il existe aujourd'hui, pour l'impression des journaux, un type de machine spécial : la rotative à journaux. Nous l'avons vu apparaître, en 1863, pour le tirage du *Petit Journal*. Depuis, ces rotatives, dont les plus connues sortent des ateliers Marinoni ou des usines Derriey, ont subi d'incessantes améliorations.

Exposons brièvement le principe de la machine rotative. Un ruban continu de papier, qui provient d'une bobine placée à une extrémité de la machine, passe d'abord entre deux cylindres, dont l'un est garni d'étoffe et dont l'autre porte les clichés d'une partie du journal, soit les pages 1 et 4 ; le premier cylindre presse, au passage, le papier contre le second, une des faces du ruban de papier s'imprime donc entre ces deux cylindres. Puis, le ruban de papier est retourné et conduit entre une autre paire de cylindres, pareils à celle décrite ci-dessus, mais ici, la face du ruban qui appuie sur le cylindre à étoffe est celle qui a été déjà imprimée, de sorte que la pression de ce cylindre contre le cylindre à clichés imprime sur la face blanche du papier les pages 2 et 3 du journal.

La première rotative fournissait à l'heure 35,000 exemplaires du *Petit Journal*, soit quatre pages de petit format. A l'Exposition de 1887, les presses du *Petit Journal*, exposées dans la Galerie des machines, vomissaient chacune 50,000 exemplaires à l'heure. Vers 1892, l'ingénieur français Derriey construisit une rotative, qui imprimait, en une heure, 75,000 et 80,000 journaux de quatre pages, et qui les comptait et les livrait séparément par paquets de cent.

Aujourd'hui, l'usage est courant de rotatives, imprimant 25,000 exemplaires de quatre pages en une heure, les comptant et les pliant (deux plis).

Mais les grands journaux emploient des monstres autrement actifs. On a imaginé, pour l'impression des journaux de 6 et 8 pages, des rotatives qui impriment ces 6 et 8 pages, collent les pages intérieures et plient le journal entier.

Les machines du *Matin* produisent 100,000 *Matins* à l'heure. Celles du *Journal* livrent, à l'heure, 80,000 exemplaires de 8 pages, collés et pliés ; leur manœuvre exige une force de 100 chevaux-vapeur.

D'ailleurs, ces rotatives coûtent un prix en rapport avec leur puissance de production ; pour certaines, il atteint 200,000 francs.

§ IV. — *Tableau horaire de l'activité dans un journal.*

Le mouvement de la rédaction commence vers sept heures du soir. A ce moment, les bureaux se remplissent, les nouvelles arrivent. Télégraphe et téléphone fonctionnent ; les rédacteurs écrivent.

Les ouvriers de la composition entrent dans leur atelier à la même heure. Le secrétaire de la rédaction a déjà en main un grand nombre d'articles. Leur travail commence donc de suite.

Il se poursuit parallèlement à la rédaction jusqu'à minuit ou une heure du matin. Au fur et à mesure que les rédacteurs ont rédigé les nouvelles reçues, la copie est transmise à l'atelier de composition. Aussitôt la composition d'un manuscrit terminée, une épreuve en est portée à l'auteur ou au secrétaire de la rédaction.

Entre une heure et deux, la mise en pages du journal doit être achevée, et le clichage des formes enlevé.

À deux heures du matin, les rotatives sont prêtes à rouler. Car il faut que les premiers exemplaires soient à la gare à trois heures pour prendre les premiers trains.

Le tirage est terminé vers cinq heures du matin.

Dans les journaux du soir, rédaction et composition vont de pair, de dix heures du matin à trois heures de l'après-midi, et le tirage se fait de trois heures à cinq heures.

Chapitre IV. — Administration des journaux.

Vente, publicité, budget.

L'administration d'un journal est une personne tout à fait distincte de sa rédaction. Elle est chargée de la comptabilité, de la publicité et du service de vente. À sa tête est un administrateur, personnage important, qui, s'il n'a pas son nom sur le fronton du journal, s'il demeure inconnu du public, ne joue pas moins un rôle très important à l'intérieur du bâtiment. Il a sous ses

ordres un personnel plus ou moins nombreux, selon l'importance de la feuille : caissiers, employés, ouvrières, ouvriers et hommes de peine. Il faut pour quelques grands quotidiens ajouter à ce personnel de la maison mère celui des dépositaires dans les départements et des vendeurs dans Paris.

§ I. — *Vente des journaux.*

Les exemplaires d'un journal sont transportés au fur et à mesure de leur tirage dans une grande salle, la salle du départ, où, sous la direction du chef de départ, plieuses, colleuses, faiseurs de paquets hâtent leur besogne autour de grandes tables. Ce travail n'occupe pas moins de trente personnes dans un quotidien, qui n'est pas des tout premiers en importance.

Il y a pour un exemplaire de journal trois destinations possibles : le service des abonnements, et celui de la vente au numéro à Paris ou dans les départements.

Abonnements.

Lorsqu'une demande d'abonnement arrive aux bureaux du journal, le caissier commence par extraire de la lettre le mandat-poste, destiné à le payer, puis il transmet la lettre à un employé d'autre ordre. Celui-ci travaille au jeu des fiches, c'est-à-dire que seul ou avec des aides il tient au courant un tableau des abonnés, chaque abonné y ayant une fiche à son nom. Il donne au nouvel abonné un numéro, en suite de quoi il commande l'impression de bandes, portant son nom, son adresse et son numéro d'ordre sur les livres du journal.

La bande est marquée d'un autre numéro, qui a son utilité pour l'envoi quotidien du journal : c'est le numéro de routage.

En effet, lorsque les exemplaires destinés au service des abonnements ont été pliés et mis sous bande, ils sont réunis par paquets, chaque paquet groupant les abonnements d'une même ville. La poste qui se charge, dans les départements, de la remise de ces journaux à chaque abonné, ne se préoccupe pas de ce triage. S'il y a erreur dans un paquet, elle est donc la faute de l'administration du journal.

Le numéro de routage sert précisément à reconnaître dans la masse des journaux ceux qui doivent voyager ensemble.

Les bandes, pour activer le service, ont été timbrées à l'avance. Celles relatives à un numéro sont triées l'avant-veille, portées la veille à la poste, qui les timbre « à l'extraordinaire » et remises par elle aux bureaux du journal en temps utile.

A Paris, des porteurs et porteuses font le service des abonnés. Un journal en emploie de 30 à 60.

Vente au numéro dans les départements.

Nous avons pour cette vente deux catégories de journaux à étudier. Quelques-uns ont un service propre, la plupart recourent à des intermédiaires.

Le *Petit Journal*, le *Petit Parisien*, le *Matin*, le *Journal*, la *Croix* ont dans les villes, où ils se vendent, des dépositaires particuliers. A l'hôtel de ces journaux à Paris, on procède au triage des exemplaires, on en fait un paquet

par centre de vente, puis tous ces paquets sont portés à la gare. A chaque gare d'arrivée, les correspondants de chaque journal prennent leur paquet, dès que stoppe le train, se le partagent et se disséminent par les rues de la ville où vont déposer un certain nombre d'exemplaires chez les marchands de journaux.

Les journaux de Paris, qui n'ont pas un service particulier de vente au numéro dans les départements, chargent de ce service soit les *Messageries Hachette*, soit les *Messageries du Petit Journal*.

Les dépositaires du *Petit Journal* en province font connaître au bureau parisien de ses messageries le nombre d'exemplaires qu'ils écoulent de chaque journal. Les employés de ces Messageries prennent au bureau de chaque journal la quantité totale d'exemplaires demandée par les dépositaires. Puis ils adressent à chaque dépositaire un colis, qui contient le nombre demandé par lui de tous les journaux qu'il débite.

Les Messageries Hachette procèdent de même. Elles assurent de cette façon l'approvisionnement des bibliothèques des gares, qui dépendent d'elles, et celui de leurs dépositaires à l'intérieur des villes.

Vente au numéro dans Paris.

Cette vente est assurée pour chaque journal soit par un service autonome, soit par l'intermédiaire du *Petit Journal*, soit par les marchands en gros qui la font à leur compte.

Le *Petit Journal* approvisionne ses dépositaires de Paris en journaux de toutes sortes, comme il le fait pour ses dépositaires de province.

Voici, d'autre part, comment fonctionne un service autonome de vente au numéro dans Paris. La capitale est divisée par le journal en secteurs. Dès l'aube, si ce journal paraît le matin, chaque préposé de secteur vient se fournir à ses bureaux d'exemplaires en nombre suffisant aux demandes de son secteur. Puis il fait le tour des vendeurs et des kiosques et dépose à chaque endroit le nombre de numéros, réclamé par le tenancier. Ce tour fini, il le recommence en sens inverse, reprend à chacun les numéros invendus de la veille et solde avec lui le compte des journaux vendus. Lui-même est de retour à dix heures du matin aux bureaux du journal et là rend ses comptes au caissier. Des inspecteurs surveillent la vente du journal dans Paris, stimulent le zèle des vendeurs, notent les endroits où les exemplaires déposés sont en nombre insuffisant et les endroits où ils sont trop nombreux.

La rue du Croissant.

Tout le monde connaît au moins de nom la rue du Croissant. La vente des journaux, quoique bien tombée dans cette rue, y est encore active. Chaque grand journal y tient toujours boutique. C'est là, en effet, que les marchands régionaux viennent se fournir. Ces marchands arrivent la nuit, achètent dans chaque bureau un paquet d'exemplaires, le chargent sur une voiture et aussitôt partent détailler leur stock à de petits marchands ; leur domaine est particulièrement celui de la périphérie immédiate de la capitale.

Mais la rue du Croissant est surtout le marché des journaux du soir, qui se crient à travers les rues. Là,

des marchands en gros reçoivent à partir de trois heures les ballots imprimés des différents journaux. Ils les détaillent soit à des camelots qui, leur provision faite, s'élancent aussitôt à la conquête de l'acheteur, soit à ce qu'on pourrait appeler des marchands de demi-gros, qui vont dans d'autres quartiers les débiter à d'autres camelots (1).

(1) Voici un tableau de la rue du Croissant à l'heure du marché, que nous empruntons à la plume alerte de M. Dubief. Les porteurs et camelots attendent l'ouverture des guichets.

« Tout d'un coup des guichets s'ouvrent, guichets appartenant à l'administration du journal ou aux marchands en gros. On crie, on se précipite, on se bouscule — Cent numéros ! — Moi, 200 ! — 75 ! — 300 *Lanterne* ! — 15 *Autorité* ! etc., etc. Et les sous et les pièces blanches passent à travers les guichets, et les guichets, béants comme des gargouilles de vieille église, font pleuvoir sur la foule hurlante les flots de papier noirci. Et les porteurs, les camelots vont de l'un à l'autre toujours pressés, toujours se bousculant, afin de compléter au plus vite leur collection. »

Un point de droit pourrait se poser concernant les crieurs de journaux. Lorsque la curiosité de la foule est vivement surexcitée par un événement considérable ou par une lutte politique, les crieurs de journaux cherchent aisément à tirer profit de cette passion momentanée ; ils mettent pour ainsi dire leur feuille aux enchères ; ils la vendent à un prix supérieur à son coût normal, à celui qui est imprimé à côté de son titre. Ont-ils le droit d'en agir ainsi ? Le crieur de journal a-t-il le droit de majorer le prix de la marchandise qu'il débite ?

Il n'y a pas de doute que par cette manière d'enchère publique le crieur ne s'expose à aucune action pénale. Toute action pénale est fondée sur un texte précis, aucun texte ne fait un délit de la majoration du prix des journaux. Nous ne croyons pas que le public acheteur ait davantage un recours contre le crieur trop cupide : s'il trouve le prix du journal exorbitant, libre à lui de ne pas l'acheter.

Mais le propriétaire lui-même du journal ne pourrait-il pas poursuivre civilement le crieur qui majore le prix des numéros à lui confiés ? Le crieur d'un journal reçoit une remise, convenue à l'avance, sur chaque numéro qu'il écoule ; les invendus lui sont repris : c'est donc un employé du journal. D'autre part le bénéfice qui résulte de la majoration du prix courant ne profite qu'à lui : il constitue une augmentation de sa remise. Ce crieur

Un journal du soir au moins, la *Patrie*, a un service autonome de vente. Ce service est assuré par 5 ou 6 marchands régionaux. Par exemple, les premiers numéros sortis des presses sont chargés sur une voiture et portés au quartier latin, dans un débit de vins. C'est là que les camelots viennent les prendre.

§ II. — *Publicité des journaux.*

L'agence de publicité, qui fut fondée en 1845 par Charles Duveyrier, existe encore ; elle est même la plus importante des agences contemporaines, c'est l'agence Lagrange, Cerf et Cie. Elle ne fait la publicité que dans les journaux de Paris ; la publicité parisienne dans les journaux des départements est faite par l'agence Havas, dont les agents cumulent avec leurs fonctions de correspondants celles de courtiers en annonces.

Plusieurs agences vivent à côté de l'agence Lagrange, Cerf et Cie. Mais la plupart, pas assez riches pour concéder à leurs clients de longs et gros crédits, dès qu'elles traitent une affaire de quelque importance, la passent à l'agence Lagrange.

Les journaux de Paris ont deux attitudes vis-à-vis de cette agence. Les uns lui ont affermé leur publicité, c'est-à-dire qu'ils lui reconnaissent en échange d'un minimum annuel de revenu par la publicité, le droit d'en disposer

pourrait donc être comparé à un employé de commerce indélicat qui vend les marchandises appartenant à son patron au-dessus du prix étiqueté et empoche la différence. Il nous semble donc qu'une action civile du propriétaire du journal contre son crieur indélicat serait admissible.

Nous n'avons rien trouvé dans le Dalloz ni dans le Sirey sur cette matière de 1881 à 1908.

à son gré. D'autres, qui se sentent assez connus pour attirer à eux une clientèle propre, se contentent de lui prendre des annonces sans aucun traité qui liât leur liberté. Les plus importants de ces derniers ont tout un personnel spécial dont la mission est de rechercher les annonces ; à sa tête est un chef de publicité.

Les directeurs de journaux

Nous avons pu décrire toute l'organisation des journaux sans parler du personnage qui domine ses diverses parties. Dans maints journaux, en effet, leur directeur n'est pas nécessaire à leur fonctionnement. C'est alors une espèce de réclame vivante, un nom que le journal imprime à côté de son titre, le plus souvent un personnage politique qui, de fait, donne à son journal quelques articles politiques, mais se préoccupe si peu de sa confection matérielle qu'il ne paraît même pas à ses bureaux.

D'autres directeurs sont les propriétaires du journal ou les propriétaires de la plus grosse partie de son capital. Ceux-ci font leur principal souci de sa gestion financière, et, dans ce cas, leurs occupations sont de même sorte que celles d'un commerçant gérant son commerce ou d'un industriel gouvernant son industrie, et nous n'avons point à en parler.

Il y a cependant quelques journaux dont les directeurs suivent leur élaboration pas à pas, se tiennent au courant de tous leurs services, lisent les articles et les corrigent eux-mêmes. On les voit dans les bureaux parmi les premiers arrivés et les derniers partis. Il est remarquable que les directeurs qui en usent ainsi chez eux sont les

directeurs des feuilles de plus belle tenue. Nous pouvons citer en exemple le *Temps* et le *Garlois*.

§ III. — *Budget des journaux.*

Un journal tient sa comptabilité comme un commerçant, nous ne voulons donc point nous étendre sur ce chapitre. Nous remarquerons seulement que l'administrateur est en quelque sorte le payeur général du journal. C'est lui qui règle les appointements des rédacteurs, qui rétribue les collaborations de toutes sortes, qui verse leur salaire aux employés de toutes catégories. C'est encore lui qui passe les traités des fournitures, qui commande et paye l'encre, le papier et autres dépenses courantes du journal, comme c'est lui qui commande et paye les machines et autres dépenses extraordinaires.

Ce serait pour nous une entreprise trop longue, sinon impossible, que de dresser en détail le budget d'un journal, car pour le faire il nous faudrait en être au moins l'administrateur en personne. Tant de dépenses et tant de recettes entrent dans ce budget, elles sont si variables de journal à journal. Nous essaierons toutefois d'en esquisser un bref aperçu.

Dépenses.

Frais de rédaction, d'information et d'administration.

Ce sont de tous les moins faciles à saisir, et nous ne saurions en indiquer que quelques éléments.

La rédaction d'un journal quotidien de moyenne importance exige au minimum la collaboration d'un secrétaire

général (traitement annuel d'environ 8.000 fr.), d'un rédacteur à 6.000 fr. et de six rédacteurs à 3.600 fr.

L'abonnement à une agence d'information, comme l'agence Havas, varie de 6.000 fr. à 12.000 fr.

Les collaborateurs intermittents, échetiers, auteurs de variétés, etc., sont payés de 0 fr. 10 à 0 fr. 15 la ligne.

On peut s'en tirer à moins pour le roman feuilleton par un abonnement à la Société des Gens de Lettres, comme on peut y consacrer beaucoup plus : certains auteurs obtiennent de leur ligne 0 fr. 75, 1 fr. et davantage.

A l'administration, on compte un personnel de 4 employés par 10.000 abonnements.

Enfin, si le journal a l'ambition d'offrir à sa clientèle une information soignée, personnelle, s'il engage à son service des correspondants, des reporters, des interviewers, s'il use généreusement du téléphone et du télégraphe, c'est un petit monde de collaborateurs qu'il lui faut et ce sont des sommes élevées qu'il dépense. Telle feuille, qui n'a pas tout à fait 100.000 lecteurs et qui passe pour bien informée, occupe dans ses bureaux un peu de 40 personnes.

Frais de composition, de clichage et d'impression.

Tous ces frais réunis s'élèvent à une moyenne de 400 fr. pour les 20.000 premiers exemplaires d'un journal à six pages. Ils seraient de 1 fr. 50 par mille en plus.

Frais de papier, de pliage, de poste.

Ces 20.000 exemplaires coûteraient de papier, l'exemplaire pesant 35 gr. et le papier à journal se vendant de

30 fr. à 35 fr. les 100 kilogs, soit 700 kilogs à 30 fr. : 210 fr.

Leur pliage (la rotative rend les journaux avec deux plis tout faits, il reste, pour leur donner l'aspect sous lequel ils sont remis à l'abonné, deux plis à leur faire à la main) reviendrait à 20 fr., en se basant sur une production de 300 numéros à l'heure par une plieuse et sur un salaire de 0 fr. 30 l'heure alloué à cette ouvrière.

Les frais de poste sont de $\frac{1}{2}$ centime par numéro, le triage et le routage ayant été faits par le journal, soit 100 fr. pour nos 20.000 numéros.

Bref, nous pouvons estimer approximativement que ces 20.000 exemplaires coûtent à un journal, non compris les frais généraux, de rédaction et d'administration, 730 fr. par jour et chaque millier en plus, dans les mêmes conditions, 18 fr. par jour.

Pour les 20,000 premiers exemplaires		Par un mille en plus	
Comp., clich., imp.....	400 fr.	Comp., clich., imp...	1 fr. 50
Papier.	210	Papier.....	10 50
Pliage... ..	20	Pliage.....	1 »
Poste.....	100	Poste.....	5 »
Total 730 fr.		Total..... 18 fr. »	

Un service autonome de vente dans Paris utilisant, pendant deux heures chaque jour, 60 à 75 cyclistes, coûte une somme annuelle d'environ 50.000 fr.

A tous ces frais, nous devons joindre ceux de la publicité. Un journal, surtout un journal populaire, se recommande à la foule par toutes sortes de réclames, et son succès est dû fréquemment à l'ingéniosité de sa réclame. La réclame est une dépense nécessaire à tout nouveau journal qui veut se lancer ; elle atteint alors des sommes

énormes, des millions peut-être, et revêt toutes les formes : distribution gratuite de numéros, affiches, primes gratuites, suppléments gratuits, etc. Mais elle est encore utile aux journaux bien assis, qui veulent maintenir leur position contre la concurrence ou qui ambitionnent d'étendre leur clientèle. Des journaux, ayant les plus forts tirages, n'hésitent pas à consacrer chaque année près d'un million à cette dépense.

Voici, en fin de cet aperçu sur les dépenses d'un journal, deux budgets complets de deux journaux à clientèles bien distinctes, l'une riche, l'autre populaire.

En premier lieu, le budget des dépenses du *Figaro*, en 1892, au temps de sa plus grande splendeur. Il avait alors un tirage quotidien de 80.000 exemplaires, qui montait parfois à 200 et 300.000 exemplaires.

BUDGET DE DÉPENSES DU « FIGARO » EN 1892

Composition	200,000 fr.
Imprimerie, clichage, papier.	1,700,000
Service des bandes	37,310
Frais de poste	350,000
Rédaction.	750,000
Administration :	
(employés, plieuses, porteurs).	300,000
Dépenses diverses et extraordinaires. . .	600,000
Total	3,937,310 fr.

Quatre millions, c'était un joli budget, mais relativement peu de chose comparé à celui du *Petit Journal*, la même année 1892, où il pouvait se dire le plus répandu des journaux avec son million de tirage.

BUDGET DU « PETIT JOURNAL » EN 1892

Composition, clichage, tirage	1,787,969 fr.	75
Papier	2,937,436	»
Rédaction et informations	705,175	33
Transport et frais de poste	2,213,933	62
Gravures et dessins	111,374	43
Administration (service de départ, inspecteurs, porteurs, etc.)	1,031,478	43
Frais de publicité	698,462	37
Frais généraux	797,774	13
Total	10,283,604 fr.	06

Aujourd'hui, ce budget devrait être très enflé pour devenir celui du plus répandu de nos journaux populaires, le *Petit Parisien*. Le papier seulement de ses 1.300.000 exemplaires, chaque exemplaire de 6 pages pesant 39 gr. fait au bout de l'année un poids dépassant 18 millions de kilogs. Ce qui représente, au prix de 30 fr. les 100 kilogs, une dépense annuelle de plus de 5.400.000 fr.

Recettes.

Les dépenses des journaux sont payées par deux sources principales de recettes : le produit de leur vente et celui de leurs annonces.

Vente.

La vente la plus productive est l'abonnement, l'abonnement qui assure le journal contre les caprices du lecteur, pendant trois mois, six mois, un an, qui lui est payé d'avance et qui lui procure un fond de roulement coquet. Mais l'abonnement est un mode très délaissé de nos jours.

Il n'est plus guère pratiqué que par la clientèle riche des journaux mondains ou des graves journaux à 0 fr. 10 et 0 fr. 15. Les journaux populaires n'ont pas d'abonnés.

La plupart des journaux de Paris se vendent au numéro. Cette vente ne laisse pas d'ailleurs d'amener des sommes considérables dans la caisse de certains d'entre eux. Le *Petit Parisien* reçoit de ses 1.300.000 lecteurs anonymes 65.000 francs chaque jour, plus de 23 millions de francs par an. Il serait oiseux de répéter ce calcul pour tous les journaux, même les principaux, dont nous avons indiqué ailleurs le tirage approximatif.

D'ailleurs, cette recette de la vente par abonnement ou au numéro ne suffirait pas à elle seule à équilibrer le budget d'un journal. En 1892, M. Dubief le constatait déjà pour le *Figaro*, qui pourtant coûtait 0 fr. 15. Divisant par 365 jours le total des dépenses que nous avons exposé plus haut, il trouvait que ce journal déboursait chaque jour 10.000 francs et tenait dessus le raisonnement suivant :

« Mettons un tirage moyen de 80.000 exemplaires, ce qui pour un journal à 0 fr. 15 est phénoménal. 10.000 fr. divisés par 80.000 exemplaires, cela fait ressortir l'exemplaire à 0 fr. 125. Or des 0 fr. 015, que paye l'acheteur au numéro, il en reste au moins 0,06 dans la poche des intermédiaires. Des 16 francs par trimestre, que paye un abonné de Paris, il faut retrancher l'affranchissement, le papier et l'impression des bandes ; c'est 12 francs à peine, soit 0 fr. 13 $\frac{1}{3}$ par numéro qui entrent dans la caisse du journal. Ainsi, qu'il s'agisse de l'abonné ou qu'il s'agisse de l'acheteur au numéro, le plus favorisé des journaux à 0 fr. 15 perd sur chacun de ses clients. »

Et M. Dubief concluait avec logique : « Que sera-ce donc

pour les feuilles à 0 fr. 10 ? Que sera-ce pour les feuilles à 0 fr. 05 ? Tous, tant que nous sommes, nous payons notre journal au-dessous de ce qu'il a coûté.

Mais les journaux ont une autre source de recettes qui équilibre leur budget et leur laisse encore des bénéfices, pour quelques-uns au moins. Ce sont les annonces.

Les annonces.

Les journaux français cotent très haut leur publicité. Voici quelques tarifs.

D'abord celui du *Petit Journal*, en 1908 :

6 ^e page, Annonce	10 fr.
5 ^e — Communication, 3 dernières colonnes	20 —
5 ^e — Réclame, 3 premières colonnes.....	30 —
3 ^e — Faits-divers, 3 dernières colonnes. .	50 —
2 ^e —	100 —

Dans le *Petit Parisien*, la ligne vaut de 10 à 50 francs, selon les pages et la colonne. Dans l'*Echo de Paris*, de 4 à 30 francs. Dans la *Lanterne*, de 2 à 15 francs. Dans le *Radical*, de 1 à 15 francs. Bref, la moyenne la moins élevée de la ligne d'annonces est de 2 francs.

Mais il y a des accommodements spéciaux pour les clients sérieux et durables. Il y a des rabais pour les fermiers d'annonces. Malgré tout, leur publicité rapporte encore aux journaux des sommes fort coquettes, pas moins de 2 millions 1/2 au *Petit Parisien*. (1)

(1) Certains journaux demandent des profits à des sources moins pures. Ils usent et abusent du chantage. Quand ils connaissent sur quelque personnalité une anecdote, qu'il ne lui serait pas agréable que le public

De toute cette étude, il ressort que, si vers le milieu du xix^e siècle, le budget d'un journal aussi important alors que la *Presse* se bouclait à 800.000 francs ; aujourd'hui, celui du plus répandu des quotidiens populaires dépasse 25 millions. Cet écart de chiffres prouve à lui seul quel a

connu, ils lui proposent un marché, ils lui vendent leur silence. Mais n'insistons pas sur ces trafics louches, qui ne sont pas le fait que de feuilles aux abois, qu'on sait au contraire pratiqués par de grands journaux, très répandus, possédant même pignon sur rue.

Il est plus commun que les journaux vendent leur publicité à des maisons de banques où à des entreprises financières qui désirent écouler leurs actions dans le grand public. Cette pratique est assez dangereuse. Le journal insère les annonces élogieuses, les réclames dithyrambiques, qui lui sont grassement payées, sans les contrôler. Il peut ainsi entraîner sa clientèle dans des affaires fort mauvaises, car un lecteur de journal a facilement confiance dans son journal.

Lors de la discussion de la loi de 1881 sur la presse, à la Chambre des députés, M. Sourigues, le 1^{er} février de cette année, a longuement parlé des subventions payées aux journaux par les sociétés financières. Il a cité plusieurs exemples, entre autres celui d'une ligne de chemin de fer « le chemin de fer Transcontinental-Memphis-Pacific, » qui dépensa pour cette publicité par les journaux plus de 20 millions. Il a cité également une importante maison financière qui, déjà propriétaire de nombreux journaux, liait à sa fortune par des contrats de subvention 1.200 autres feuilles périodiques.

Enfin nous ne voudrions pas clore ce chapitre sans évoquer l'affaire du Panama, où furent réalisés dans de vastes proportions les dangers inhérents à la publicité financière telle qu'on la pratique aujourd'hui. A la suite de la commission parlementaire qui reprit l'étude de cette affaire en 1897-1898, M. Bienvenu-Martin déposa sur le bureau de la Chambre des députés un rapport particulier à la publicité dans le Panama. Voici l'opinion qu'il émit : « La presse a eu dans l'affaire du Panama une action considérable. Par l'appui persévérant qu'elle a donné à la compagnie jusqu'à sa chute, elle a été un des principaux facteurs de son crédit et l'on peut dire que si l'épargne française a subi dans ce désastre sans précédent une aussi grave atteinte, cela tient pour une grande part à ce qu'elle n'a pas su résister aux sollicitations des journaux qui entretenaient sa confiance dans l'avenir de l'entreprise. » Dans son rapport général sur la même affaire et au nom de la même commission, M. E. Vallé estime que « la presse a reçu 14 millions » des administrateurs du Panama.

été le résultat le plus apparent de la réforme, mise en œuvre par Emile de Girardin : assurer la royauté dans le journalisme à quelques feuilles, trop riches pour craindre même la concurrence.

Chapitre V. — Organisation de la presse politique départementale.

Les grands régionaux.

L'organisation des grands quotidiens est une copie des journaux parisiens, auxquels ils font une concurrence souvent victorieuse. Pour avoir une information aussi aisée et aussi rapide que ces derniers, ils tiennent bureau dans la capitale même, et louent à l'Administration des postes un fil télégraphique spécial, qui relie leur maison provinciale à leur succursale parisienne. A l'ordinaire, quelques-uns d'entre eux, ayant les mêmes sympathies politiques et ne craignant point de se faire mutuelle concurrence, car ils rayonnent dans des régions différentes, associent leur service d'information, pour l'avoir aux moindres frais ou l'assurer dans les conditions les plus parfaites. Ils ont à Paris un hôtel commun, des correspondants communs, etc. Cinq d'entre eux, la *Dépêche de Toulouse*, l'*Echo du Nord*, le *Lyon Républicain*, la *Petite Gironde* et le *Petit Marseillais*, ont même ouvert à Paris un hall des grands régionaux, fondé en 1906, pour être mis « à la disposition des nombreux lecteurs de ces grands journaux quotidiens régionaux, que leurs affaires appellent fréquemment à Paris ». Ces lecteurs y trouvent toutes sortes de commodités et de renseignements.

Un grand journal régional tire à l'ordinaire plusieurs exemplaires de son numéro. Il rayonne sur plusieurs départements. Il doit pour chacun tenir lieu, autant que possible, du journal parisien et de la feuille locale qui

coexistent habituellement aux alentours de Paris. Par conséquent, il lui faut à un exposé très complet des événements généraux qui intéressent le pays joindre une chronique locale détaillée. Mais la chronique locale d'un département, par exemple, n'a aucun attrait pour le département voisin. D'autre part, plusieurs chroniques locales détaillées, juxtaposées dans le même numéro, occuperaient trop de place. C'est pourquoi un régional tire plusieurs éditions de son numéro. Toutes ont le même texte en ce qui concerne la politique et l'information générales ; leur chronique locale seule varie d'une édition à l'autre.

Mais décrire l'outillage de ces journaux à fort tirage serait répéter ce que nous avons dit dans les chapitres précédents, et nous consacrons celui-ci à la presse politique départementale, aux journaux dont l'action ne dépasse pas les limites d'un département, quelquefois deux, et plus fréquemment encore les modestes bornes d'un arrondissement.

Les quotidiens et les hebdomadaires.

On peut, par la comparaison de leur rayonnement et de leur périodicité, les partager en deux catégories. Dans la première, la moins encombrée, prennent place les journaux quotidiens, qui recrutent des lecteurs sur toute l'étendue du département et qui, pour la plupart, ont leur siège au chef-lieu même de ce département. La seconde catégorie offre un caractère de localité davantage marqué ; elle englobe les journaux hebdomadaires, dont la clientèle est cantonnée dans l'arrondissement de leur demeure.

But de la presse politique départementale.

Les uns et les autres d'ailleurs ont la même raison d'être et la même espèce de patronage. Ils sont les descendants des journaux des clubs révolutionnaires. Comme leurs ancêtres, ils sont la propriété d'un comité politique, ou tout au moins si ce comité n'en a pas la propriété matérielle, il en dirige les tendances ; et leur but est de répandre les idées de ces comités, pareillement à l'utilité des journaux des clubs pour ces clubs.

Rien de plus divers que les modes de participation de ces comités politiques à l'entretien de leur journal. Tantôt le journal est leur propriété propre : ils assument ses frais, ils payent ses dettes, comme ils profiteraient de ses bénéfices, s'il y en avait. Tantôt ils ne sont que les locataires du journal, c'est-à-dire que son véritable propriétaire leur en abandonne la direction politique contre une redevance annuelle. D'autres journaux enfin appartiennent à une seule personne, qui en supporte les charges matérielles, mais qui s'aide pour le programme de sa politique des lumières d'un comité.

Mais, si primordiale que soit dans ces journaux la tendance politique, ils ne peuvent pas, sous peine de ne trouver point de lecteur, négliger tout à fait l'information. Ils ont même une partie d'information que ne saurait leur disputer un journal parisien, et qui ne laisse pas d'être importante, les nouvelles locales, tant il y a que notre curiosité a été développée par l'habitude de la gazette et qu'elle va aujourd'hui des faits historiques aux accidents de clocher. La curiosité du Français, pour les nouvelles

locales, a même une telle vivacité que le quotidien de département semble préoccupé d'un domaine trop vaste pour y suffire avec assez de détails, qu'on reproche encore cette insuffisance à l'hebdomadaire d'arrondissement, et qu'une certaine vogue se dessine en faveur de feuilles tout à fait locales, n'embrassant pas plus d'un canton, voire une commune.

Information.

Quotidien de département et hebdomadaire d'arrondissement possèdent à peu près les mêmes moyens d'information. En ce qui concerne les nouvelles de l'étranger et celles de France, qui ne sont pas du département, ils les apprennent d'une agence, et nous retrouvons à la tête de ces agences, l'Agence Havas. Ils en empruntent également une grosse partie, surtout quant aux détails, aux journaux de Paris, où ils pratiquent de nombreuses coupures.

Mais, pour l'information locale, ils n'ont plus les services de tels intermédiaires. Il leur faut user de diligence personnelle, d'autant plus que c'est sur cette partie de leur information que leur clientèle aura le plus d'exigence envers eux, sa curiosité des nouvelles générales ayant été satisfaite par le journal de Paris ou le grand régional.

Un journal quotidien de département a, dans chaque arrondissement, un correspondant attitré. Ce rôle de correspondant ne constitue pas un métier ; il est peu rétribué, peu absorbant, et celui qui le remplit ne fait que l'ajouter à une autre profession. En plus et à côté de ce représentant officiel, le journal essaye de se créer dans les cantons et les communes des collaborations gracieuses

parmi les personnes qui affirment leur dévotion à sa politique. Ce système d'information est, au reste, le seul pratiqué par la plupart des hebdomadaires d'arrondissement.

Rédaction.

La rédaction de ces journaux n'a guère plus d'ampleur. Elle comprend, chez le plus grand nombre des quotidiens, un directeur politique ou rédacteur en chef, un rédacteur en second et un chroniqueur local, auxquels il faut cependant joindre, y collaborant, mais à l'occasion seulement, le chroniqueur judiciaire et le chroniqueur artistique. Une seule personne suffit à la besogne d'un hebdomadaire d'arrondissement.

Par ailleurs, ces journaux ont bien des commodités de rédaction qui sont mises à leur disposition par des agences. L'une offre à ses abonnés un ou plusieurs articles par semaine, même un par jour, signés de noms connus, voire d'académiciens, et s'engage à ne pas donner le même article dans les départements limitrophes. Une autre expédie chaque jour à sa clientèle six feuilles de nouvelles, d'anecdotes, d'interviews rapides, d'échos, de faits divers, etc. Certaines enfin font mieux encore ; elles vendent au journal des pages non seulement rédigées, mais clichées : il ne reste qu'à mettre à leur tête le titre du journal et à tirer.

Impression.

La plupart des journaux de province ont leur imprimerie spéciale. Il ne faut point l'entendre en ce sens que la confection de l'un d'eux occupe aisément une impi-

merie, mais que l'imprimerie qui le tire a été montée à son occasion, ce qui n'empêche qu'elle ne se consacre à d'autres travaux.

Dès que la troisième République eut aboli le brevet d'imprimeur qui, depuis l'origine de cette profession, la maintenait dans un cadre étroit et rigide, les imprimeries se multiplièrent ; il n'y a pas de doute que les journaux y aient contribué pour une bonne part. En effet, dans une même ville, la lutte est trop vive entre les feuilles coexistantes pour qu'elles puissent être imprimées dans les mêmes ateliers. Un nouveau journal, s'il ne trouve pas une imprimerie libre, doit donc en créer une à son usage ; mais, pour diminuer ses frais et pour que son matériel soit le plus occupé possible, il recherche en dehors des travaux lucratifs. Si bien que fréquemment, en province, on ne désigne pas les imprimeries sous le nom de leur propriétaire ou directeur, on ne dit pas l'imprimerie de Un tel, mais l'imprimerie de tel Journal qui y est imprimé. (1)

Budget.

Organes de propagande, créés pour répandre les idées d'un groupe dans les milieux populaires, et d'autre part nombreux dans une même ville, acharnés à la perte des

(1) Au moment de son activité la plus forte, la confection d'un journal quotidien départemental de tirage moyen (4.000) emploie plus de 40 personnes, savoir :

Rédaction et administration.....	4
Composition et mise en pages.....	6
Conducteurs et margeurs.....	8
Plieuses.....	10
Porteurs.....	15

uns des autres, les journaux politiques de province ont été obligés de réduire leur prix au minimum possible, à 0 fr. 05. Mais comme ils ne peuvent atteindre à de gros tirages, ni par conséquent prétendre à de fructueuses annonces, leurs ressources sont insuffisantes à leurs dépenses et presque tous, pour ne pas dire tous, seraient en faillite, si les comités politiques ou les personnes dévouées à leur parti ne payaient pas leur déficit.

Voici deux budgets types, l'un de journal quotidien de département, l'autre de journal hebdomadaire d'arrondissement, qui prouveront la défectueuse situation financière de la presse politique provinciale.

BUDGET APPROXIMATIF D'UN JOURNAL QUOTIDIEN

DÉPARTEMENTAL A 0 fr. 50

Nous lui accordons une clientèle de 4.000 lecteurs, qui se partageraient en 1.500 abonnés et 2.500 acheteurs au numéro. D'autre part, pour réduire le plus possible ses frais, nous le plaçons dans la classe des journaux qui ne paraissent pas le dimanche et, par conséquent, économisant l'impression de 65 numéros.

DÉPENSES :	
Frais généraux....	2.000 fr.
Frais de rédaction..	16,500
Frais d'administration.....	3,000
Frais d'impression du journal et des bandes	49,200
Frais de poste.....	3,600
Indemnités aux porteurs, aux crieurs et dépositaires.....	12.000
Au total.....	<u>86,300 fr.</u>

RECETTES :

Abonnements : 1.500 à 18 fr.....	27,000 fr.
Vente au numéro : 2.500 à 15 fr.....	37,500
Annonces : { par Havas..... 2,000 fr. }	42,000
{ locales..... 10,000 fr. }	

Au total..... 76,500 fr.

Soit un déficit d'environ 10.000 francs, bien que nous ayons admis une vente complète des 4.000 exemplaires ; en réalité, il aurait fallu défalquer des recettes près de 10 % de la vente au numéro pour les invendus. (1)

BUDGET APPROXIMATIF D'UN JOURNAL HEBDOMADAIRE

D'ARRONDISSEMENT A 0 fr. 05

Tirage..... 3,000	{ Abonnements..... 1,000
	{ Vente au numéro 2,000

DÉPENSES :

Rédaction et administration.....	3,000 fr.
Impression du journal et des bandes.....	7,500
Frais de poste.....	520
Porteurs, crieurs, dépositaires.....	2,260

Total..... 13,280 fr.

RECETTES :

Abonnements : 1,000 à 4 fr.....	4,000 fr.
Vente au numéro : 2,000 à 2 fr. 60.....	5,200
Annonces : { Havas..... 500	5,500
{ local..... 5,000	

Total..... 14,700 fr.

(1) Il y a cependant des quotidiens de département, la minorité peut-être, qui parviennent à l'aide des annonces à boucler leur budget. Ce qui doit surtout ressortir de cette étude, c'est qu'en aucun cas la vente au numéro ne couvre les frais d'un journal.

De ce budget, il résulterait un petit bénéfice. Et de fait un journal hebdomadaire, s'il n'est pas exposé à trop de concurrences, peut joindre les deux bouts. Seul dans son arrondissement, il devient une excellente affaire.

Nota. — Le tarif de la poste pour le service des journaux est de 1/2 centime (trriage fait), ou de 1 centime (trriage non fait).

Les porteurs de journaux aux abonnés qui demeurent dans la ville, siège du journal, reçoivent généralement 0 fr. 01 par abonnement et par jour. Les crieurs, qui vendent les journaux au numéro, ont une remise de 0 fr. 015 par journal quotidien vendu et de 0 fr. 02 par journal hebdomadaire vendu.

Annonces.

L'Agence Havas fait de la publicité dans les journaux des départements, comme l'Agence Lagrange dans les journaux de Paris. Ses abonnés s'engagent à ne recevoir directement à leur bureau que les annonces locales, dont ils se réservent la disposition.

Parmi les plus recherchées des annonces, nous devons signaler les annonces judiciaires. A Paris, elles sont en fait le monopole des Petites Affiches. En province, au contraire, les journaux se les disputent. Sous le second Empire, elles furent réservées exclusivement aux journaux officiels, c'est-à-dire dans chaque département au journal de la préfecture. La troisième République les partagea d'abord libéralement entre les feuilles concurrentes. Mais il y a aujourd'hui une certaine tendance à en favoriser plutôt les journaux favorables au gouverne-

ment. Des députés ont même proposé de leur en faire une espèce de monopole, ce qui serait une subvention déguisée.

Les annonces judiciaires sont de deux sortes : les annonces légales et les annonces sommaires, celles-ci n'étant qu'un résumé de l'annonce légale reproduit plusieurs fois. La ligne de l'annonce légale est tarifée à 0 fr. 15 et celle de l'annonce sommaire à 0 fr. 25.

Pour pallier autant que possible à leur mauvaise situation financière, certains journaux politiques de province ont essayé de réduire au minimum leurs frais, et la meilleure façon d'y parvenir leur a semblé de mettre ces frais en commun. Des quotidiens ne sont que la réédition d'une autre feuille, ayant clientèle dans un autre département. Ils en reçoivent des clichés de tout ce qui n'est pas de politique locale ou de chronique locale et, par cet échange, parviennent à la moindre dépense de rédaction et de composition.

Mais cette sorte d'organisation est surtout en faveur dans les feuilles hebdomadaires d'arrondissement. Elle permet dans tel et tel département, aux journaux des arrondissements, attachés à la fortune du même parti politique, de vendre jusqu'à six pages à 0 fr. 05. Les pages 1, 2, 5, 6 sont entièrement composées et tirées à une imprimerie centrale, dans le cas celle du journal quotidien de la même nuance politique qui, du reste, fournit tout ce qu'il peut de sa propre copie à ses confrères hebdomadaires. Ceux-ci ajoutent à ces 4 pages, où sont traités la politique et l'information générales et la politique et l'information départementales, les pages 3-4, réservées à la politique et à l'information de l'arrondissement, pages que chacun confectionne chez lui.

Malgré ces arrangements, beaucoup de feuilles politiques de la province vivent une existence très éphémère. Ce serait un lieu commun de nous étendre sur la multiplicité et la diversité de nos comités politiques, de peindre l'individualisme foncier du Français qui ne consent à sacrifier une parcelle de ses idées pour entrer dans une organisation commune et puissante, qui, au contraire, dès qu'il a une idée, la croit neuve, en attend le salut de sa patrie, de son parti politique au moins, et n'a de cesse qu'il n'ait fondé un comité pour l'exploiter, comité dont naturellement il se réserve la présidence.

La première ambition du comité est de publier un journal. S'il a quelques fonds, il se met à l'œuvre de suite, et l'œuvre le plus souvent n'a pas plus de durée que les premières provisions d'argent. Celles-ci épuisées, le journal disparaît aussi vite qu'il est né ; après avoir été à peine lu, car les lecteurs gratuits ne prenaient pas même la peine d'en déchirer la bande, non sans avoir cependant fait espérer à ses promoteurs un bouleversement général de l'opinion publique et la conquête instantanée des collèges électoraux.

Le catalogue de la presse politique départementale enregistre ainsi bien des naissances, dont le catalogue suivant apprend la mort par son silence. Et rien n'est plus varié d'une année à l'autre que ce catalogue. (1)

(1) Cependant il serait injuste de ne pas remarquer que dans chaque arrondissement ces changements n'atteignent pas à l'ordinaire et laissent inébranlable au moins l'un des hebdomadaires, le plus ancien souvent, qui, robuste vieillard, enterre l'un après l'autre ses jeunes confrères.

CONCLUSION

Il y aurait matière à composer un volume avec l'étude des milieux divers que la presse a successivement pénétrés dans sa carrière de deux siècles et demi, et celle des différents rôles que, corrélativement à sa propagation, elle prétendit jouer ou auxquels ses contemporains de chaque période la jugèrent apte.

Renaudot disait de ses gazettes : « Surtout seront-elles maintenues pour l'utilité qu'en reçoivent le public et les particuliers : le public, pour ce qu'elles empêchent plusieurs faux bruits qui servent souvent d'allumettes aux mouvements et séditions intestines » ; les particuliers, pour ce qu'elles leur fourniront une réclame précieuse. Un agent de renseignement, voilà bien l'idée que les beaux esprits de l'ancien régime se faisaient de la gazette, sans que pour cela la plupart aient eu de la personne du gazetier une flatteuse opinion. M. de Marville, qui fut lieutenant de police, reconnaissait toutefois aux gazettes un rôle beaucoup plus noble : « Je ne trouve rien qui puisse servir davantage à instruire les jeunes gens à qui l'on veut donner une brillante éducation que la lecture d'une gazette bien écrite. »

Mais la lecture d'une gazette demeura jusqu'à la révolution le privilège des classes riches. Leur prix était trop élevé pour la bourse des paysans ou des ouvriers. La lenteur et la difficulté des communications leur fermaient les campagnes, tout aussi bien que le matériel des impri-

meries était impropre à en produire une quantité considérable d'exemplaires. Elles ne recrutèrent guère de fidèles dans les classes proches du peuple que parmi les petits bourgeois de Paris, qui se cotisaient pour les acheter en commun, ou payaient leur location aux cabinets de lecture.

Les journaux révolutionnaires conquièrent un instant la foule, à franc parler une foule restreinte, puisqu'elle fut presque entièrement fournie par le peuple parisien. Aussi délaissèrent-ils le domaine aride de l'information pour se jeter dans la bataille politique. C'était, au reste, au milieu de cette mêlée que leurs contemporains les voulaient entendre ; ils consacrèrent la presse sauvegarde de toutes les libertés et même éducatrice du peuple.

Lorsque la presse se releva de l'esclavage impérial, ce fut à son rôle politique qu'elle retourna de suite et auquel la convièrent les hommes de la Restauration et de la Monarchie de Juillet. L'avocat Dupin disait : « La presse est la vie de notre forme actuelle de gouvernement. » Chateaubriand renchérisait. Supprimer la liberté de la presse, s'écriait-il, « serait arrêter violemment le cours de nos idées et le mouvement de nos mœurs ». Affirmation qui nous paraît gonflée de quelque exagération, si nous nous rappelons qu'au temps de Chateaubriand la presse ne possédait qu'une liberté très restreinte et surtout que les journaux n'étaient pas encore familiers à la grande majorité des Français. La plupart coûtaient 0 fr. 15 le numéro, ce qui tenait à l'écart de leur achat la masse des paysans et des ouvriers. Toutefois, le journalisme étendit alors le champ de sa clientèle dans de vastes proportions, car il conquit définitivement les provinces, où les feuilles

de l'ancien régime et surtout de la Révolution avaient déjà poussé d'heureuses reconnaissances. Mais cette conquête semble avoir été bornée, plus encore qu'à Paris aux classes aisées et n'avoir pas descendu plus bas. Les collèges électoraux de la Restauration et de la Monarchie de Juillet ne furent peuplés que par une élite sociale ; on pourrait dire que les journaux recrutèrent leur clientèle dans la même élite, seulement plus nombreuse et plus lâche.

La réforme d'Emile de Girardin fit avancer la presse d'un échelon dans la marche de sa diffusion parmi la foule. Au nouveau prix elle devint abordable à la petite bourgeoisie, mais elle était encore trop chère pour le vrai peuple. Et ce fut le journal à 0 fr. 05, comme nous l'avons répété au cours de notre étude, qui acheva la pénétration de la presse dans toutes les classes de la société. Avec le journal à 0 fr. 05, le journal est devenu pour tous, « comme le tabac, comme le café, un besoin impérieux de notre existence ».

Nous ne voulons point développer ici le thème des ambitions exagérées des journaux contemporains à instruire les masses, à les éduquer, à s'ériger en juges suprêmes de toutes les autorités sociales, parfois à supplanter ces autorités, particulièrement la justice. Nous nous bornerons à mettre en lumière deux résultats qui nous paraissent être les principaux de la vulgarisation de la presse. Les journaux, pour se faire accepter du peuple ont pris l'habit, le parler et la mentalité du peuple. Le sachant curieux et friand de drames, ils soignent et étendent leur chronique criminelle. Et parce qu'il comprend plus aisément les images concrètes que les idées abstraites, ils délaissent la

discussion des idées et ne combattent les opinions qu'à coups de personnalités offensantes sur ceux qui les prônent.

La curiosité de la foule se porte principalement sur la connaissance des actions criminelles. Leur récit, généreusement pailleté de détails dramatiques, complait à ses instincts sanguinaires, que la civilisation n'a pas étranglé tout à fait en chacun, qu'elle n'a que refoulé sous une enveloppe humanitaire, et qui éclatent à certaines occasions, choquants, brutaux, aux exécutions capitales aujourd'hui, comme à Rome aux jeux du cirque. Toute cette chronique criminelle, ces faits divers, ces meurtres sensationnels, qui s'étalent avec tant de complaisance dans les feuilles populaires et qui font si bien ressortir la qualité paradoxale de cette pensée de Rousseau que l'homme naît naturellement bon : tout cela, satisfaisant quotidiennement à la curiosité native de la foule, la surexcite, la développe, lui communique une tendance malsaine. Ses lecteurs n'en demandaient pas tant au journal populaire, sans doute ils y étaient enclins, mais l'aliment leur manquait avant la presse ; celle-ci, pour se les attacher, leur a fourni cet aliment copieux, pimenté ; et d'une simple inclination, elle a fait une passion qu'elle exploite maintenant sans vergogne. On pourrait là-dessus lui reprocher avec M. Tarde « que la chronique judiciaire, à elle seule, a fait commettre plus de crimes, par la contagion du meurtre et du vol, que l'école n'a jamais pu en empêcher ».

C'est déjà une responsabilité singulière pour une personne, comme la presse, qui prétend à éduquer le peuple. Mais ce qu'il y a de plus étonnant encore, c'est la manière dont elle poursuit cette éducation. Au lieu d'idées, elle

présente à ses élèves des commérages ; au lieu de discuter les idées qu'elle ne partage pas, elle s'applique à salir la personne qui les émet sous un flot de diffamations. Or, la diffamation, moyen indigne de toute bouche honnête, à plus forte raison d'un éducateur, n'a d'ailleurs que des inconvénients. Fausse, qui mesurera le préjudice qu'elle a causé ? Les tribunaux. Mais quelle peine donnera l'équivalent du dommage ? Une liasse de billets de banque ne rendra pas à la victime sa considération, perdue dans une multitude d'esprits ; une tache demeurera imprimée sur son front, qu'aucun arrêt ne sera capable de laver.

La diffamation agit toujours perfidement. Dans le même article, elle accuse, elle condamne ; il n'y a pas de place à des débats, ou, si débats il y a, l'accusation est portée devant le public avant leur terme, donc avant le jugement. Combien de gens, qui ont lu l'accusation, ne se soucieront point de suivre l'affaire et resteront sur la première défaveur ?

La personnalité fleurit avec le plus d'amour dans les journaux politiques des départements, où les polémiques, circonscrites entre rivaux bien déterminés revêtent un caractère aigu. Elle leur est facilitée par la popularité des personnages dans les villes de province ; tout le monde les y connaît, les y a vus, sait plus ou moins de secrets sur leur intimité. Et le public reçoit les prises à partie personnelles avec un plaisir d'autant plus vif qu'il se figure les victimes en chair et en os.

Allez reprocher au rédacteur d'un journal, qui use et abuse des personnalités blessantes, son manque de tenue, il vous répondra : « Eh ! parbleu ! je sais que ce n'est

guère propre, que cela ne prouve rien en faveur de mes idées ni contre les idées contraires. Mais qu'est-ce que vous voulez ? Le peuple n'aime que ces traits-là. » On pourrait bien lui rétorquer qu'il serait plus noble de corriger les défauts du peuple que de les flatter et que ce serait lui rendre un service très profitable pour l'avenir.

Mais, journaux de province avec leurs personnalités, comme les grands journaux de Paris avec leurs chroniques criminelles, tous ils poursuivent, non pas le bien de la foule, mais son argent ; et les déclarations d'éducation et autres belles choses ne sont que des mots de façade, derrière quoi se fait la besogne cupide. Il serait juste à propos de la conquête de la foule par le journal de répéter le proverbe commun, que le conquis a transformé à son image le conquérant. (1)

Jacques PIGELET.

(1) Une étude détaillée confirmerait, nous semble-t-il, ces dernières considérations générales sur la presse ; mais le cadre de cet ouvrage, particulièrement d'une simple conclusion, nous défend de l'entreprendre. Toutefois elles laissent dans un esprit honnête une telle rancœur contre les journaux que nous nous reprocherions de ne pas en disculper un certain nombre. En ce qui concerne par exemple l'abus de la personnalité, il est indéniable que ce soit un mal qui gangrène beaucoup de feuilles départementales et quelques feuilles parisiennes ; mais nous voudrions qu'on l'entende surtout comme une tendance malsaine, importée dans la presse politique du fait de sa vulgarisation et contre laquelle il serait généreux de réagir. Et nous reconnaissons que les journaux, même populaires, de Paris ont à l'ordinaire une tenue plus correcte, tout en remarquant d'autre part qu'ils s'occupent peu de politique, qu'ils ne polémiquent que pour une politique générale et qu'ils sont placés par leur importance même en dehors des luttes locales, où l'arme de la personnalité est la plus profitable fût la plus tentante. Nous proclamons également avec plaisir que parmi les feuilles départementales, engagées dans ces luttes de clocher, une bonne partie sait combattre avec décence et compte plus, pour convertir la foule à ses opinions, sur la vertu, lente mais durable, des idées que sur le coup-droit d'une diffamation.

TABLE DES MATIÈRES

PREMIÈRE PARTIE

La presse périodique de son origine à 1815.

	Pages.
Organisation économique de la Gazette de Renaudot...	3
Perfectionnements apportés dans l'organisation économique de la presse.....	14
Organisation économique de la presse révolutionnaire..	21
Le Consulat et l'Empire.....	29

SECONDE PARTIE

La presse périodique de 1815 à 1870.

Chapitre I ^{er} . — Les régimes politiques de la presse et sa vulgarisation.....	37
Chapitre II. — Physionomie de la presse de 1815 à 1870.	45
Chapitre III. — La presse et les inventions de la science.	50
Chapitre IV. — Le budget d'un journal. Apparition de la presse à bon marché.....	56

TROISIÈME PARTIE

La presse périodique de 1870 à nos jours.

Chapitre I ^{er} . — Mouvement général de la presse périodique française de 1870 à 1908.....	69
Chapitre II. — Physionomie générale des journaux contemporains.....	77
Chapitre III. — Information, rédaction et impression des journaux.....	86
Chapitre IV. — Administration des journaux : vente, publicité, budget.....	100
Chapitre V. — Organisation de la presse politique départementale.....	117
Conclusion	129

